MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA)

Carrière de Douzy-Francheval (08)

Dossier de demande d'autorisation environnementale unique de modification d'une carrière et d'une installation de traitement
Pièce jointe n°46 – Description des installations



GINGER BURGEAP Région Nord-Ouest (Arras) • 5, chemin des Filatiers 62223 Sainte-Catherine
Tél : 03 21 24 38 00 • burgeap.arras@groupeginger.com

MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA)

Carrière de Douzy-Francheval (08)

Dossier de demande d'autorisation environnementale unique de modification d'une carrière et d'une installation de traitement

Pièce jointe n°46 – Description des installations

Ce rapport a été rédigé avec la collaboration de :

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction Nom / signature	Vérification Nom / signature	Validation Nom / signature
Rapport	24/04/2026	01	A. DELACROIX	A. CHEREL	A. CHEREL
Rapport Suite retour client	28/05/2026	02	A. DELACROIX	G. PROVOST	A. CHEREL
Rapport Modification	30/06/2026	03	A. DELACROIX	G. PROVOST	A. CHEREL

RÉFÉRENCE DU RAPPORT	DMNO-P0021 -PJ46
DOMAINE TECHNIQUE H4i	15

SOMMAIRE

Introduction 5
1. Localisation du site 7
2. Accès au site 8
3. Documents d'urbanisme 10
4. Situation actuelle 11
4.1 Situation administrative 11
4.2 Localisation des activités 12
4.3 Horaires 15
5. Présentation générale du projet 16
5.1 La raison d'être du projet 16
5.1.1 Acceptation des matériaux TN+ 16
5.1.2 Augmentation des rythmes de remblayage et de production de granulats 16
5.1.3 Mise en place de deux unités de lavage 17
5.2 Evolution du classement du site au titre des rubriques ICPE et IOTA 17
5.2.1 Classement ICPE 17
5.2.2 Classement IOTA 18
5.3 Annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement 21
6. Description du projet 21
6.1 Carrière 21
6.1.1 Mode d'exploitation 21
6.1.2 Estimation du gisement restant et du vide de fouille 24
6.1.3 Répartition spatiale de l'exploitation jusqu'en 2037 26
6.1.4 Valorisation de matériaux inertes pour la remise en état 30
6.2 Traitement des matériaux 36
6.2.1 Description du traitement 37
6.2.2 Alimentation en eau 39
6.2.3 Rejets 41
6.2.4 Déchets 41
7. Rappel des grandeurs caractéristiques du projet 42
8. Moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident 42
9. Conditions de remise en état du site en fin d'exploitation et usage futur 43
9.1 Contexte réglementaire 43
9.2 Remise en état actuellement autorisée 43
9.3 Remise en état envisagée 47

TABLEAUX

Tableau 1 : arrêtés préfectoraux en vigueur 11
Tableau 2 : Rubriques de la nomenclature ICPE concernées par le projet 17
Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature Loi sur l'eau concernées par le projet 19
Tableau 4 : Critères d'acceptation des déchets selon l'arrêté du 1er mars 2023 – concentrations de référence dans les terres « K3+ acceptées sur site » 31
Tableau 5 : Concentrations de référence dans les terres « TN+ » 32
Tableau 6 : Caractéristiques des prélèvements autorisés dans le ruisseau de Magne 40

FIGURES

Figure 1 : Localisation du site sur fond IGN 6
Figure 2 : Photographie aérienne du site 7
Figure 3 : Voie privée revêtue d'un enrobé à l'entrée du site 8
Figure 4 : Accès au site 9
Figure 5 : Extrait du PLU de Douzy 10
Figure 6 : Extrait de la carte communale de Francheval 11
Figure 7 : Localisation de l'extension autorisée par arrêté préfectoral du 13 juin 2023 12
Figure 8 : Installation de traitement sur le site 13
Figure 9 : Plan d'état annuel 2025 du site 14
Figure 10 : Fronts de taille de la carrière 15
Figure 11 : Stockage de déchets extérieurs inertes 15
Figure 12 : Plans des profils fixant les cotes minimales d'extraction 23
Figure 13 : Gisement restant sur la carrière de Douzy/Francheval 25
Figure 14 : Remblayage estimatif sur la période 2026-2037 26
Figure 15 : Phasage d'extraction 27
Figure 16 : Cartes des garanties financières 29
Figure 17 : Surface des remblais 33
Figure 18 : Procédure d'acceptation préalable (source CEREMA) 35
Figure 19 : Déchets de la liste positive (source CEREMA) 36
Figure 20 : Plan des installations de traitement 37
Figure 21 : Ouvrage de prélèvement dans le ruisseau de Magne 39
Figure 22 : Extraits de l'arrêté du 21 octobre 2015 concernant les conditions et la nature de la remise en état 44
Figure 23 : Remise en état extraite du porter à connaissance de demande de modifications de l'emprise exploitable et des installations de traitement de la carrière de Douzy – ATEDEV, mars 2022 46
Figure 24 : Remise en état final - plan des préconisations paysagères 48

AUCUNE ENTREE DE TABLE D'ILLUSTRATION N'A ETE TROUVEE.**ANNEXES**

Annexe 1. Arrêtés préfectoraux du site
Annexe 2. Procédure d'acceptation de déchets inertes (source : MCA)
Annexe 3. Schémas et plan des installations de traitement actuelles et en projet
Annexe 4. Procédure de gestion des déchets

Introduction

La société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) est autorisée, par arrêté préfectoral n°I-4969 du 21 octobre 2015, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable et une installation de traitement des matériaux sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08). Ces activités sont soumises aux rubriques 2510-1, 2515-1 et 2517-1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'autorisation a été établie pour une durée de 20 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral (AP) du 21 octobre 2015, soit jusqu'en octobre 2035.

Le présent projet de la société MCA sur le site de Douzy/Francheval (ou site de Douzy) prévoit :

- Une **augmentation de la production de granulats** passant de 620 000 t à 850 000 t en moyenne annuelle et de 1 000 000 à 1 250 000 t en maximum annuel ;
- Une **augmentation des matériaux inertes** apportés pour le remblayage du site passant de 500 000 t à 850 000 t en moyenne annuelle dont 30 % maximum de matériaux transfrontaliers ;
- Une **prolongation de l'autorisation préfectorale** de 2 ans soit jusqu'en octobre 2037 pour le remblayage du site avec des matériaux inertes extérieurs après extraction.

La société MCA souhaite également compléter l'installation de traitement en mettant en place **deux unités de lavage des matériaux**. La première permettra de laver les matériaux traités sur site. Ces derniers sont actuellement transportés jusqu'à l'installation de Warcq pour y être lavés. La seconde permettra un lavage des stériles afin d'améliorer la valorisation du gisement exploité.

Pour permettre l'alimentation en eau de ces unités de lavage, un **bassin de stockage des eaux pompées dans le ruisseau de Magne sera créé.** Une augmentation des prélèvements en périodes de moyennes et hautes eaux est nécessaire. Ce bassin sera également alimenté par les eaux de ruissellement de la carrière. En contrepartie, MCA ne pompera plus les eaux du ruisseau pendant les périodes les plus sèches via une augmentation du débit seuil du ruisseau de Magne en dessous duquel le pompage est arrêté.

La société exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le site selon la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2023. Suite au cadrage avec la Direction régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), il a été convenu que le **remblayage avec des matériaux extérieurs inertes** entrait dans le cadre du réaménagement de la carrière, rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE, et ce conformément à l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2023, la société MCA est autorisée à remblayer le site avec des déchets inertes de type « K3+ »[1]. La société MCA souhaite également l'adaptation des seuils pour l'accueil de matériaux « TN+ »[2] sur la carrière de Douzy.

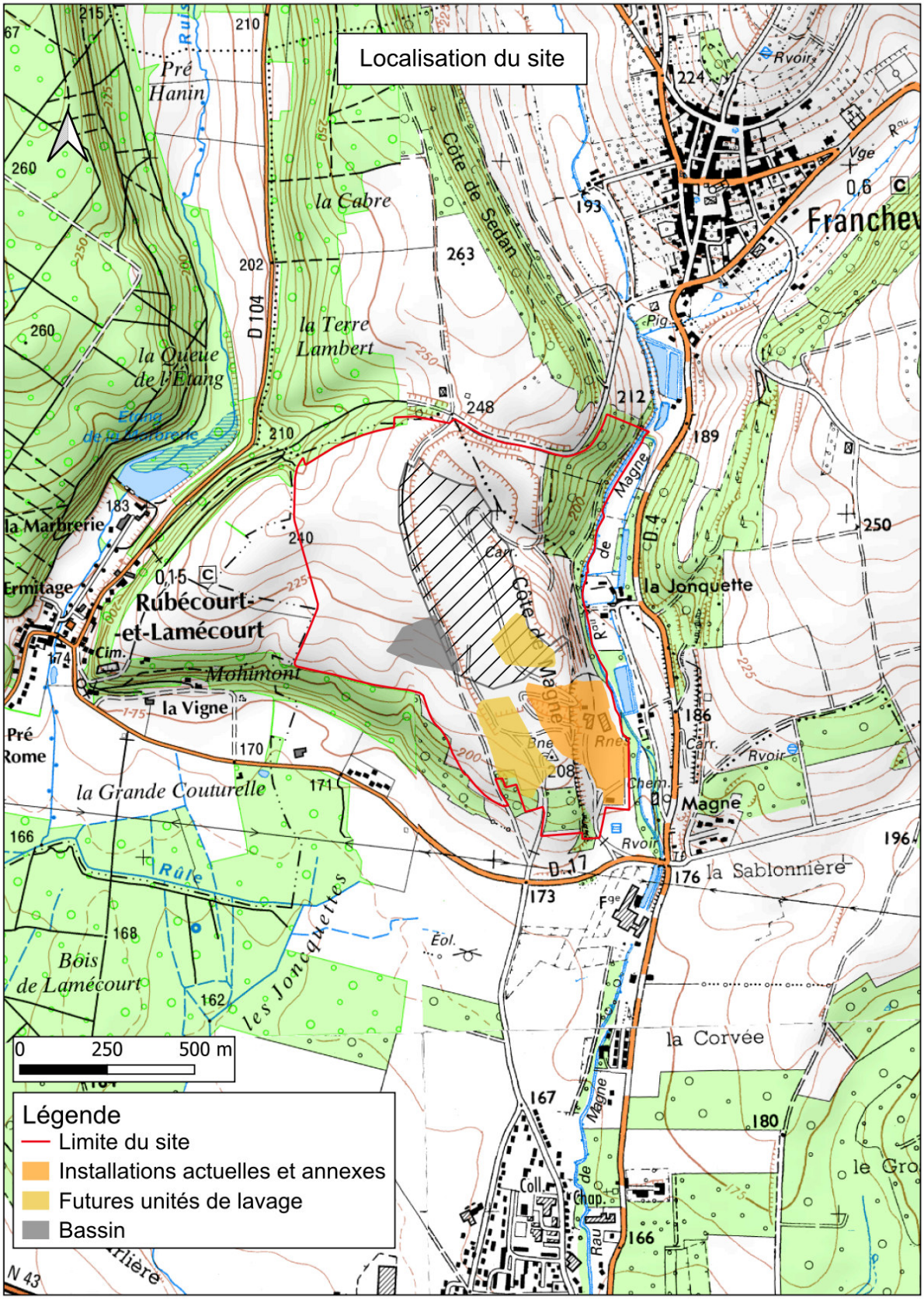
Les modifications envisagées étant considérées comme substantielles au regard de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement, le présent dossier constitue donc la nouvelle demande d'autorisation d'exploiter de la société MCA pour les modifications d'exploitation de l'installation de traitement et de la carrière de Douzy/Francheval (ou carrière de Douzy) dans les Ardennes (08).

La présente Demande d'Autorisation Environnementale est rédigée conformément aux articles R.181-1 et suivants (Livre Ier - Titre VIII – Chapitre unique) du Code de l'environnement

[1] Les matériaux « ISDI+ » ou « K3+ » correspondent aux matériaux dépassant jusqu'à 3 fois les seuils de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, conformément à son article 6.

[2] Les matériaux « TN+ » correspondent aux matériaux dépassant les seuils de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014, qui, de par leur statut de « terres et cailloux » ne contenant pas de substance dangereuse, n'ont pas à respecter les valeurs limites des paramètres de l'annexe II de ce même arrêté. Il convient alors que les matériaux « TN+ » ne dépassent pas les seuils prévus aux points 2.2.2 et 2.3.1 de l'annexe de la décision n°2003/33/CE du 19 décembre 2002

Figure 1 : Localisation du site sur fond IGN



1. Localisation du site

Le site d'étude est localisé sur les communes de Douzy et de Francheval dans les Ardennes (08). La commune de Douzy est située à environ 5 km à l'est de Sedan.

La commune de Francheval est limitrophe avec la Belgique. La frontière avec la Belgique est, au plus proche, à environ 6 km des limites du site.

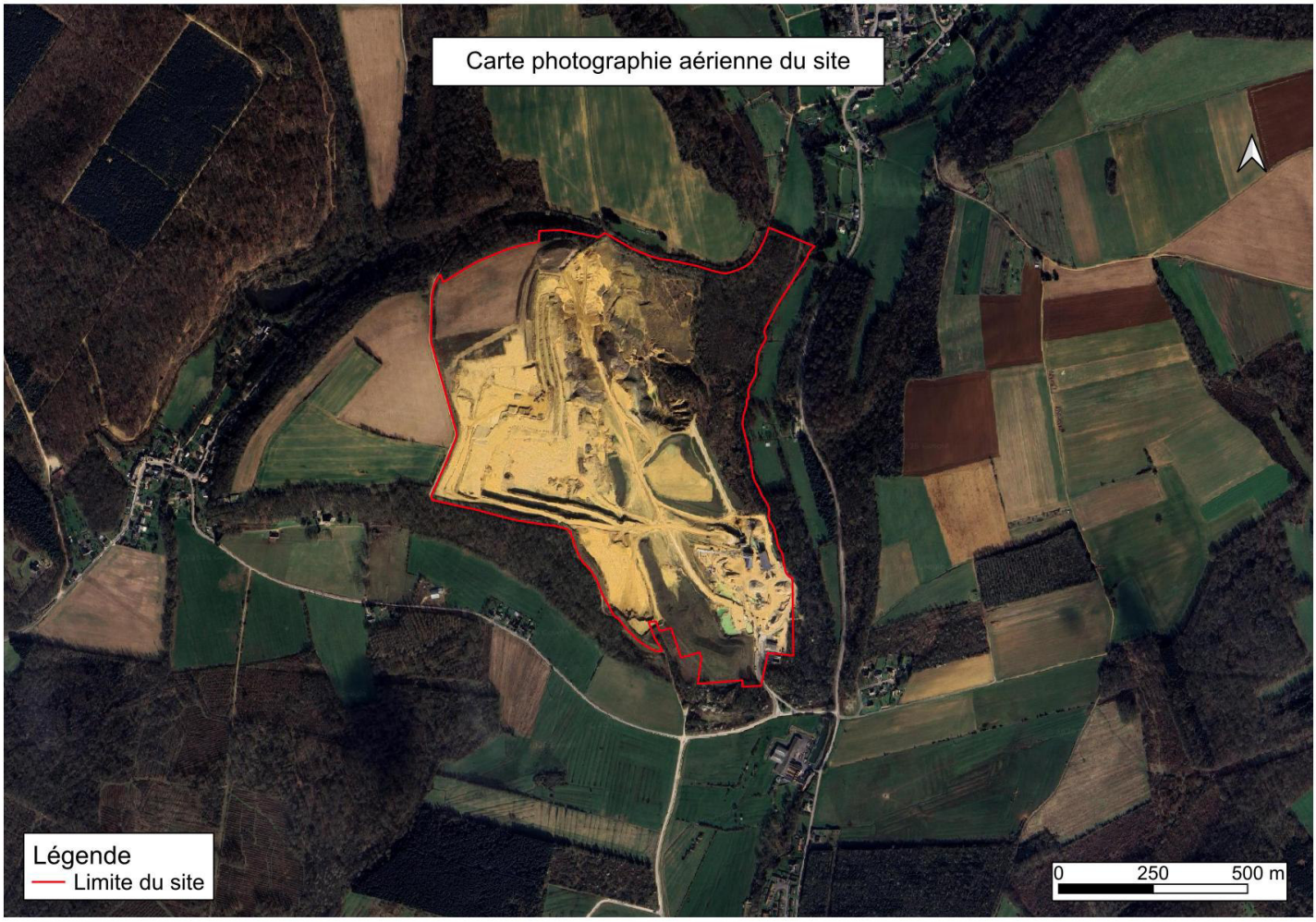
Le plan de localisation est visible sur la Figure 1. Sur cette carte est représentée l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI). Ce périmètre n'est pas maintenu dans le cadre du projet puisqu'il a été convenu avec la DREAL que le remblayage avec des matériaux extérieurs inertes entrait dans le cadre du réaménagement de la carrière, rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. L'ISDI ne sera pas représentée de façon systématique sur les cartes suivantes.

Le plan de situation au 1/25 000 est donné en PJ n°01 : Plan de situation.

Le périmètre ICPE s'étend sur une superficie totale d'environ 78,2 ha.

La figure suivante présente le site et ses abords sur photographie aérienne.

Figure 2 : Photographie aérienne du site



Le site correspond à une carrière où est exploité un gisement calcaro-sableux, avec des secteurs :

- Déjà exploités et remis en état,
- En cours d'exploitation ou de remblayage,
- Où l'exploitation agricole est maintenue en attente de décapage et d'extraction.

Une installation de traitement des matériaux est déjà présente sur le site, à l'extrémité sud-est. Y sont associés, un atelier d'entretien et de réparation, et tous les équipements nécessaires aux activités et à la commercialisation des matériaux.

Le site est entouré de parcelles agricoles et boisées. Ses abords abritent également, dans un rayon d'environ 300 m :

- Au nord : les premières habitations de Francheval ;
- A l'est : le ruisseau de Magne et quelques habitations isolées ;
- Au sud : l'entreprise Forges de Magne (fabrication d'outils) et des habitations, dont le lotissement sous Mohimont sur la commune de Douzy ;
- À l'ouest : les premières habitations de Rubécourt et Lamécourt et le ruisseau de Rubécourt.

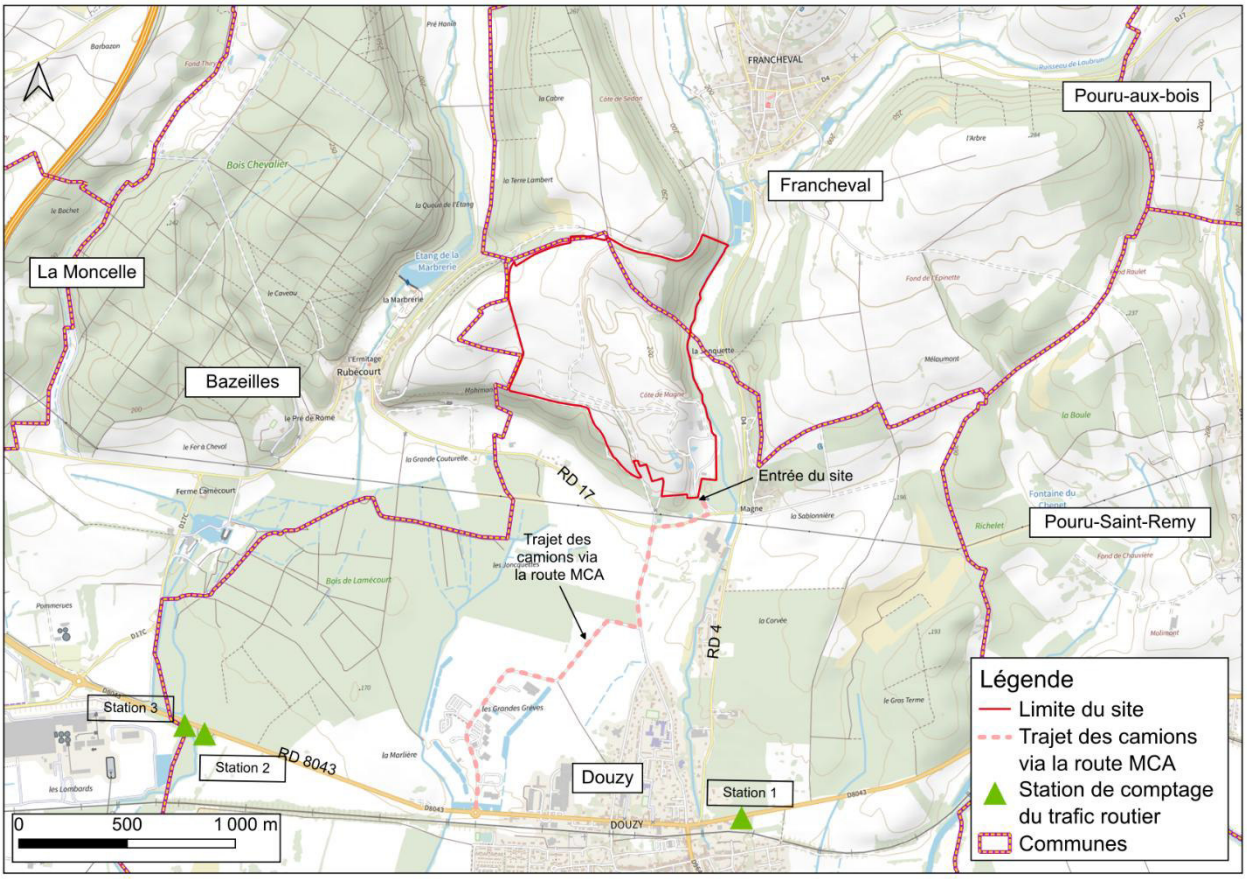
2. Accès au site

L'accès au site s'effectue par une voie privée revêtue d'un enrobé depuis la route départementale (RD) n°17 jusqu'au pont bascule. Aujourd'hui, les camions tournent à droite sur la RD n°17 en sortie de carrière afin d'emprunter la route construite par la société MCA rejoignant la zone d'activité des Grands Grèves. La mise en place de cette route vers la zone d'activité permet d'éviter le bourg de Douzy et les habitations. Les camions s'insèrent ensuite sur la RD n°8043 via un rond-point.

Figure 3 : Voie privée revêtue d'un enrobé à l'entrée du site



Figure 4 : Accès au site



3. Documents d'urbanisme

Le site est couvert par :

- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Douzy approuvé le 26 mars 1990 et dont la dernière révision est datée du 20 décembre 2012 ;
- La carte communale de Francheval approuvée le 25 juin 2010.

Sur la commune de Douzy, le site est localisé en secteur Nc correspondant aux zones naturelles et forestières où l'exploitation des carrières est autorisée.

L'extrémité Sud du site et la bordure Est sont situées en espace boisé classé. Le nord de la bordure Est est boisé et ne sera pas impacté par le projet. Les autres terrains, non boisés aujourd'hui, seront reboisés dans le cadre de la remise en état.

Sur la commune de Francheval, le site est localisé en zone N. Ce secteur inconstructible jouxte le secteur constructible (C). *Les constructions n'y sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. [...] Malgré leur situation en secteur inconstructible, toutes ces constructions et installations précitées peuvent évoluer.*

Les cartes suivantes présentent les extraits du PLU de la commune de Douzy et de la carte communale de Francheval.

Le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement de Douzy est conforme aux documents d'urbanisme communaux.

Figure 5 : Extrait du PLU de Douzy

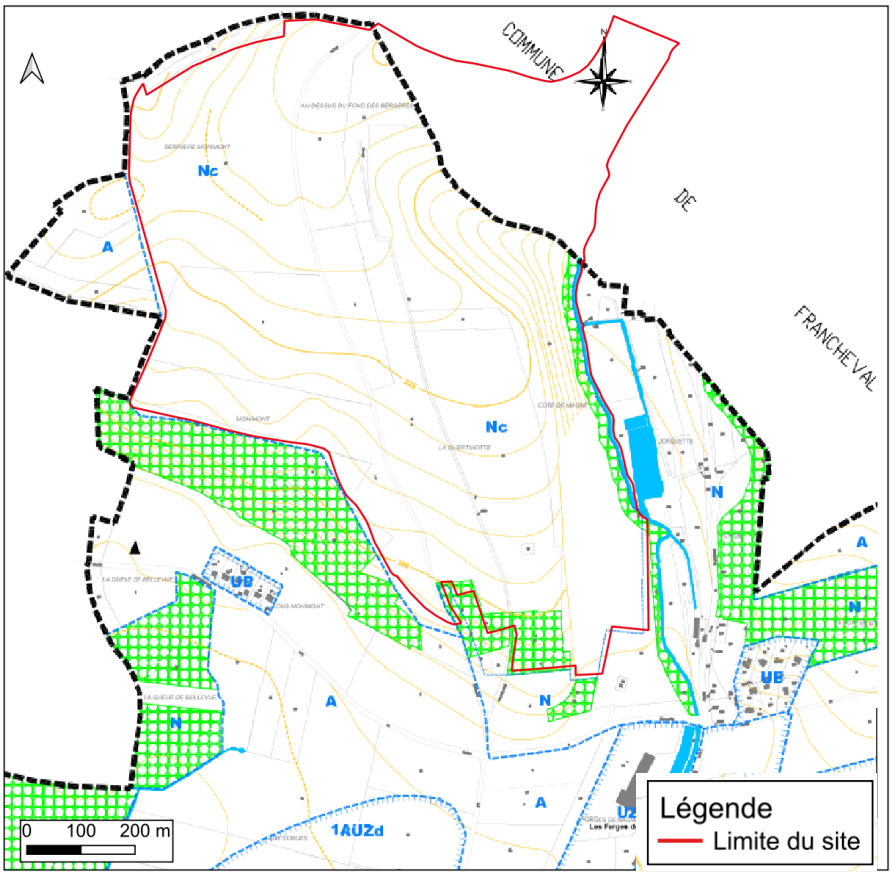
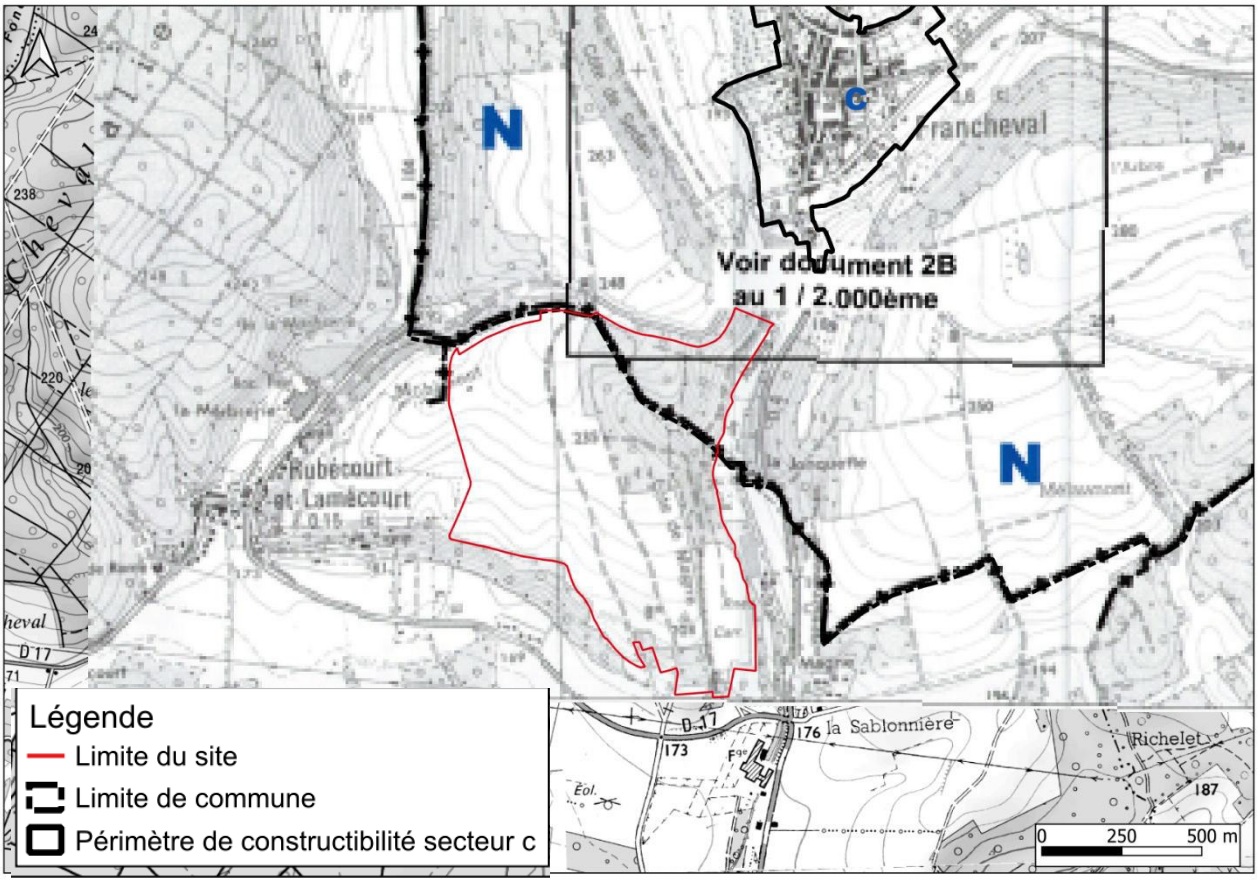


Figure 6 : Extrait de la carte communale de Francheval



4. Situation actuelle

4.1 Situation administrative

Actuellement, l'exploitation du site de Douzy est régie par les arrêtés préfectoraux suivants :

Tableau 1 : arrêtés préfectoraux en vigueur

Désignation	Description
Arrêté préfectoral n° I-4969 du 21 octobre 2015	Autorise la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) à exploiter une carrière à ciel ouvert, une installation de traitement et une station de transit sur le territoire des communes de Douzy et de Francheval pour une durée de 20 ans.
Arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2018	Prend des dispositions pour limiter les envols de poussières et de matières diverses

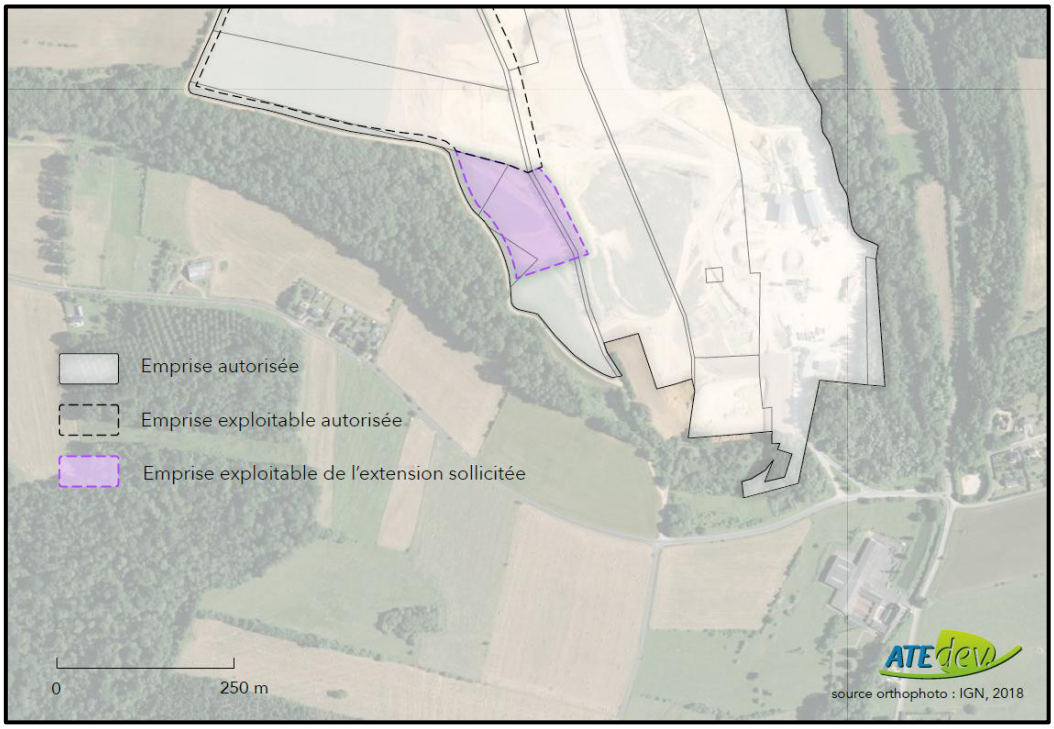
Désignation	Description
Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023-092 du 1er mars 2023	Autorise la société MCA à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur la carrière de Douzy pouvant accueillir des matériaux type « K3+ »[3]
Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2023-308 du 13 juin 2023	Permet l'extension du périmètre d'extraction au sein du site ICPE existant sur 2,3 ha et le remblayage de ces 2,3 ha avec des matériaux inertes.
Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2025-744 du 31 octobre 2025	Défini une zone de provenance des matériaux inertes extérieurs réceptionnés pour la remise en état de l'extension autorisée par APC du 13 juin 2023, dont des matériaux transfrontaliers.

4.2 Localisation des activités

Le site correspond à une carrière exploitant un gisement calcaro-sableux. La première autorisation d'exploitation date de 1994, renouvelé depuis via l'AP du 21 octobre 2015.

Du remblayage avec des matériaux extérieurs inertes a lieu sur le site, au niveau de l'installation de stockage de déchet inertes autorisée par AP du 1er mars 2023 (cf. Figure 1 page 6) et au niveau de l'extension de la surface exploitable autorisée par arrêté préfectoral du 13 juin 2023 (cf. Figure suivante).

Figure 7 : Localisation de l'extension autorisée par arrêté préfectoral du 13 juin 2023



Source : Porter à connaissance de demande de modifications de l'emprise exploitable et des installations de traitement de la carrière de « Douzy », ATEDEV, mars 2022

[3] Les matériaux « ISDI+ » ou « K3+ » correspondent aux matériaux dépassant jusqu'à 3 fois les seuils de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, conformément à son article 6.

Ce site comprend également des installations de traitement des matériaux extraits, et des installations complémentaires (bureaux, ateliers, bassins…).

En synthèse, il comporte :

- Une zone d'exploitation (carrière exploitant un gisement calcaro-sableux) remblayée pour partie avec des matériaux inertes et des stériles,
- Des installations de traitement des matériaux extraits et d'entretien :
  - Une installation de traitement par scalpage-concassage-criblage,
  - Une centrale de malaxage et des silos de stockage,
  - Un atelier d'entretien et de réparation,
  - Une aire de distribution de carburant,
  - Une aire de lavage,
  - Des locaux,
  - Un pont bascule au niveau de l'entrée du site,
  - Un décrotteur,
  - Des espaces de stockage de matériaux issues de l'installation de traitement,
- D'autres infrastructures relatives à la gestion des eaux (bassins, séparateurs hydrocarbures …).

Figure 8 : Installation de traitement sur le site



Figure 9 : Plan d'état annuel 2025 du site

Source MCA

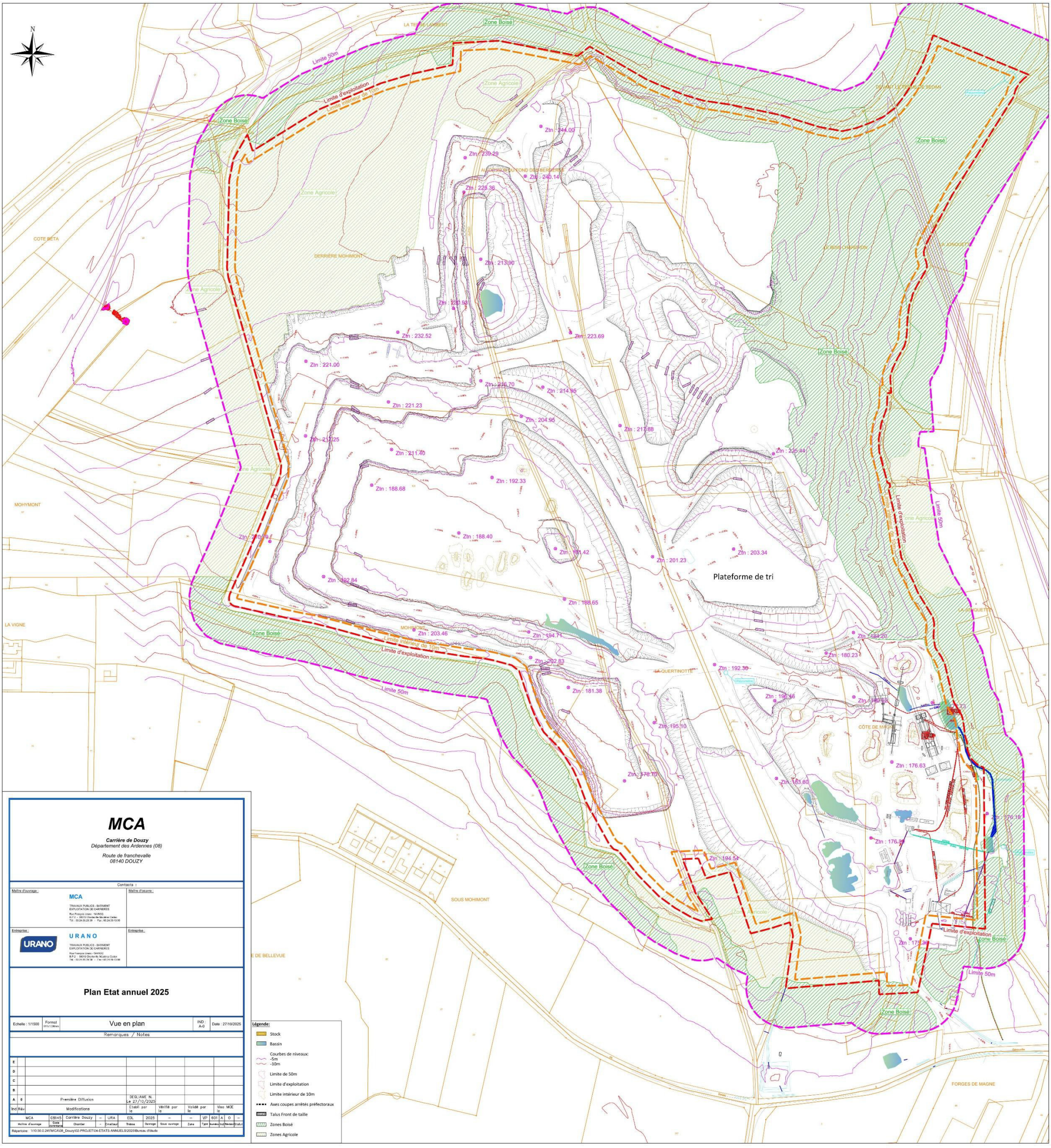
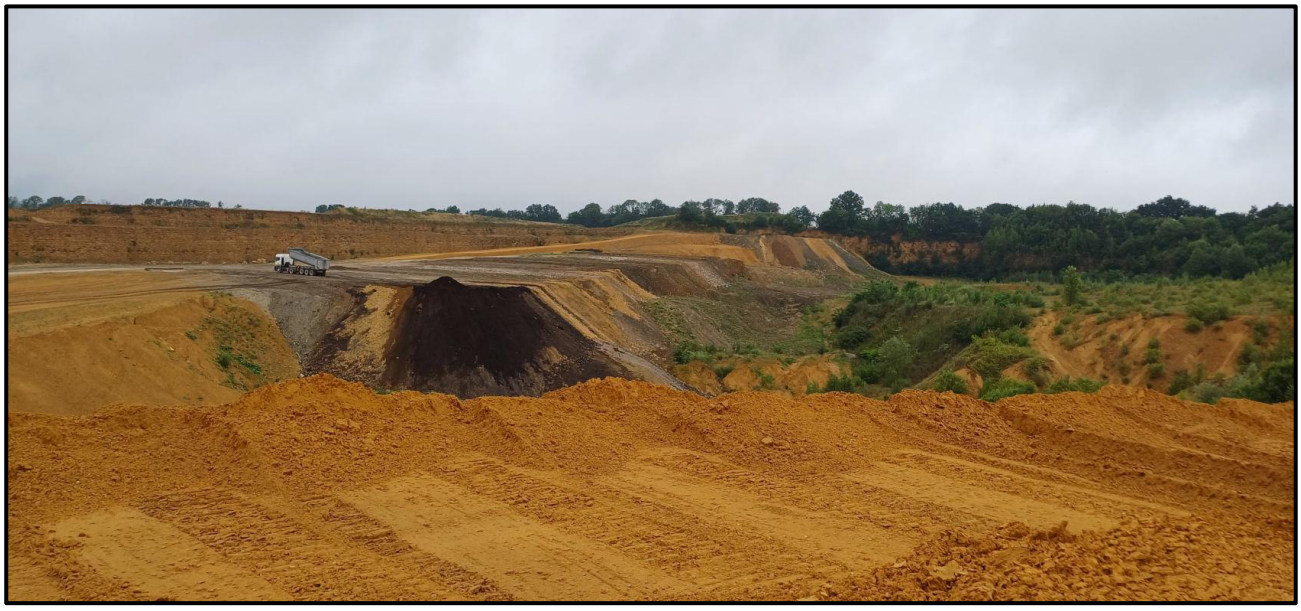


Figure 10 : Fronts de taille de la carrière



Figure 11 : Stockage de déchets extérieurs inertes



4.3 Horaires

Les horaires d'exploitation sont de 5 h à 19 h (jusqu'à 21 h en période de forte activité) du lundi au vendredi et de 5 h à 12 h le samedi.

Les tirs de mines se déroulent en semaine exclusivement entre 8 h et 16 h (du lundi au vendredi).

Ces horaires ne sont pas modifiés dans le cadre du projet. Précisons que les unités de lavage ne fonctionneront pas en période nocturne.

5. Présentation générale du projet

5.1 La raison d'être du projet

5.1.1 Acceptation des matériaux TN+

La Société des Grands Projets Grand Paris (SGP), ex Société du Grand Paris, comme d'autres grands maitres d'ouvrage caractérisent volontairement et systématiquement les terres issues de ses chantiers dans l'objectif d'anticiper au mieux les volumes et la qualité des matériaux excavés.

Les études et analyses menées par la SGP ont mis en évidence des terres indemnes de toute pollution anthropique, donc naturelles, mais présentant des teneurs élevées en certains composés (comme les sulfates, l'antimoine, le sélénium, le molybdène, les fluorures, …), liées au fond géochimique parisien.

Ces terres naturelles, de par leur statut de « terres et cailloux » ne contenant pas de substance dangereuse, relèvent de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, c'est-à-dire, de la « liste positive » des déchets non soumis au respect des valeurs limites.

Elles n'ont donc pas à respecter les valeurs limites des paramètres de l'annexe II de ce même arrêté (concernant les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable).

Cela étant :

- Il convient que les déchets ne dépassent pas les seuils prévus aux points 2.2.2 et 2.3.1 de l'annexe de la décision n°2003/33/CE du 19 décembre 2002 ;
- Dès lors que des terres ont été caractérisées, il convient de tenir compte des résultats d'analyse pour les orienter vers des sites compatibles, donc de vérifier leur acceptabilité par une évaluation au cas par cas afin de s'assurer que leur impact sur l'environnement, en particulier sur les eaux souterraines et sur la santé, est acceptable (cf. la lettre du DGPR à la société du Grand Paris n° BPGD-17-295-104500 du 11 décembre 2017 relative à l'acceptabilité de terres naturelles excavées en ISDI).

Précisons que près de 45 millions de tonnes de déblais sont générés avec la réalisation du Grand Paris Express avec un peu plus de 9 millions de tonnes de terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (TN+) qui doivent trouver un exutoire de valorisation.

Dans cette optique, la société MCA souhaite développer son offre pour les opérations de gestion de ces terres en réaménagement sur son site de Douzy, suite à l'évaluation par GINGER BURGEAP de l'impact des matériaux « TN+ » en particulier sur les eaux souterraines.

5.1.2 Augmentation des rythmes de remblayage et de production de granulats

Au-delà des matériaux « TN+ » dont l'accueil est demandé dans le cadre du présent dossier, la société a été autorisée :

- Par arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2023 à accueillir des matériaux inertes de type « K3+ » sur le périmètre de l'ISDI,
- Par arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2025 à accueillir des déchets inertes transfrontaliers.

Ainsi, la société MCA prévoit une augmentation des volumes de remblais amenés sur le site, permettant de proposer une remise en état à une topographie plus proche de l'état initial.

Cet apport de matériaux permet le développement économique de la société, qui élargit son périmètre de vente de granulats avec la mise en place quasi systématique d'un contre-voyage granulats/déblais. La société prévoit ainsi une augmentation de la production granulats.

5.1.3 Mise en place de deux unités de lavage

Le gisement de la carrière de Douzy est traité sur l'installation de traitement présente sur le site, au sud-est. 70 % des matériaux traités rejoignent l'installation de Warcq pour y être lavés. Les fines de lavage reviennent ensuite sur le site.

5.1.3.1 Unité de lavage des granulats

Afin d'éviter le transfert de matériaux entre les sites de Warcq et de Douzy distants de 35 kilomètres, la société MCA prévoit la mise en place d'une unité de lavage des granulats sur le site de Douzy.

5.1.3.2 Unité de lavage des stériles

L'exploitation du gisement de la carrière de Douzy génère aujourd'hui 30 à 35 % de stériles. Afin de valoriser au maximum ce gisement, la société prévoit la mise en place d'une unité de lavage des stériles au nord de l'installation de traitement actuelle. Cette unité permettra la production de 150 000 t de granulats par an.

La production de granulats passera de 620 000 t à 850 000 t en moyenne annuelle. Il est estimé qu'environ 150 000 t proviendront du lavage des stériles et 700 000 t de l'exploitation du gisement.

L'unité de lavage des stériles permettra une meilleure valorisation du gisement et une économie de la ressource en matériaux.

5.2 Evolution du classement du site au titre des rubriques ICPE et IOTA

5.2.1 Classement ICPE

L'évolution du classement ICPE du site est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Rubriques de la nomenclature ICPE concernées par le projet

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique situation initiale	Grandeur caractéristique dans le cadre du projet	Régime projet
2510.1	Exploitation de carrière	Extraction : Production annuelle moyenne : 620 000 t/an Production annuelle maximale : 1 000 000 t/an Quantité totale maximale de matériaux à extraire : 16 560 000 t sur 20 ans (1)	Extraction Production annuelle moyenne : 850 000 t/an Production annuelle maximale : 1 250 000 t/an Remblayage (inertes extérieurs) : Apport moyen annuel : 850 000 t/an	A

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique situation initiale	Grandeur caractéristique dans le cadre du projet	Régime projet
2515-1.a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 La puissance installée des installations, étant supérieure à 550 kW.	Installation de traitement des matériaux (scalpage, concassage et criblage) et une centrale de graves. La puissance totale installée de l'ensemble des installations étant de 965 kW	Maintien de l'installation de traitement et ajout de deux unités de lavage sur le site. La puissance totale installée de l'ensemble des installations étant de 2530 kW	E
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés à d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m^2	La somme des surfaces de stockage est de 62 000 m^2	Surface de stockage évaluée à 112 250 m^2	E
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	Déchets inertes issus de chantiers de Bâtiment et Travaux Public (BTP) V= 4 200 000 m^3 500 000 t/an	Suppression de la rubrique 2760-3 (2)	Non concerné

(1) Actuellement le remblayage avec des inertes extérieurs est possible hors ISDI sur le périmètre de l'extension de carrière autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023.

(2) Suite au cadrage avec la DREAL, il a été convenu que le remblayage avec des matériaux extérieurs inertes entrait dans le cadre du réaménagement de la carrière, rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE, et ce conformément à l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Le projet correspondant à la modification d'une installation classée pour l'environnement soumise à autorisation (rubrique 2510-1), il entre dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale unique. Les enregistrements pour les rubriques 2515 et 2517 sont embarqués dans cette procédure.

La conformité réglementaire des installations soumises à enregistrement aux différents arrêtés de prescriptions générales est fournie en PJ n°79.

Considérant les informations issues de la FDS (Fiche de Données Sécurité) reprise en annexe de l'étude de dangers, le biocarburant ne relève d'aucune classe de danger en application du règlement (CE) n°1272/2008 (dit règlement CLP) et son point éclair est > 100°C. En conséquence, le biocarburant ne présente pas de propriétés similaires aux carburants issus de produits pétroliers en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement et ne relève pas de ce fait, de la rubrique 4734. En l'absence d'autres mentions de danger, Le biocarburant utilisé et stocké sur le site et dans les réservoirs des véhicules ne relèvent d'aucune rubrique de la nomenclature des installations classées.

5.2.2 Classement IOTA

Les rubriques de la nomenclature concernées par le projet selon l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont présentées ci-dessous. A noter que l'arrêté du 21 octobre 2015 ne présente pas de telle rubrique.

Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature Loi sur l'eau concernées par le projet

Rubrique	Intitulé	Situation initiale	Volume du projet	Positionnement du projet
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : Déclaration	Surface du projet et du bassin versant intercepté par le projet = 78 ha 20 a 02 ca(1)	Surface du projet et du bassin versant intercepté par le projet = 78 ha 20 a 02 ca(1)	**Autorisation** Surface équivalente à la situation actuelle
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² : Autorisation 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² : Déclaration	Surface atelier, bureau et cabanon = 375 m² Présence potentielle de stocks de quelques milliers de m², évacués en cas de crue	Surface atelier, bureau et cabanon = 375 m² Présence potentielle de stocks de quelques milliers de m², évacués en cas de crue	**Déclaration** Surface équivalente à la situation actuelle
1.2.1.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Prélèvement dans le ruisseau de Magne : 36 000 m³/an 38 m³/h	Prélèvement dans le ruisseau de Magne : 150 000 m³/an 49 m³/h soit 13,6 l/s correspondant à 1 % du débit biennal. Absence de pompage en basses eaux	**Non classé**
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha : Autorisation 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha : Déclaration Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0.	Bassins de réception des eaux pluviales non concernés par la rubrique 3.2.3.0.	Bassins de réception des eaux pluviales non concernés par la rubrique 3.2.3.0.	**Non classé**

Rubrique	Intitulé	Situation initiale	Volume du projet	Positionnement du projet
1.1.1.0.	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : (D)	3 piézomètres sur site	Ajout de trois piézomètres supplémentaires	**Déclaration**

(1) Les eaux extérieures ne sont pas interceptées par le projet (cf. Etude hydraulique en annexe 2 de la PJ n°4 – étude d'impact).

Concernant la rubrique 2.1.5.0., une étude hydraulique de gestion des eaux pluviales a été réalisée. Elle est fournie en Annexe 2 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Les éléments ont été repris en PJ n°4 – Etude d'impact, paragraphes 4.2.2.4 et 5.2.3.

Concernant la rubrique 3.2.2.0., une étude hydraulique de risque de capture du ruisseau de Magne par la carrière de Douzy comprenant une délimitation de la zone inondable a été réalisée dans le cadre du dossier ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2015. Elle est fournie en Annexe 2 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Les éléments ont été repris en PJ n°4 – Etude d'impact, paragraphes 4.2.2.3 et 5.2.2.

Concernant la rubrique 1.2.1.0, une étude hydraulique des possibilités de prélèvement dans le ruisseau de Magne a été réalisée. Elle est fournie en Annexe 3 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Les éléments ont été repris en PJ n°4 – Etude d'impact, paragraphes 4.2.2.5, 5.2.4 et 5.2.5.

5.3 Annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement

Les rubriques en annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement concernées par le projet sont présentées dans le tableau suivant.

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas	Positionnement du projet
1.ICPE	*c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.*	b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement.	La carrière (2510) est soumise à évaluation environnementale systématique, néanmoins il s'agit de la modification d'un site existant L'installation de traitement (2515) et la station de transit (2517) sont soumises à examen au cas par cas.

S'agissant de la modification d'un site existant, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale de façon systématique. Néanmoins suite au cadrage avec la DREAL, les modifications envisagées étant considérées comme substantielles, une évaluation environnementale a été réalisée. Cette étude porte sur l'ensemble des activités du site et notamment sur celles soumises à examen au cas par cas.

L'étude d'impact du projet est fournie en PJ n°4.

6. Description du projet

6.1 Carrière

6.1.1 Mode d'exploitation

Les modes d'exploitation resteront inchangés. L'exploitation est réalisée à ciel ouvert, hors d'eau, selon les étapes successives suivantes.

6.1.1.1 Décapage de la découverte

Le décapage de la découverte correspond à la mise à nue de la roche sous-jacente. Il est réalisé de manière sélective à l'aide d'un bouteur, d'une pelle équipée d'un godet adapté ou d'un chargeur, afin de séparer la terre végétale du gisement.

La terre végétale est stockée séparément et temporairement sous forme de merlons périphériques d'une hauteur maximale de 2,5 m avant d'être reprise dans le cadre de la remise en état du site, lorsqu'ils ne sont pas conservés.

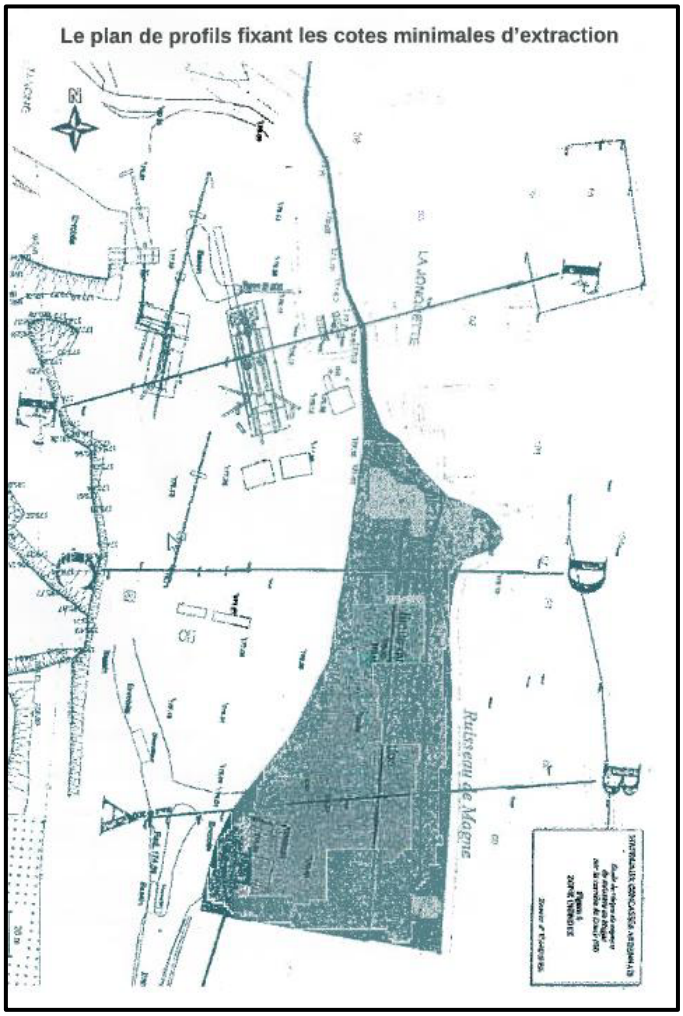
6.1.1.2 Extraction du gisement

Une fois décapée, le gisement est extrait, soit directement à la pelle hydraulique pour les niveaux les plus altérés (niveaux supérieurs), soit le plus généralement par abattage à l'explosif par palier d'une hauteur maximale de 15 m.

Selon l'arrêté préfectoral en vigueur, la profondeur maximale d'extraction est fixée à 50 m. La côte minimale d'extraction est de 176 m NGF pour le profil AB, 177 m NGF pour le profil CD et 180 m NGF pour le profil EF. Ces profils se situent dans le secteur de l'installation de traitement (voir figure suivante). Toute extraction en dessous du niveau des berges du ruisseau du Magne est interdite. Le fond de fouille de la carrière est défini suivant la condition la plus pénalisante.

Des trous de mines sont réalisés grâce à une foreuse (marteau fond de trou), puis chargés d'explosif avec dispositif d'amorçage.

Figure 12 : Plans des profils fixant les cotes minimales d'extraction



Source : arrêté préfectorale du 21 octobre 2015, Annexe 7

6.1.1.3 Acheminement des matériaux

Les matériaux abattus sont chargés à la pelle hydraulique :

- Dans des camions à destination de chantiers extérieurs. Dans ce cas, ils peuvent être préalablement concassés ;
- Dans des tombereaux à destination des installations de traitement au sud-est du site.

6.1.1.4 Traitement des matériaux

Le traitement comprend une série de concasseurs et de cribles, ainsi qu'une centrale de graves. Dans le cadre du projet, deux unités de lavage seront mises en place :

- L'une permettant une meilleure valorisation du gisement dans la continuité de l'installation actuelle ;
- L'autre permettant le lavage des stériles et leur valorisation.

Ces dispositifs permettent d'obtenir des produits répondant à des formulations (granulométries) diverses.

Ces éléments sont détaillés dans le paragraphe 6.2. Traitement des matériaux.

6.1.1.5 Remise en état du site

A la mise à l'arrêt définitif des activités, il sera procédé à la remise en état du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments (protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement).

La remise en état du site est détaillée dans le paragraphe 9 Conditions de remise en état du site en fin d'exploitation et usage futur.

La remise en état prévoit le remblayage du site à l'aide :

- Des stériles d'exploitation,
- De matériaux inertes extérieurs décrits dans le paragraphe 6.1.4 Valorisation de matériaux inertes pour la remise en état,
- Des terres végétales préalablement mises en stock.

6.1.2 Estimation du gisement restant et du vide de fouille

6.1.2.1 Production de granulats

La carrière a pour objet l'exploitation du niveau Sinémurien (localement épais de 80 m) formé par des alternances de calcaires gréseux et de sables.

La localisation du gisement restant à exploiter sur le site est présentée sur la Figure 13. Le volume total restant à fin 2025 représente un total de 4 652 000 m^3 soit environ 9 304 000 t de tout-venant brut. En considérant environ 30 % de stérile, et une exploitation moyenne annuelle de 700 000 t, il reste 9 à 10 ans de gisement.

L'installation de lavage des stériles permettra une production approximative de 150 000 t/an provenant de matériaux d'ores et déjà stockés sur le site et de la production à venir.

La société MCA prévoit une production moyenne de 850 000 t de granulats dont environ :

- 700 000 t provenant de l'extraction sur la carrière,
- 150 000 t provenant du lavage des stériles (stockés sur site ou production à venir).

Le lavage des stériles permet une économie de la ressource grâce à une meilleure valorisation du gisement.

6.1.2.2 Remblayage de la carrière avec des matériaux inertes extérieurs

La carrière est remblayée avec les matériaux de décapage, les stériles et des matériaux inertes extérieurs.

La première autorisation d'exploitation date de 1994. Ainsi, le vide de fouille total disponible fin 2025 pour un retour des terrains à la topographie initiale s'élève à environ 15 800 000 m^3.

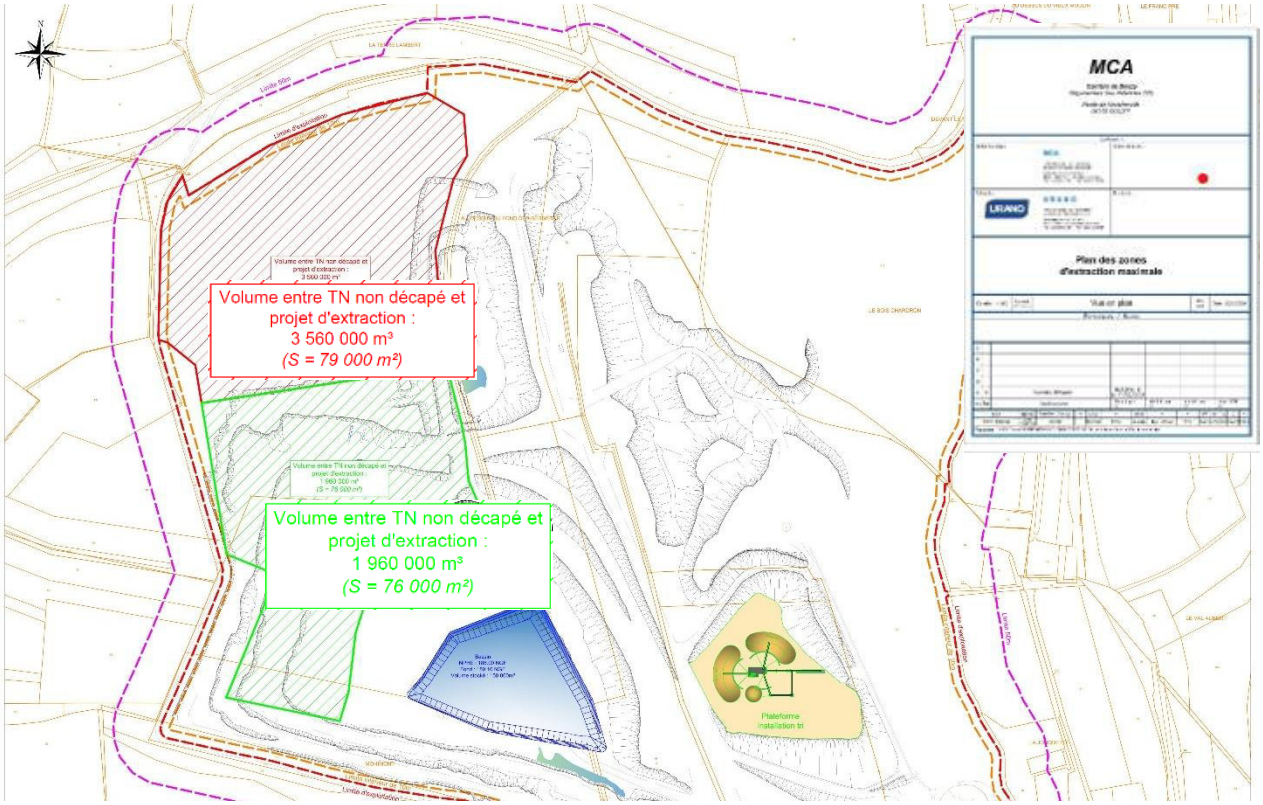
La société prévoit un apport de matériaux inertes extérieurs de 850 000 t/an en moyenne soit 425 000 m$^{3/}$an ce qui représenterait 37 ans de remblayage.

Les matériaux permettront un retour à une topographie intermédiaire, cohérente avec les terrains voisins. Une prolongation de 2 années de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 est demandée pour permettre le remblayage des terrains extraits en 2033, 2034 et 2035. Ceci permettra d'assurer la cohérence topographique au nord du site.

Les surfaces à remblayer jusqu'en 2037 sont présentées sur la Figure 14.

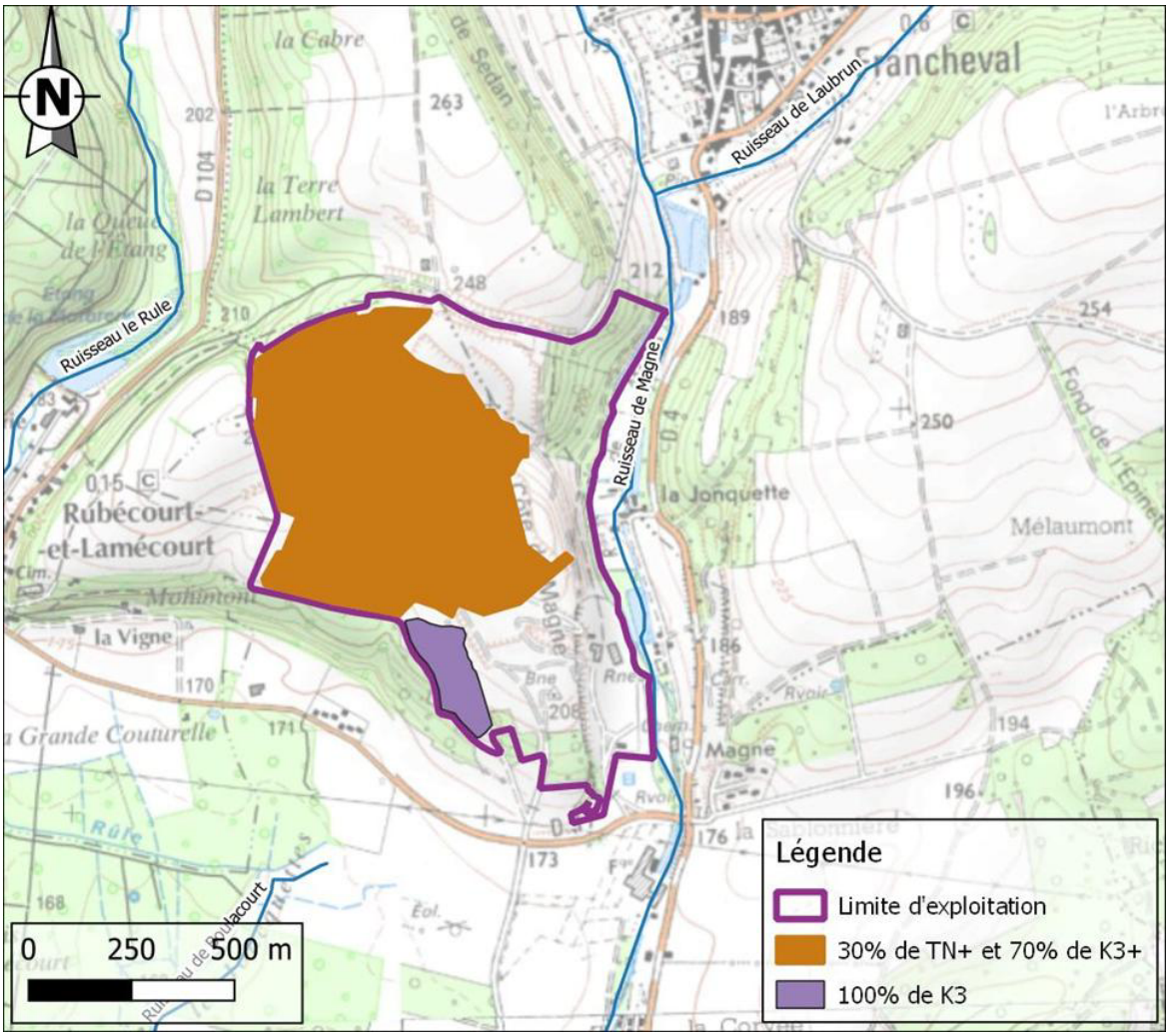
Notons que les terrains de l'extension, autorisée par arrêté préfectoral du 13 juin 2023, retrouveront leur topographie initiale.

Figure 13 : Gisement restant sur la carrière de Douzy/Francheval



Source : MCA

Figure 14 : Remblayage estimatif sur la période 2026-2037



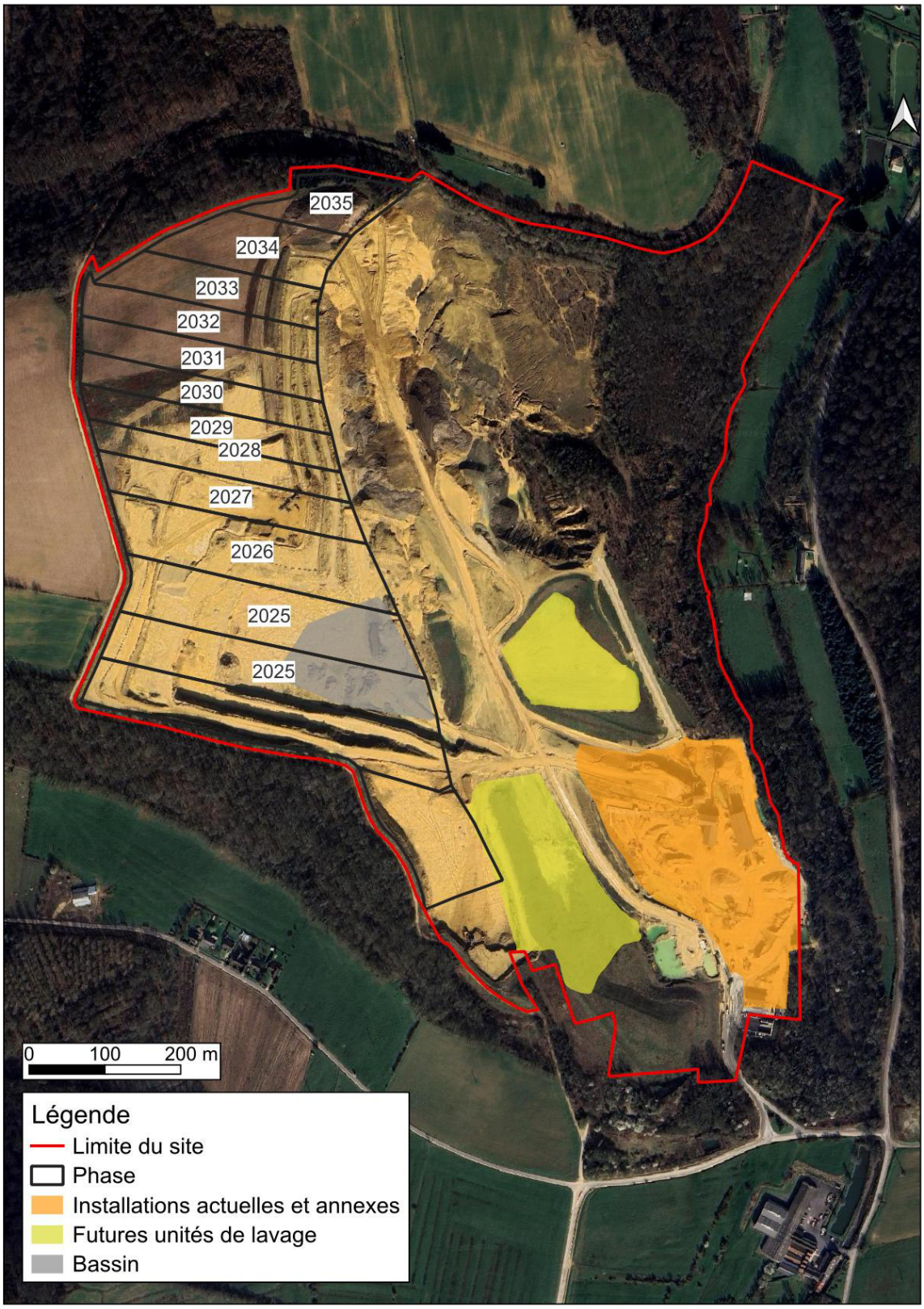
Source : Etude hydrogéologique GINGER BURGEAP

6.1.3 Répartition spatiale de l'exploitation jusqu'en 2037

Le phasage d'extraction est présenté sur la figure suivante. Il est peu modifié par rapport au phasage actuellement en vigueur, l'augmentation de la production étant une grande partie assurée par le lavage des stériles.

Chaque phase annuelle représente une production d'environ 850 000 t de granulats en comprenant le lavage des stériles.

Figure 15 : Phasage d'extraction



Le remblayage sera mis en œuvre dans la logique d'assurer la stabilité du remblai et l'écoulement des eaux pluviales en direction du sud (c'est-à-dire en direction du réseau existant) sur toute la durée du réaménagement.

Deux secteurs se distinguent :

- **Les terrains de l'extension, autorisée par arrêté préfectoral du 13 juin 2023.**

  Le remblayage avec des inertes extérieurs de type « K3 » est autorisé à hauteur de 150 000 t/an dont 40 % pouvant provenir de l'étranger et 60 % des Ardennes et des départements limitrophes. Ces dispositions seront maintenues.

- **Le reste du secteur carrière dont le secteur actuellement périmètre ISDI**

  Le remblayage sera réalisé en fonction de la disponibilité du vide de fouille avec, en sus des stériles et des matériaux de découverte, des matériaux inertes extérieurs de types « K3+ » et « TN+ ». Dans un premier temps, l'actuel périmètre ISDI sera remblayé pour atteindre la topographie cible de 212 m NGF. Puis le remblayage suivra progressivement le phasage d'extraction.

Le déroulé de l'exploitation est présenté sur la figure suivante.

Le calcul des garanties financières est fourni en PJ n°60.

.

MCA
CARRIERE DE DOUZY-FRANCHEVAL

DDAE
Cartes des garanties financières

GINGER BURGEAP

Echelle : 1/10000

Format A3
DMNO-P0021

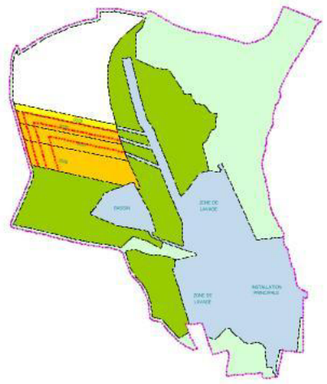
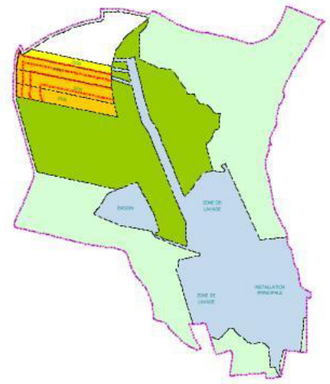
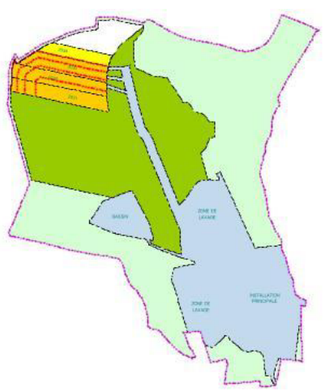
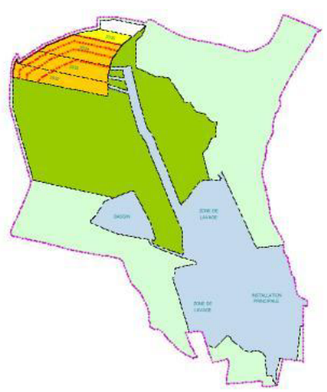
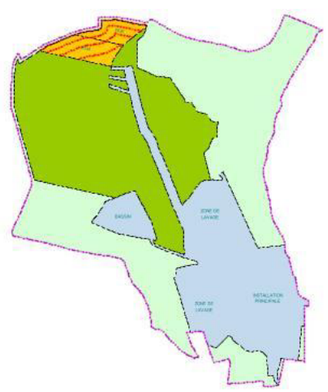
bgp132d/6

Légende

- Limite du site
- S1 - Installations et pistes
- S2 - Extraction
- S2 - Décapage
- S2 - En cours de remblaiement et de remise en état
- S3 - Fronts de taille
- Zone remise en état

ECHELLE
0 100 200 300 400 500 m

N

2026	2027	2028	2029	2030	2031
					
2032	2033	2034	2035	2036	2037
					

6.1.4 Valorisation de matériaux inertes pour la remise en état

La société exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le site selon la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023. Suite au cadrage avec la DREAL, il a été convenu que le remblayage avec des matériaux extérieurs inertes entrait dans le cadre du réaménagement de la carrière, rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE, et ce conformément à l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Le périmètre ISDI est supprimé. Les matériaux inertes extérieurs seront valorisés dans le cadre de la remise en état de la carrière.

6.1.4.1 Nature et origine des déchets admis

Les matériaux inertes admis sur le site de Douzy proviennent de différentes origines géographiques et filières, qui peuvent être distinguées comme suit :

- **Matériaux issus de la région Île-de-France**

  Il s'agit principalement :

  - De terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement, notamment liés aux grands projets d'infrastructure (Grand Paris et autres chantiers de travaux publics) ;

    De déchets inertes non recyclables issus de plateformes de tri. Ces matériaux sont majoritairement constitués de terres naturelles, parfois difficilement valorisables localement pour des raisons techniques, économiques ou logistiques.

- **Matériaux issus des Ardennes, des départements limitrophes et des Hauts de France**

  Ces matériaux proviennent essentiellement de chantiers de terrassement locaux (travaux publics, aménagements, opérations de construction).

  Les volumes générés sont généralement plus modestes et peuvent présenter des caractéristiques géotechniques ne permettant pas une valorisation directe sur site d'origine.

- **Matériaux transfrontaliers (Belgique et Luxembourg)**

  Ces apports concernent :

  - Des matériaux issus de plateformes de tri de déchets du BTP ;
  - Des déblais de chantiers de terrassement nous valorisables sur chantiers et ayant fait l'objet d'un tri.

Les remblais de type « TN+ » proviendront principalement de la région Ile-de-France.

Les matériaux transfrontaliers représenteront au maximum 30 % des apports de matériaux inertes extérieurs.

6.1.4.2 Adaptation des seuils de dépôt de terres inertes

◗ Matériaux « K3+ »

L'accueil de matériaux « K3+ » est déjà autorisé dans l'arrêté du 1er mars 2023 sur le périmètre ISDI selon les valeurs seuils présentées dans le Tableau 4.

Tableau 4 : Critères d'acceptation des déchets selon l'arrêté du 1er mars 2023 – concentrations de référence dans les terres « K3+ acceptées sur site »

Paramètres	Facteur retenu par rapport à l'annexe II	Valeur limite à respecter (mg/kg)
Arsenic	1	0,5
Baryum	1,5	30
Cadmium	3	0,12
Chrome total	3	1,5
Cuivre	3	6
Mercure	3	0,03
Molybdène	3	1,5
Nickel	2	0,8
Plomb	1	0,5
Antimoine	3	0,18
Sélénium	3	0,3
Zinc	3	12
Chlorure (1)	3	2 400 ou sans limite si FS < 12000
Fluorure	3	30
Sulfate (1)	3	3 000 ou sans limite si FS < 12000
Indice phénol	3	3
COT sur éluât (carbone organique total) (3)	2 *	500
Fraction soluble (1)	-	12000 ou sans limite si chlorure < 2 400 ET Sulfate < 3 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.
(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.
(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluât à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluât si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

* Valeur affichée dans l'arrêté du 1er mars 2023. Or le facteur maximum pour l'adaptation de la valeur limite du COT est de 1.

◗ Matériaux « TN+ »

La société MCA souhaite accueillir un mélange de matériaux « TN+ » et de matériaux « K3+ » tels que déjà acceptés sur site dans les proportions suivantes : 30 % de matériaux « TN+ » et 70% de matériaux « K3+ ».

Une étude hydrogéologique a été réalisée afin de s'assurer de la faisabilité de ce projet. Les éléments suivants sont extraits de ce rapport fourni en Annexe 1 de la PJ n°4.

Les concentrations des remblais de type TN+ retenues sont les suivantes :

- Cadmium, chrome, cuivre, molybdène, antimoine, zinc, chlorure, fluor, sulfate, fraction solide : pour ces paramètres des valeurs plus élevées que celles mentionnées par la Société des Grands projets (SGP) sont retenues, dans la mesure où le retour d'expérience en la matière montre que les

concentrations peuvent être significativement plus élevées que celles initialement escomptées/annoncées par la SGP ;

- Sélénium : pour ce dernier, MCA limite volontairement la concentration au seuil de l'Union Européenne, dans la mesure où il est dépassé par les concentrations communiquées par la SGP et que comme l'atteste le retour d'expérience de MCA, le dépassement du seuil UE est très rare sur les terres K3+ et TN+ reçues sur d'autres sites ;
- Arsenic, baryum, nickel, plomb : pour ces derniers les seuils « K3+ » de l'arrêté du 12/12/2014 sont retenus.

Tableau 5 : Concentrations de référence dans les terres « TN+ »

Source : Etude hydrogéologique GINGER GURGEAP

(Concentrations en mg/kg de matières sèches)

Paramètre	K3 (4)	K3+ (4)	UE (5)	Terrains naturels (données SGP)			Valeur retenue pour les calculs d'incidences
				Moyenne	Percentile 95%	Max	
As	0,5	1,5	2	0,37	1,05	33	1,5
Ba	20	60	100	0,87	1,62	110	60
Cd	0,04	0,12	1	0,17	0,27	4,9	0,5
Cr	0,5	1,5	10	1,13	3,84	80	4
Cu	2	6	50	0,36	0,74	50	20
Hg	0,01	0,03	0,2	0,06	0,2	0,5	0,03
Mo	0,5	1,5	10	0,28	1	9,9	8
Ni	0,4	1,2	10	0,45	0,93	37	1,2
Pb	0,5	1,5	10	0,28	1,15	35	1,5
Sb	0,06	0,18	0,7	0,14	0,5	8,3	0,6
Se	0,1	0,3	0,5	0,23	1	6,5	0,5
Zn	4	12	50	1,03	3,7	56	25
Cl	800	2 400	15 000	71,8	187	5 680	3000
F	10	30	150	10,2	20	342	72
SO_4^{2-}	1 000	3 000	20 000	1 184	16 000	19 000	18 000
Phénols	1	3	-	0,1	0,5	15 300	3
FS	4 000	12 000	60 000	2 828	25 000	28 000	32 000
COT	500	500	800	29,1	108	980	500

Légende
Valeur inférieure ou égale au seuil K3
Valeur inférieure ou égale au seuil K3+
Valeur supérieure au seuil K3+

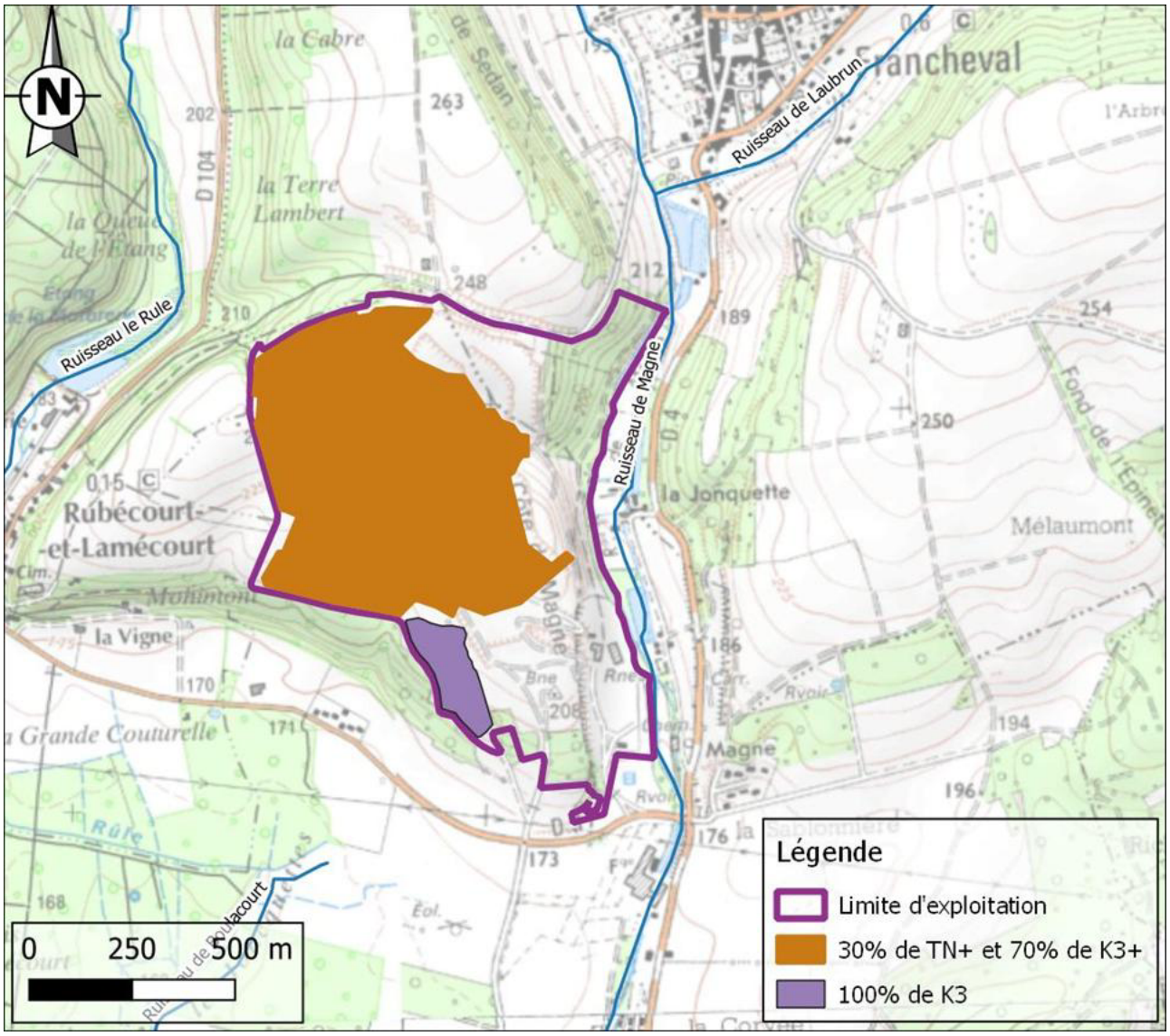
(4) K3 et K3+ selon arrêté du 12/12/2014

(5) Décision n°2003/33/CE du 19/12/02 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'Annexe II de la directive 1999/31/CE - Valeurs limites pour les déchets non dangereux.

◗ Surface de remblais

Les surfaces de remblaiement considérées dans le cadre du projet sont présentées sur la figure suivante.

Figure 17 : Surface des remblais



Source : Etude hydrogéologique GINGER BURGEAP

6.1.4.3 Règles d'admission des matériaux inertes extérieurs

Conformément à la réglementation et aux dispositions du guide CEREMA concernant les ISDI[4], les matériaux de type « K3 », entrant dans les catégories mentionnées à l'annexe I de l'arrêté de 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, ne font pas l'objet des analyses décrites à l'Annexe 2 de cet arrêté sauf suspicion d'une éventuelle pollution.

Les matériaux de type « K3+ » et « TN+ » font l'objet d'analyses systématiques, en lixiviation et en contenu total, conformément à l'Annexe II de l'arrêté susnommé afin de s'assurer du respect des valeurs limites adaptées.

[4] Ce qu'il faut savoir sur les installations de stockage de déchets inertes (ISDI), CEREMA, 2019

La procédure d'acceptation des déchets de la société MCA, actuellement utilisée, est fournie en Annexe 2 du présent rapport. Elle sera actualisée afin de prendre en compte l'acceptation des matériaux « TN+ » et les nouvelles valeurs seuils.

A propos des matériaux sulfurés des déblais provenant du bassin de Paris (chantiers du Grand Paris Express), le sujet est aujourd'hui bien connu[5]. Les matériaux concernés font l'objet d'analyses et si besoin d'un traitement afin d'être stabilisés et stockés sur des sites adaptés. Ainsi, pour les déblais provenant de chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France la société MCA s'assure qu'ils font l'objet d'une expertise géologique qui détermine s'ils proviennent ou pas de formations géologiques riches en sulfures, ou de formations géologiques contenant des sulfures facilement mobilisables, ou d'une analyse du soufre sous forme de sulfure ou du soufre oxydable.

La société MCA s'engage à ne recevoir que des matériaux inertes et respectant les valeurs seuils définies dans le présent dossier.

[5] Recommandations sur l'élaboration de valeurs limites sur le soufre pour des déblais provenant du bassin de Paris (chantiers du Grand Paris Express) – BRGM/RP-71252-FR

Figure 18 : Procédure d'acceptation préalable (source CEREMA)

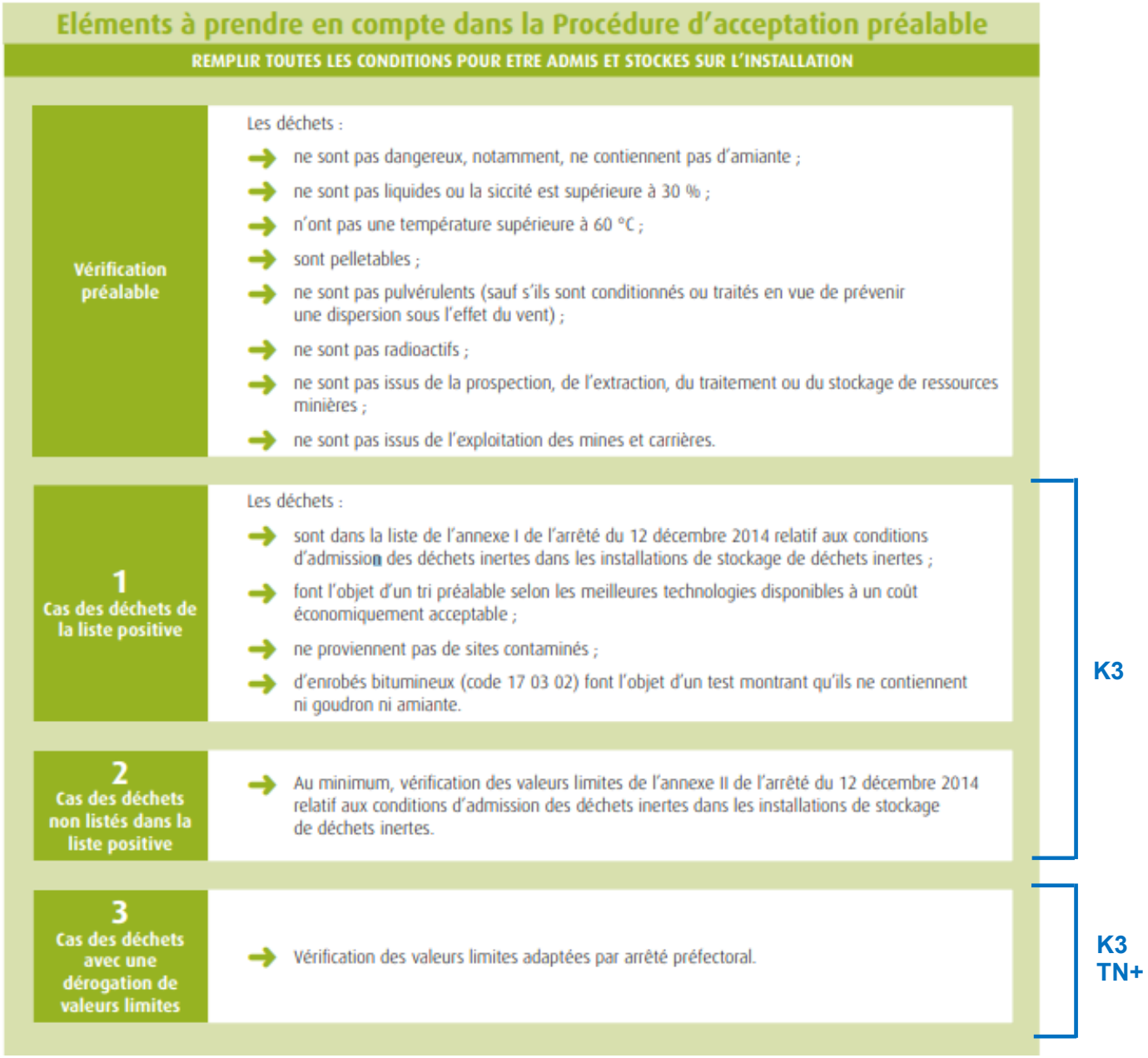


Figure 19 : Déchets de la liste positive (source CEREMA)

Les déchets de la liste positive sont les déchets pouvant être admis et stockés en ISDI sans analyses chimiques préalables. Ils sont listés à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les ISDI et présentés dans le tableau ci-dessous.

CODE DÉCHET*	DESCRIPTION	RESTRICTION
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

*Selon l'article R541-7 du code de l'environnement

Les déchets de la liste positive sont principalement issus du BTP. Ils peuvent également provenir des installations de gestion des déchets (verres), des déchets municipaux (terres et pierres à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe), de process thermique (matériaux à base de fibre de verre ou d'emballages en verre).

Concernant le code déchet 17 03 02, le mélange bitumineux ne doit pas contenir d'amiante.

6.2 Traitement des matériaux

Pour rappel, le gisement de la carrière de Douzy est traité sur l'installation de traitement présente sur le site, au sud-est. Aujourd'hui 70 % des matériaux traités rejoignent l'installation de Warcq pour y être lavés. Les fines de lavage reviennent ensuite sur le site.

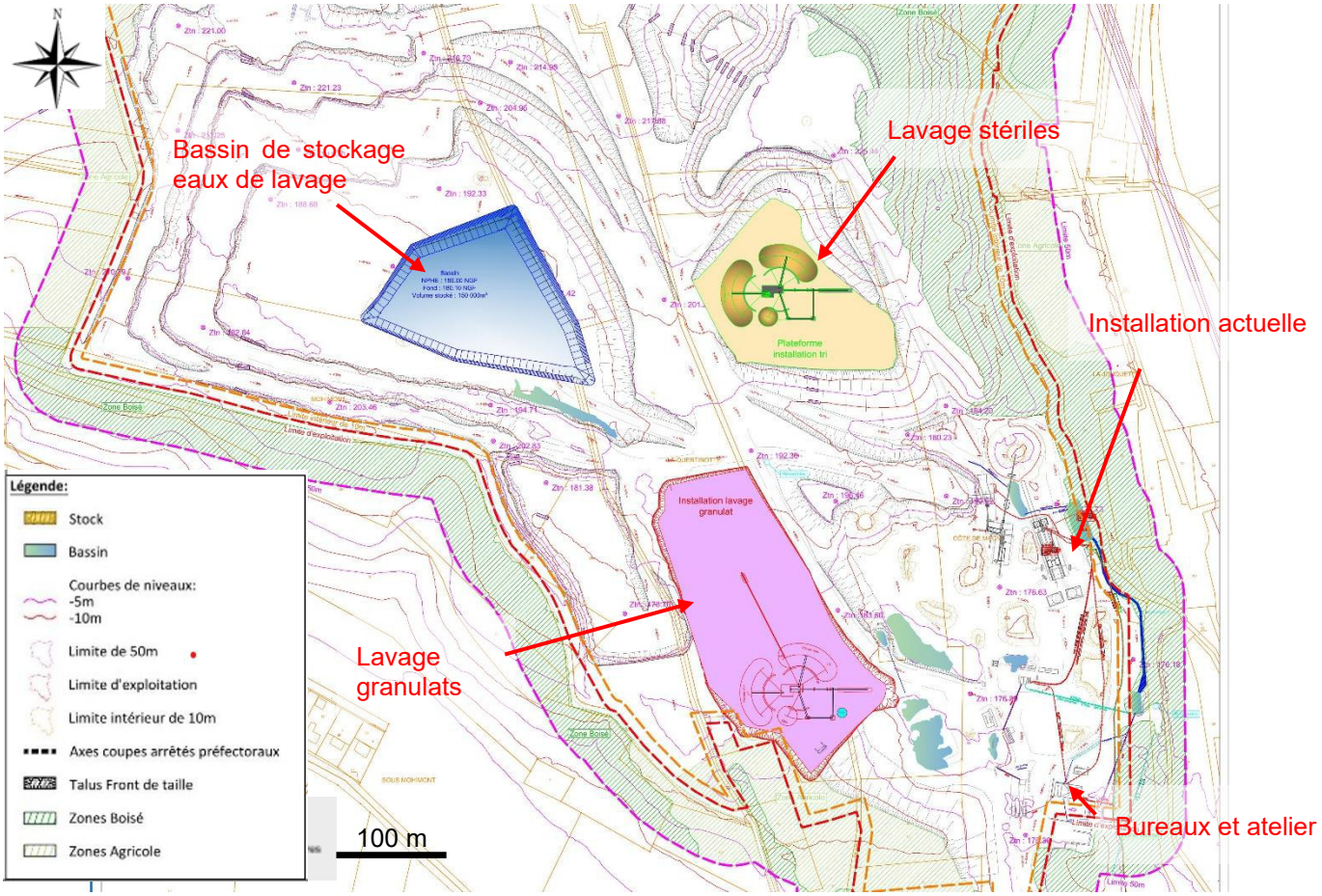
Afin d'éviter le transfert de matériaux entre les sites de Warcq et de Douzy distants de 35 kilomètres, la société MCA prévoit la mise en place d'une unité de lavage des granulats sur le site de Douzy.

Le gisement sera valorisé au maximum, grâce à la mise en place d'une unité de lavage des stériles au nord de l'installation de traitement actuelle.

Un bassin étanche de 150 000 m^3 sera créé pour permettre l'alimentation en eau des unités de lavage.

Ces éléments sont localisés sur la Figure 20 et détaillés dans les paragraphes suivants.

Figure 20 : Plan des installations de traitement



Source : Extrait du plan d'ensemble MCA

6.2.1 Description du traitement

6.2.1.1 Traitement en place

La chaîne de traitement déjà en place est la suivante.

Primaire

- Alimentation par tombereaux en provenance de la carrière de la trémie du concasseur primaire ;
- Séparation par criblage de la fraction 0/40 correspondant aux stériles qui sont :
  - Soit envoyés par convoyeur vers le stock avant lavage ;

- Soit repris au chargeur et évacués par tombereaux pour la remise en état du site ;
- Fraction > 40 dirigée vers le concasseur secondaire directement ou par l'intermédiaire d'un stockpile pour reprise ultérieure.

Secondaire

- Criblage ;
  - Fraction > 150 dirigée vers tertiaire/quaternaire ;
  - Fraction < 150 concassée pour production de produits à destination des travaux publics en fonction d/D du crible en sortie du concasseur (0/20, 0/31,5, 0/80).

Tertiaire/quaternaire :

- Alimentation par reprise sous tunnel du stockpile ;
- Production de granulats à destination du béton, de la préfabrication, …en fonction d/D des cribles (0/6, 5/2,4/14, ...).

Le tertiaire/quaternaire est équipé de deux chaines de concassage-criblage identiques et en parallèle pour permettre le maintien de la production en cas de maintenance.

Les matériaux destinés au béton doivent être lavés (voir 6.2.1.2). Aujourd'hui envoyés sur le site de Warcq, ils seront dorénavant lavés sur le site de Douzy.

Les schémas du primaire, du secondaire et du tertiaire/quaternaire sont fournis en Annexe 3.

Centrale de malaxage :

A partir d'une cabine de commande (opérations assistées par informatique), un doseur de granulats, un doseur pour sable, un malaxeur et des silos à pulvérulents (50 m^3 chacun), permettent avec adjonction d'eau (une cuve de 10 m^3 et une cuve de 20 m^3), la production à partir des matériaux initialement traités, de grave laitier – grave ciment et de sable laitier.

6.2.1.2 Mise en place des unités de lavage

◗ Unité de lavage des granulats

En sortie de tertiaire, les matériaux destinés au béton seront repris à la chargeuse ou par convoyeur électrique pour rejoindre l'unité de lavage des granulats.

Elle sera équipée d'un crible laveur séparant les sables des gravillons en fonction d/D du crible (0/4 lavé, 4/20, 4/14, 4/10,…).

Le schéma de l'unité de lavage granulats est fourni en Annexe 3.

◗ Unité de lavage des stériles en projet

Les stériles mis en stocks seront repris à la chargeuse qui alimente une trémie.

Cette unité sera également équipée d'un crible laveur permettant de séparer des fractions 0/2, 2/4 ou 2/40, 4/40 en fonction du d/D du crible. Ces matériaux pourront être commercialisés et réutilisés sur l'installation de traitement.

Le plan de l'unité de lavage granulats est fourni en Annexe 3.

◗ Gestion des eaux chargées et des boues

Pour ces deux unités de lavages, les eaux chargées en matières en suspension (MES) rejoignent un clarificateur. Les matières en suspension y sont décantées par floculation.

Les eaux claires sont recyclées au niveau des installations de lavage soit directement, soit via le bassin de stockage des eaux de lavage. Les eaux chargées en MES en sortie de clarificateur sont envoyées vers une presse à boues. Ces boues (galettes) sont ensuite utilisées pour la remise en état de la carrière.

6.2.2 Alimentation en eau

L'alimentation en eau du projet fait l'objet d'une étude hydraulique spécifique fournie en Annexe 2 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Ce chapitre comprend des extraits de cette étude.

◗ Actuelle

Les besoins en eau pour la centrale de graves, l'arrosage des pistes et le lavage des bennes sont couverts par un prélèvement dans le ruisseau de Magne à l'est du site.

La prise d'eau comprend une pompe et une buse, sous laquelle le pompage s'interrompt.

La buse est réglée sur le débit réservé du ruisseau de Magne (elle est calée altimétriquement de façon à être située légèrement au-dessus de la cote correspondant au débit réservé), ce qui garantit que le prélèvement ne peut pas être effectué lorsque le débit passe sous 52 l/s (soit 187,2 m³/h), conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 octobre 2015.

Le pompage fonctionne par intermittence pour un débit du cours d'eau oscillant de 62 à 53 l/s, ce qui constitue la plage de vigilance. En dessous du débit réservé, la conception de l'ouvrage empêche tout pompage.

Figure 21 : Ouvrage de prélèvement dans le ruisseau de Magne



Les quantités de prélèvement autorisées par l'arrêté préfectoral de 2015 sont présentées dans le Tableau suivant.

Tableau 6 : Caractéristiques des prélèvements autorisés dans le ruisseau de Magne

Origine de la ressource	Usage	Prélèvement maximal autorisé		
		Consommation annuelle (m^3/an)	Débit horaire en m^3/h	Débit journalier en m^3/j
Ruisseau de Magne	Centrale de grave, lavage des granulats et des pistes	36 000	38 soit 10,5 l/s	380*

**valeur correspondant à 260 j travaillés pour 10 h de pompage pointe max.*

Source : Etude hydraulique GINGER BURGEAP selon arrêté préfectoral n°I-4969 du 21 octobre 2015

◗ Future.

◗ Besoins en eau

La mise en place des unités de lavage des granulats et des stériles entraine une augmentation des besoins en eau.

Un total d'environ 150 000 m^3 par an été estimé pour satisfaire les besoins futurs du site.

Cette estimation a été réalisée en fonction des consommations du site et de l'unité de lavage de Warcq sur laquelle sont aujourd'hui lavés les granulats de Douzy. Elle prend en compte le recyclage des eaux de lavage grâce à la mise en place du clarificateur et de la presse à boues.

Un bassin étanche de 150 000 m^3 sera créé à l'est de l'unité de lavage des stériles (cf. Figure 20). Ce bassin sera alimenté par :

- Les eaux de ruissellement récupérables (c'est-à-dire non évaporées) du site ;
- Le prélèvement dans le ruisseau de Magne ;
- Les eaux recyclées.

En considérant les apports dus au ruissellement et les prélèvements dans le ruisseau de Magne actuellement autorisés, les apports moyens annuels seront compris entre 145 000 m^3 (situation 2026) et 151 000 m^3 (situation 2035). En effet, au fur et à mesure de l'exploitation de la carrière, le bassin versant alimentant le bassin étanche va s'agrandir augmentant les volumes ruisselés.

◗ Aménagements de la prise d'eau et modification du débit prélevé

Afin d'assurer une réserve suffisante pour les besoins en eau et parer à d'éventuelles années hydrologiques plus sèches, MCA demande l'augmentation des prélèvements sur le ruisseau de Magne hors période sèche, considérant que les prélèvements seront quasi nuls en période d'étiage.

MCA demande le réajustement des prélèvements dans le ruisseau de Magne, pour garantir une ressource suffisante tout l'année, y compris lors des années hydrologiques sèches, tout en maintenant de bonnes conditions d'écoulement dans le cours d'eau lors des périodes hydrologiques sèches.

Les modifications suivantes sont demandées :

- Augmentation du débit de prélèvement en dehors de la période hydrologique sèche et du volume total annuel par rapport aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral,
- En contrepartie, augmentation du seuil de prélèvement dans le ruisseau de Magne (augmentation du débit minimum du cours d'eau permettant le prélèvement).

La société MCA demande la possibilité de prélever 49 m³/h correspondant à 1% du débit biennal (Q2)[6].

Aussi, afin de maintenir un niveau de contrôle comme imposé actuellement, MCA propose d'augmenter le débit seuil pour le prélèvement à 100 l/s (soit environ deux fois le débit réservé qui constitue le seuil de prélèvement actuel, 52l/s), tout en pompant davantage dans les périodes hydrologiques plus favorables.

Le seuil de 100 l/s constitue une valeur conservatoire, volontairement majorante par rapport au débit réservé actuel, dans une logique de renforcement de la protection du milieu.

La correspondance exacte entre ce débit et la cote altimétrique sera affinée sur la base de mesures complémentaires (jaugeages et relevés de profils), réalisées durant la prochaine période estivale.

Hors période de remplissage

En considérant un pompage 10 h par jour, le volume pompé sera de 490 m³/j.

Période de remplissage :

Afin de répondre aux besoins de l'exploitation et d'assurer le remplissage du bassin lorsque la ressource est disponible, MCA demande la possibilité de réaliser les prélèvements 24 h sur 24 hors période d'étiage (débit du ruisseau > 100 l/s), contre une limitation actuelle à 10 heures par jour. Cette évolution permettra de constituer plus efficacement les réserves d'eau sans accroître les prélèvements pendant les périodes sensibles. Dans ces situations le volume journalier sera porté à 1176 m³/jour et le volume maximal annuel à 150 000 m³/an.

6.2.3 Rejets

Il n'y a pas et n'y aura pas de rejet vers le milieu naturel

6.2.4 Déchets

Sur le site de Douzy, la société MCA dispose de 3 bennes (15t) permettant de stocker temporairement et d'évacuer les déchets de bois, de ferrailles et les déchets industriels banals (DIB).

Sur une année pleine cela représente environ :

- 50 t de DIB évacués vers le site ARCAVI à Eteignières ;
- 75 tonnes de ferrailles évacuées vers le site Galloo à Lumes ;
- 30 tonnes de bois évacuées vers le site ARCAVI.

Les cartouches de graisse et les filtres à huile sont repris directement sur site par l'entreprise Chimirec pour environ 5 tonnes/an

La procédure de gestion des déchets applicable à l'échelle du groupe URANO et donc sur le site de Douzy est fournie en annexe 4.

[6] le débit biennal Q2 a été retenu, car souvent utilisé comme approximation d'un débit de plein bord (débit morphogène)

7. Rappel des grandeurs caractéristiques du projet

	Situation actuelle	Projet
Méthode d'extraction	Découverte et gisement : tirs de mine extraction, à la pelle, à sec	
Durée totale sollicitée	20 ans selon AP 21/10/2015	Prolongation de 2 ans de l'AP du 21/10/2015 soit jusqu'en 2037
Surface du site autorisé	78 ha 20 a 02 ca	78 ha 20 a 02 ca
Puissance installation de traitement	965 kW	2530 kW
Surface installation de transit	62 000 m^2	112 250 m^2
Rythme d'exploitation granulats	620 000 t/an moyen 1 000 000 t/an maximum	850 000 t/an moyen 1 200 000 t/an maximum
Rythme de remblayage	500 000 t/an (sur ISDI)	850 000 t/an moyen (carrière)
Cote d'exploitation minimum	Situation la plus pénalisante : • 176 m NGF pour le profil AB, 177 m NGF pour le profil CD et 180 m NGF pour le profil EF (profils dans le secteur de l'installation). • Niveau des berges du ruisseau du Magne.	
Prélèvement dans le ruisseau de Magne	36 000 m^3/an 38 m^3/h soit 10,5 l/s	150 000 m^3/an maximum 49 m^3/h soit 13,6 l/s
Débit seuil de prélèvement dans le ruisseau de Magne	52 l/s	100 l/s

8. Moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident

Les moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident sont présentés en PJ n°49 – Etude de dangers.

9. Conditions de remise en état du site en fin d'exploitation et usage futur

9.1 Contexte réglementaire

À la mise à l'arrêt définitif des activités, il sera procédé à la remise en état du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments (protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement).

Conformément à l'article R 512-39-1 alinéa I du Code de l'Environnement, la société MCA notifiera à la préfecture la date de cessation d'activité au moins six mois avant celle-ci.

Cette notification décrit les mesures prises ou prévues, pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

9.2 Remise en état actuellement autorisée

Les conditions et la nature de la remise en état du site actuellement autorisées sont régies par les articles 1.6.7 et 1.6.8. de l'arrêté préfectoral n°I-4969 du 21 octobre 2015, complétés par l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023-308 du 13 juin 2023.

Les extraits de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 concernant la nature de la remise en état sont présentés en page suivante.

Figure 22 : Extraits de l'arrêté du 21 octobre 2015 concernant les conditions et la nature de la remise en état

ARTICLE 1.6.7. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux engagements pris dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (sauf s'ils sont contraires aux prescriptions du présent arrêté).
La remise en état devra être coordonnée aux travaux d'extraction et devra être terminée, au plus tard, 3 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.
Elle inclut le nettoyage de l'ensemble des terrains (enlèvements de tous matérieis, matériaux, éventuels déchets et détritus divers) et l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

ARTICLE 1.6.8. NATURE DE LA REMISE EN ÉTAT

Article 1.6.8.1. Principes généraux :
Les caractéristiques paysagères, c'est-à-dire morphologiques, végétales et fonctionnelles, seront, dans la mesure du possible, reconstituées à partir de la nouvelle topographie.
Le paysage sera aménagé à partir des terres de décapage, des stériles de traitement (25 % du gisement global) et des découvertes sur place.

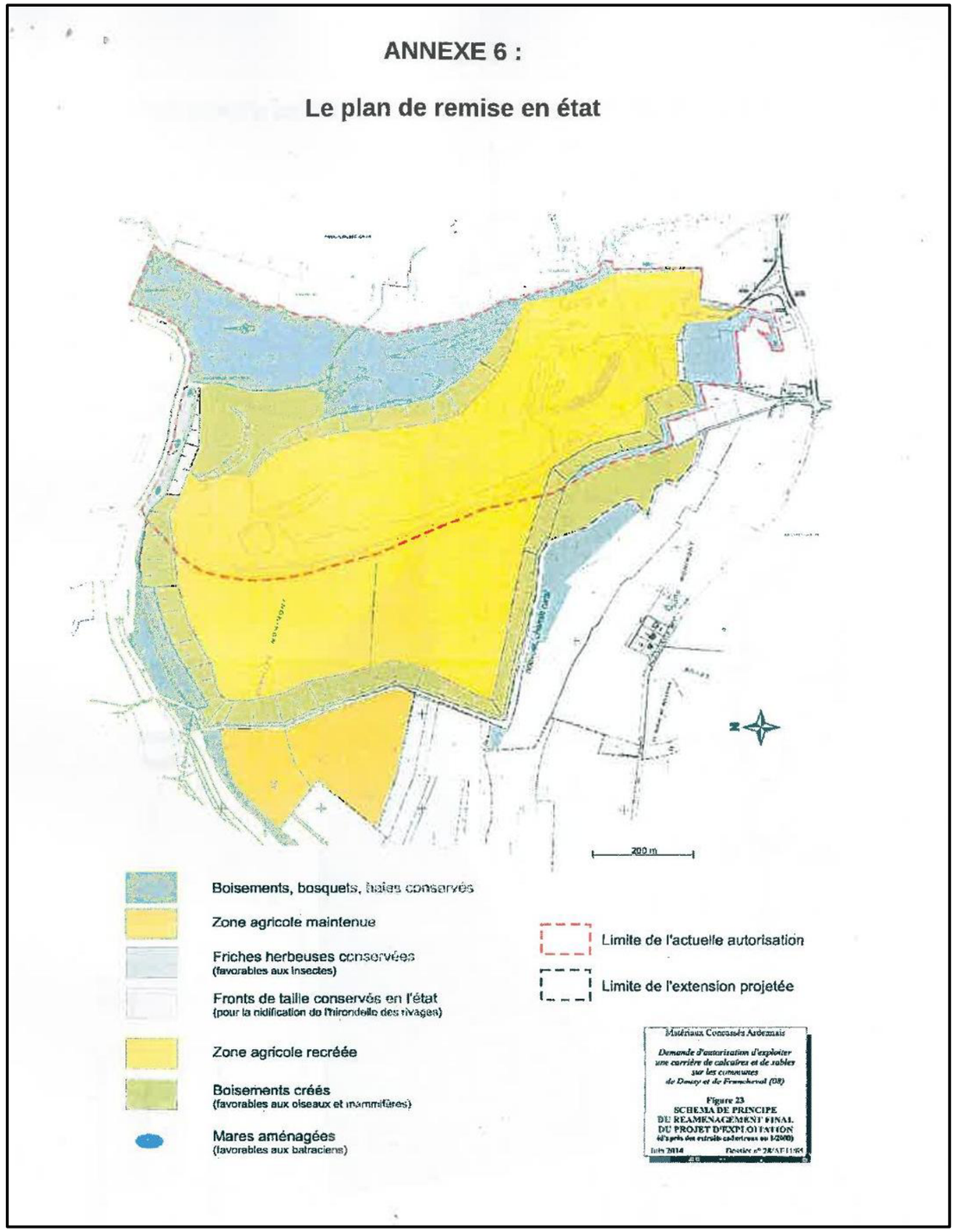
Article 1.6.8.2. État final
La zone en limite nord de la carrière actuelle sera préservée. Les talus arbustifs, les ourlets et la forêt de pente (au nord-est) seront conservées en état. Sur ce secteur, la création d'une ou plusieurs mares sera réalisée à proximité du site de reproduction actuel.

Certains fronts de taille seront laissés en l'état (pas de talutage) afin de permettre la nidification de l'hirondelle des rivages. Au cours de l'exploitation, la découverte d'une autre colonie sur le site devra entraîner l'arrêt des travaux d'exploitation sur la paroi où les hirondelles auraient creusé leurs galeries, ce durant toute la période de reproduction de cette espèce.

Le remblayage du carreau de la carrière se fera sur plusieurs mètres d'épaisseur. Le réaménagement des fronts de taille (purge et un talutage) se fera pour une mise en sécurité (pentes à 45%) avec des plantations sur les banquettes. Le retour à une vocation agricole des terrains au niveau du carreau de la carrière se fera comme à l'état initial.

Le reboisement au droit des banquettes résiduelles (soit environ 5 ha) s'effectuera par des essences présentes dans les boisements périphériques (préférentiellement feuillues) : chêne, érable, merisier, églantier, prunellier, aubépine.

L'annexe 6 de cet arrêté indique le plan de remise en état.



L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023 concerne l'extension de la surface exploitable au sein du périmètre de la carrière, à son extrémité sud-ouest (voir Figure 7 page 12). Le complément à propos de la remise en état est relatif à ce secteur. L'extrait est présenté ci-dessous.

Article 4 : remise en état

L'article 1.6.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°I/4969 du 21 octobre 2015 est complété comme suit :

> La remise en état de la zone définie à l'article 2 du présent arrêté se fera par remblaiement à l'aide des terres de décapage issues du site, des stériles de traitement et d'apports de matériaux inertes extérieurs. Les modalités d'accueil, de contrôle préalable ainsi que la qualité des matériaux d'apport acceptés sur cette partie du site devront cependant respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-092 du 1er mars 2023 susvisé.

Dans le cadre de cette demande, une étude écologique avait été réalisée de mars à septembre 2021. Cette étude avait préconisé une remise en état adaptée à ce secteur avec reconstitution d'un milieu boisé associé à un milieu prairial après remblaiement complet de la fouille.

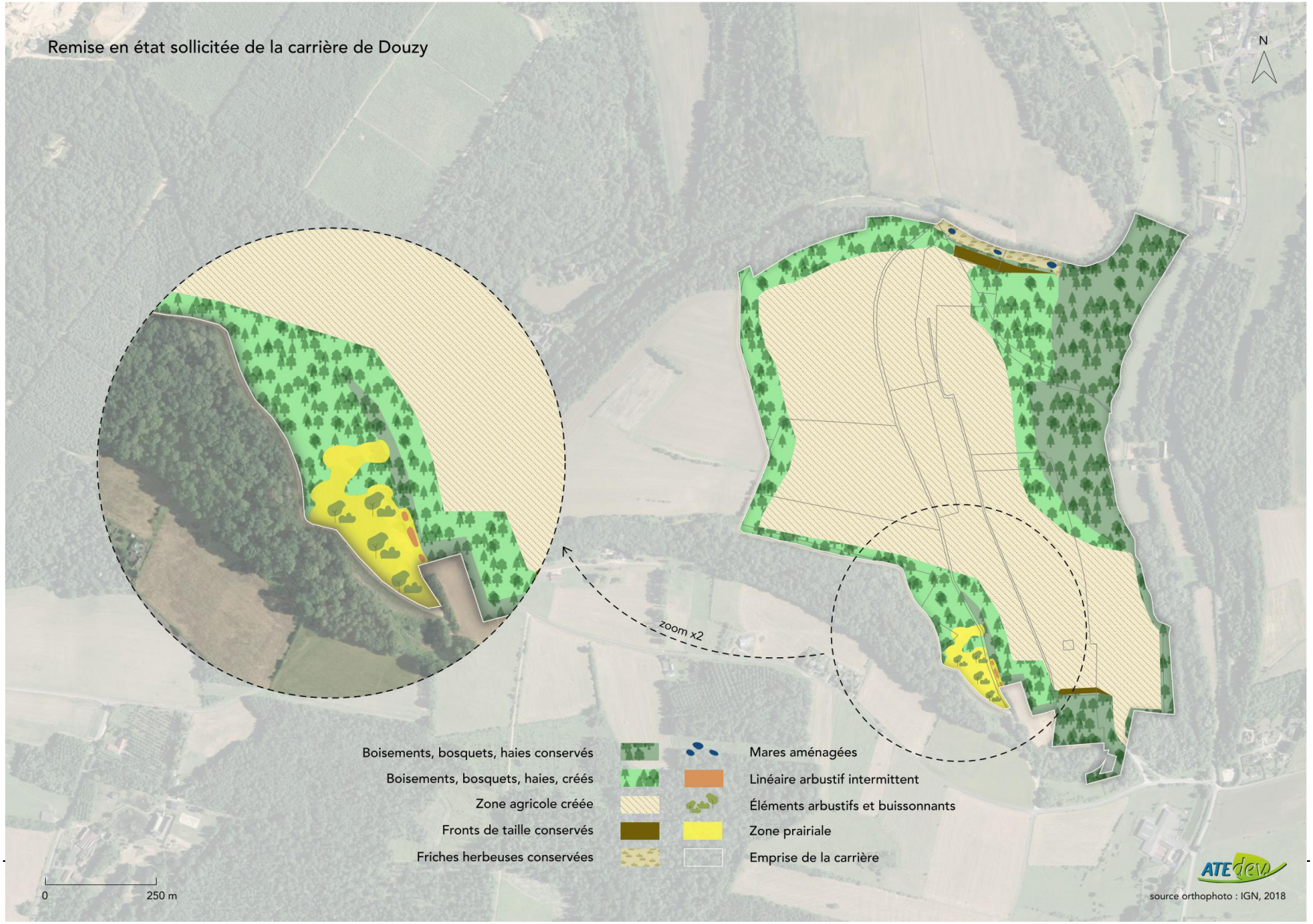
La remise en état, reprenant les dispositions de l'arrêté du 21 octobre 2015, et les dispositions écologiques préconisées par l'étude écologique de 2023 est présentée en page suivante.

Les usages futurs, prévus dans le cadre de la remise en état actuellement autorisés sont, selon l'article D556-1 A du code de l'environnement :

- 5°Usage agricole, correspondant à la production commerciale (notamment au sein d'exploitations agricoles) et non commerciale (notamment au sein de jardins familiaux ou de jardins partagés) d'aliments d'origine animale ou végétale, à l'exception des activités sans relation directe avec le sol ;

7° Usage de renaturation, impliquant une désartificialisation ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité des sols, notamment des opérations de désimperméabilisation, à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes ;

Figure 23 : Remise en état extraite du porter à connaissance de demande de modifications de l'emprise exploitable et des installations de traitement de la carrière de Douzy – ATEDEV, mars 2022



9.3 Remise en état envisagée

◗ Maintien de la remise en état autorisée

La remise en état envisagée dans le cadre du présent projet correspond au réaménagement actuellement autorisé. L'évolution concerne un apport de matériaux inertes extérieurs sur une large partie du site permettant d'obtenir une topographie plus proche de l'état initial et plus homogène.

Pour rappel, actuellement, l'apport de matériaux inertes extérieurs n'est possible qu'au sein du périmètre ISDI et du secteur autorisé à l'exploitation par arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023. Le remblayage au sein de la majeure partie du périmètre carrière n'est possible qu'avec les stériles issus de l'exploitation.

Les dispositions suivantes présentées dans le dossier ayant abouti à l'autorisation de 2015 sont maintenues.

« La remise en état du site comporte au minimum les dispositions suivantes :

- La mise en sécurité des fronts de taille résiduels ;
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site (installation de traitement, locaux divers) ;
- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. »

« Dans ce cadre, les opérations suivantes seront réalisées :

- Décapage sélectif des différents niveaux du sol (terre végétale, limons superficiels) ;
- Stockage temporaire des découvertes sous formes de merlons périphériques ;
- Ensemencement des merlons en graminées ;
- Remblayage progressif de la zone d'extraction [..] ;
- Talutage des fronts résiduels ;
- Sous-solage des terrains au droit du carreau de la carrière ;
- Mise en œuvre et scarification des découvertes [et des inertes] épandus ;
- Mise en place de la terre végétale (au bouteur et à la pelle à godet) sans circulation lourde admise.

En premier lieu, la zone en limite nord de la carrière actuelle sera préservée […]. Les talus arbustifs, les ourlets et la forêt de pente (au nord-est) seront conservés en l'état. Sur ce secteur (replat nord dominant l'actuelle carrière), la création d'une ou plusieurs mares à proximité du site de reproduction actuel (ornière propice aux tritons) sera réalisée.

Certains fronts de taille seront laissés en l'état (pas de talutage) afin de permettre la nidification déjà effective de l'hirondelle des rivages. »

Le réaménagement des fronts de taille avec une pente à 45° avec plantations sur les banquettes, excepté sur ceux laissés en état cités ci-dessus, est maintenu.

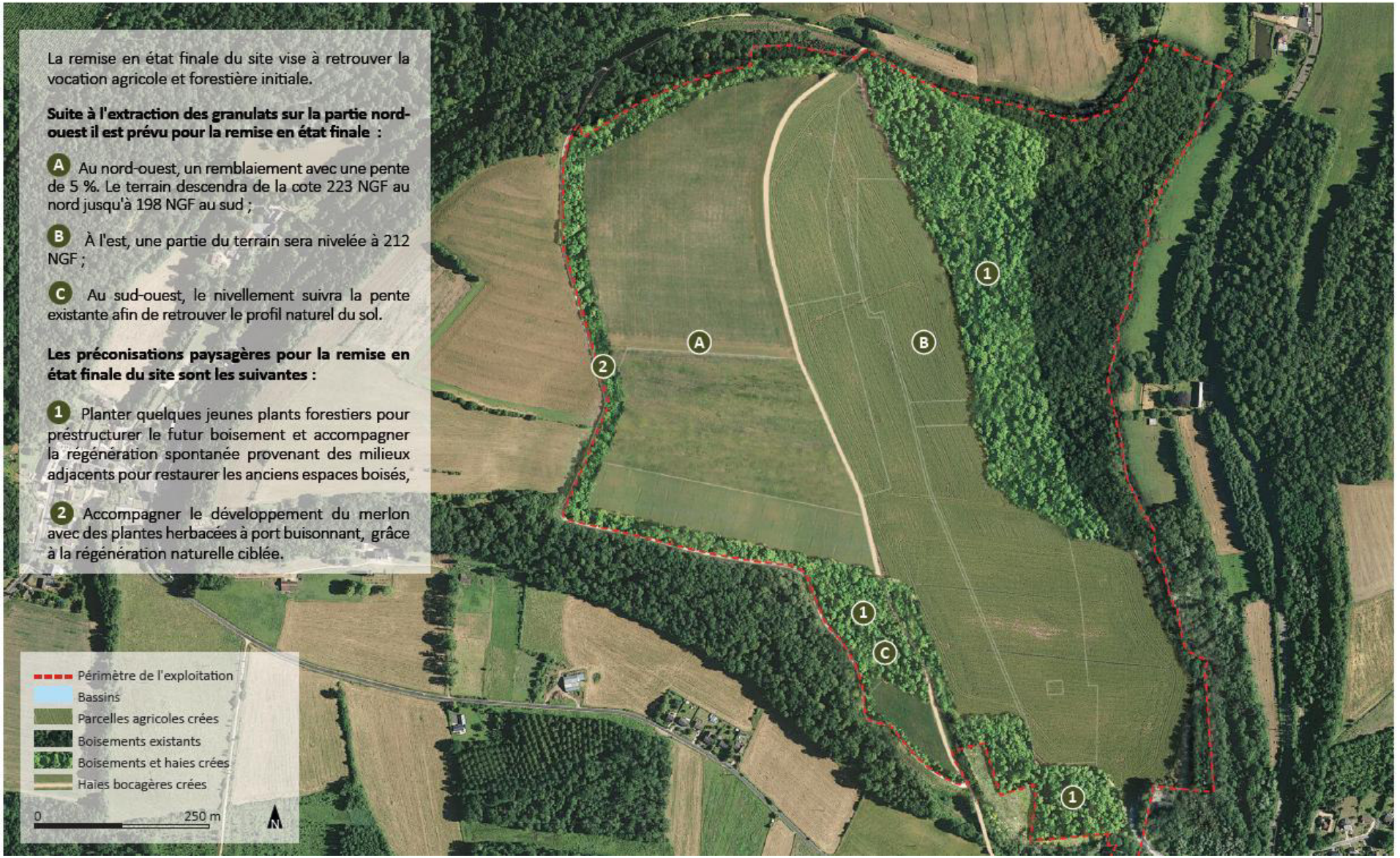
Comme précisé dans le dossier ayant abouti à l'autorisation de 2015 le retour en majorité vocation agricole des terrains sera cohérent avec l'état initial (clairière agricole entourée de bois).

◗ Préconisations paysagères

La remise en état a fait l'objet d'une représentation avec des préconisations dans le cadre de l'étude paysagère réalisée par CAUDEX et fournie en Annexe 5 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Ce plan est fourni en page suivante. Le maintien du merlon périphérique sur lequel la végétation aura eu le temps de se développer et de former une véritable structure paysagère le long du chemin à l'ouest du site est préconisé.

Figure 24 : Remise en état final - plan des préconisations paysagères

Source : Rapport volet paysage CAUDEX



◗ Préconisations écologiques

Une étude écologique a été réalisée par GEOGRAM. Elle est fournie en Annexe 6 de la PJ n°4 – Etude d'impact. Dans le cadre de cette étude, des aménagements sont préconisés. Ils sont détaillés dans le chapitre 9.4. Mesures d'accompagnement et de suivi de cette étude. Il s'agit de :

- **Développer un nouveau réseau de haies :** *selon une trame à définir en fonction du nouveau parcellaire et de la nouvelle desserte développée après remise en état, de sorte à restituer le caractère relativement bocager qui caractérisait le site avant son exploitation en carrière. En effet, en plus d'être favorables en particulier à la Pie-grièche écorcheur, haies et fourrés arbustifs buissonnants deviennent à terme des abris et sites de reproduction pour les reptiles, comme par exemple l'Orvet ou la Couleuvre à collier, des sites de nidification pour les oiseaux, des milieux attractifs pour les insectes…Ce sont également des sites d'alimentation, des milieux "refuge" contre les prédateurs, des postes de guet pour les prédateurs et des postes de chants pour certains oiseaux ou encore des lieux d'hibernation pour certains animaux (reptiles, amphibiens, insectes)…*
- **Mettre en place de micro-habitats pour la faune :** *En complément des mesures d'ores et déjà proposées, la mise en place de micro-habitats favorables à la petite faune est ici encouragée, que ce soit le long des haies existantes ou à créer, en situation de lisière, ou ponctuellement en accompagnement de certains fourrés. Selon la disponibilité locale des matériaux, ces micro-habitats peuvent être de diverses natures avec, par exemple, des tas de bois ou de pierres, servant d'abris, entre autres taxons, aux reptiles (et, en particulier ici, aux différentes espèces de lézards), petits mammifères et insectes (dont se nourrit notamment la Pie-grièche écorcheur).*

◗ Usages futurs dans le cadre du projet

Les usages futurs, selon l'article D556-1 A du code de l'environnement, ne sont pas modifiés :

- 5°Usage agricole, correspondant à la production commerciale (notamment au sein d'exploitations agricoles) et non commerciale (notamment au sein de jardins familiaux ou de jardins partagés) d'aliments d'origine animale ou végétale, à l'exception des activités sans relation directe avec le sol sur 46,2 ha ;

7° Usage de renaturation, impliquant une désartificialisation ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité des sols, notamment des opérations de désimperméabilisation, à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes sur 32 ha.

ANNEXES



Annexe 1. Arrêtés préfectoraux du site

Cette annexe contient 64 pages.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ARDENNES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE CHAMPAGNE-ARDENNE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° I - 4969 autorisant la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable sur le territoire des communes de Douzy et Francheval aux lieux-dits « Mohimont », « Derrière Mohimont », « La Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon »

Le préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu

- la directive n° 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- la directive n° 2009/147/CE du 30 novembre 2009 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;
- le code minier ;
- le code du patrimoine ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- le décret n° 2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- le schéma départemental des carrières des Ardennes approuvé par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2004 ;
- les actes délivrés antérieurement à la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de Douzy et Francheval aux lieux-dits de « Mohimont », « Derrière Mohimont », « La Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon » et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2001/440 du 07 décembre 2001, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 163 du 14 septembre 2009, l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2013 relatif à l'exploitation de la carrière ;

- l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 2014 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 05 janvier au 04 février 2015 inclus sur le territoire des communes de Douzy et Francheval ;
- l'arrêté préfectoral n° 2014/479 du 4 décembre 2014 modifié relatif à l'accomplissement de prescriptions archéologiques préalables ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015/220 du 3 juillet 2015 relatif à l'accomplissement de prescriptions archéologiques préalables modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014/479 du 4 décembre 2014 précité ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015-483 du 9 septembre 2015 portant délégation de signature à M. Olivier TAINTURIER, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
- la demande présentée le 8 juillet 2014 par la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA), dont le siège social est situé rue François URANO 08013 CHARLEVILLE-MEZIERES, en vue d'obtenir l'autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable sur le territoire des communes de Douzy et Francheval aux lieux-dits de « Mohimont », « Derrière Mohimont », « La Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon » ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- la décision en date du 22 octobre 2014 du président du tribunal administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;
- la publication de cet avis en date des 16 décembre 2014 et 08 janvier 2015 respectivement dans deux journaux locaux : L'Ardennais et La Semaine des Ardennes ;
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur parvenus en préfecture des Ardennes le 24 février 2015 ;
- l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du département des ARDENNES ;
- l'avis favorable émis en date du 27 février 2015 de la commune de Bazeilles ;
- l'avis défavorable émis en date du 20 février 2015 de la commune de Rubécourt-et-Lamécourt ;
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- le rapport et les propositions en date du 30 juillet 2015 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 14 septembre 2015 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CNDPS) ;
- le projet d'arrêté porté le 6 octobre 2015 à la connaissance du demandeur ;
- l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

Considérant

- que les installations exploitées par la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) sur le territoire des communes de Douzy et Francheval relèvent du régime de l'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du livre V du titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que les activités exercées relatives à l'exploitation d'une carrière sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à prévenir ou empêcher ses effets ;
- les compléments apportés par l'exploitant au cours de la procédure ;
- qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a, d'une part, été conduit à diminuer son prélèvement d'eau dans le ruisseau du Magne et a, d'autre part, proposé un agrandissement de son bassin situé à côté de l'aire de lavage (de 150 m3 à 200 m3), accompagné de la mise en place d'un système de retraitement de ces eaux ce qui permettrait une diminution de son prélèvement journalier de 150 m3 à 120 m3 ;
- qu'il y a lieu d'encadrer les conditions d'exploitation des installations de la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) afin de protéger l'environnement, et plus particulièrement, de garantir le débit réservé dans le ruisseau de Magne et de proposer et de mettre en place un aménagement adapté ;
- les observations exprimées par le commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique ;
- qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les mesures imposées à l'exploitant, notamment l'étude hydrogéologique, le prélèvement d'eau dans le ruisseau de Magne diminué et l'analyse des rejets des eaux pluviales et eaux usées sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

- que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des meilleures techniques disponibles et de leur économie ; d'autre part, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- que les documents d'urbanisme opposables aux tiers comportent des règles d'occupation du sol compatibles avec la délivrance de l'autorisation d'exploiter les installations de la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;
- que le pétitionnaire a été entendu lors de la séance de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites des Ardennes du 14 septembre 2015 ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Champagne-Ardenne, par intérim ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA), société en nom collectif « SNC », inscrite au registre du commerce et répertoriée selon son n° SIRET 319 292 751 00033, dont le siège social est situé rue François URANO à 08013 CHARLEVILLE-MEZIERES, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable et ses installations connexes sur le territoire des communes de Douzy et Francheval, sous réserve de respecter les prescriptions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter du 14 septembre 1994 et du 07 décembre 2001 modifié et l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2013 sont abrogés.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations où équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnées ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.
Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.
Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique		Régime[1]	Observations
N°	Intitulé		
2510-1.	Exploitation de carrière	A	Production moyenne = 620 000 t/an Production maximale = 1 000 000 t/an Quantité totale maximale de matériaux à extraire = 16 560 000 t sur 20 ans
2515-1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. a. La puissance installée des installations, étant supérieure à 550 kW.	A	Installation de traitement des matériaux (scalpage, concassage et criblage) et une centrale de graves. La puissance totale installée de l'ensemble des installations étant de 965 kW.
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant ; 1) supérieure à 30 000 m²	A	La somme des surfaces de stockage est de 62 000 m²
4734-1.c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions ; La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1.c) supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1000 t au total.	NC	Stockage de produits pétroliers et carburants de substitutions (gazole non routier, densité de 0,845) pour un poids de 42,25 tonnes.
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 1 t.	NC	Stockage d'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 249 kg.
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans des réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant : 3. supérieur à 100 m^3 ou 500 m^3 mais inférieur ou égal à 20 000 m^3.	NC	Installation de remplissage des réservoirs de véhicules à moteur. Le volume annuel distribué (GNR, gasoil non routier avec un coefficient 0,2) a une équivalence de 60 m^3
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m^3	NC	Volume maximum stocké est de 300 m^3
2920	Installations de compression fonctionnant à des pressions affectives supérieures à 10^5 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	NC	1 compresseur d'air de 7,5 kW et 1 nettoyeur haute-pression de 3,5 kW
2925	Accumulateur (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	NC	< 50 kW
2930-1-b	Atelier de réparation et d'entretien de véhicule et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m²	NC	La surface de l'atelier est de 220 m²
4310-2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. supérieure ou égale à 1 t	NC	39 kg de propane

Rubrique		Régime[1]	Observations
N°	Intitulé		
4442	Gaz comburants catégorie 1, La quantité totale susceptible, d'être dans l'installation étant : 2, Supérieure ou égale à 2 t	NC	304 kg

Remarque [1] : les régimes définis sont :
- A signifie Autorisation ;
- D signifie Déclaration ;
- NC signifie Non Classé.

ARTICLE 1.2.2. TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES (TGAP)

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), codifiée dans le code des douanes, comprend deux taxes :

- **la taxe à la délivrance de l'autorisation** (dite taxe à l'installation)

Elle est redevable à tout exploitant dès lors que le présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation lui est notifié ;

- **la taxe à l'exploitation**

Elle est due par l'exploitant (personne physique ou morale) pour l'année entière. Seules certaines installations relevant du régime de l'autorisation définies dans la nomenclature du code de l'environnement susvisé sont concernées. Le tableau suivant identifie les différentes installations et les coefficients associés :

Rubrique ICPE		Taxe Générale sur les Activités Polluantes	
N°	Intitulé	Capacité de l'activité	Coefficient
2510-1.a	Exploitation de carrière	1 000 000 t/an	8
2515-1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. a. La puissance installée des installations, étant supérieure à 550 kW.	965 kW	1

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont implantées selon les données suivantes :

Commune	Parcelle cadastrale	Lieu-dit
Douzy *	ZC 9	La Quertinotte
Douzy *	ZC 10 a	La Quertinotte
Douzy *	ZC 14	La Quertinotte
Douzy *	ZC 15	La Quertinotte
Douzy *	ZC 16	La Quertinotte
Douzy *	ZC 68	La Quertinotte
Douzy *	ZC 121 p	La Quertinotte
Douzy *	ZC 31	Au-dessus du Fond des Bergères
Douzy *	ZC 32	Au-dessus du Fond des Bergères
Douzy *	ZC 33	Côte de Magne

Francheval *	ZH 112	Le Bois Charbon
Francheval *	ZH 113	Le Bois Charbon
Francheval *	ZH 114	Le Bois Charbon
Francheval *	ZH 115	Le Bois Charbon
Francheval *	ZH 116	Le Bois Charbon
Douzy **	ZC 23 p	Derrière Mohimont
Douzy **	ZC 26 p	Derrière Mohimont
Douzy **	ZC 27 p	Derrière Mohimont
Douzy **	ZC 7 p	Mohimont
Douzy **	ZC 8 p	Mohimont
Douzy **	ZC 21 p	Mohimont
Douzy **	ZC 22 p	Mohimont
Douzy **		Chemin dit de Mohimont

* Parcelles sollicitées en renouvellement

** Parcelles sollicitées en extension. A noter que la surface réellement exploitable prévue dans le projet d'extension est de 24 ha, car elle tient compte des obligations prévues par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières qui oblige à laisser une distance d'au moins 10 mètres entre les bords de l'excavation et les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.4. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La superficie totale du site s'élève à : 78 ha 33 a 08 ca. La surface exploitable de l'extension est de 24 ha.

ARTICLE 1.2.5. NIVEAUX DE PRODUCTION AUTORISES

Les installations relatives à l'exploitation de carrière sont autorisées pour une production moyenne de 620 000 t/an avec un maximum de 1 000 000 t/an. La quantité totale d'extraction autorisée est de 16 560 000 t sur 20 ans. Les volumes indiqués correspondent aux volumes extraits peu importe leur devenir (y compris ceux restant sur la carrière).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.
L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date de notification du présent arrêté.
Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.
Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée, à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'activité visée (rubrique 2510-1) au chapitre 1.2 de manière à permettre en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés pour les travaux relatifs à l'intervention en cas de pollution ou d'accident, le réaménagement ainsi que la surveillance éventuelle du site.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le tableau détaille le montant des garanties financières à constituer :

Périodes	Phase	TOTAL TTC (avec alpha=1)	Coefficient multiplicateur	Montant de référence en TTC
N à N5	Phase 1	1 143 973 €	0,9992867	1 143 157 €
N6 à N10	Phase 2	979 804 €	0,9992867	979 105 €
N11 à N15	Phase 3	966 028 €	0,9992867	965 338 €
N16 à N20	Phase 4	935 892 €	0,9992867	935 224 €

Le coefficient multiplicateur a été défini par :
- l'indice TP 01 d'août 2014 ($INDEX_0$) soit 701,0
- l'indice TP 01 de avril 2015 (INDEXr) soit 700,5

ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles concernées par l'extension, l'exploitant adresse au préfet :
- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.
Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 3 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :
- tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 base 2010 ;
- sur une période au plus égale à 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01 base 2010, et ce dans les 6 mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.5.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.
Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3, par l'inspecteur de l'environnement qui établit un procès-verbal de constat de fin de travaux.
L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.
En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières ainsi que l'acte attestant de la constitution des garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est à vocation agricole et forestière *(la description est détaillée dans l'article 1.6.8.2 du présent arrêté)*.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt 6 mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 1.6.7. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux engagements pris dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (sauf s'ils sont contraires aux prescriptions du présent arrêté).
La remise en état devra être coordonnée aux travaux d'extraction et devra être terminée, au plus tard, 3 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.
Elle inclut le nettoyage de l'ensemble des terrains (enlèvements de tous matérieis, matériaux, éventuels déchets et détritus divers) et l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

ARTICLE 1.6.8. NATURE DE LA REMISE EN ÉTAT

Article 1.6.8.1. Principes généraux :
Les caractéristiques paysagères, c'est-à-dire morphologiques, végétales et fonctionnelles, seront, dans la mesure du possible, reconstituées à partir de la nouvelle topographie.
Le paysage sera aménagé à partir des terres de décapage, des stériles de traitement (25 % du gisement global) et des découvertes sur place.

Article 1.6.8.2. État final
La zone en limite nord de la carrière actuelle sera préservée. Les talus arbustifs, les ourlets et la forêt de pente (au nord-est) seront conservées en état. Sur ce secteur, la création d'une ou plusieurs mares sera réalisée à proximité du site de reproduction actuel.

Certains fronts de taille seront laissés en l'état (pas de talutage) afin de permettre la nidification de l'hirondelle des rivages. Au cours de l'exploitation, la découverte d'une autre colonie sur le site devra entraîner l'arrêt des travaux d'exploitation sur la paroi où les hirondelles auraient creusé leurs galeries, ce durant toute la période de reproduction de cette espèce.

Le remblayage du carreau de la carrière se fera sur plusieurs mètres d'épaisseur. Le réaménagement des fronts de taille (purge et un talutage) se fera pour une mise en sécurité (pentes à 45%) avec des plantations sur les banquettes. Le retour à une vocation agricole des terrains au niveau du carreau de la carrière se fera comme à l'état initial.

Le reboisement au droit des banquettes résiduelles (soit environ 5 ha) s'effectuera par des essences présentes dans les boisements périphériques (préférentiellement feuillues) : chêne, érable, merisier, églantier, prunellier, aubépine.

L'annexe 6 de cet arrêté indique le plan de remise en état.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents ainsi que les déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments y compris des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 2.2.1. PRÉSERVATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

L'exploitant devra prendre connaissance des lois en matière de protection du patrimoine archéologique ainsi que du code du patrimoine, notamment son livre V.
L'exécution du diagnostic archéologique prescrit par l'arrêté préfectoral n° 2015/220 du 3 juillet 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014/479 du 4 décembre 2014 relatif à l'accomplissement de prescriptions archéologiques préalables, est un préalable à l'exploitation de la carrière.
Toute découverte archéologique fortuite devra être immédiatement signalée par téléphone au service régional d'archéologie.
L'exploitant est tenu d'informer les services administratifs concernés 6 mois au moins avant le début des travaux, et ce pour chacune des phases d'exploitation (décret n°2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matières d'archéologie préventive).

ARTICLE 2.2.2. DÉCLARATION DU DÉBUT D'EXPLOITATION

Préalablement à l'exploitation proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation, après avoir satisfait aux prescriptions de l'article 2.2.1 du présent arrêté.

ARTICLE 2.2.3. BORNAGE ET PANNEAUX

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert, de placer :
- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

CHAPITRE 2.3 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 2.3.1. DÉCAPAGE

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation : les ensembles végétaux existants en périphérie du site d'extraction (bande de 10 m et au-delà), en particulier les haies, seront conservés afin de servir de mesure écologique dans le cadre de la remise en état du site.
Les travaux de découverte seront effectués à l'aide d'un pousseur, d'un chargeur ou d'une pelle mécanique. Les découvertes seront effectuées au fur et à mesure de l'exploitation avec un décapage sélectif de la terre végétale et des terres stériles distinguant :

- d'une part l'horizon superficiel de sol de 0,30 m d'épaisseur environ constituant la terre végétale sous la prairie. Cette terre sera provisoirement mise en place en cordon sur le pourtour de l'exploitation et sur une hauteur de l'ordre de 1,30 m pour lui conserver sa valeur humifère. Elle sera ensuite remise en place sur le fond et les talus de la carrière au fur et à mesure de l'avancement des extractions ;
- d'autre part, le mètre suivant des terres constituant les matériaux stériles recouvrant le gisement exploitable. Elles seront également entreposées sous forme de merlons géotechniquement stabilisés sur le carreau de la carrière. Elles seront réutilisées pour la remise en état du site.

ARTICLE 2.3.2. PHASAGE

L'exploitation du site est prévue pour une durée de 20 années à compter de la notification du présent arrêté, en 4 phases successives d'extraction de 5 ans.
Le phasage d'exploitation défini dans le dossier de demande d'autorisation est scrupuleusement respecté.
L'annexe 5 du présent arrêté indique les différentes phases d'exploitation.

ARTICLE 2.3.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Les horaires d'exploitation sont de 5 h à 19 h (jusqu'à 21 h en période de forte activité) du lundi au vendredi et de 5 h à 12 h le samedi.
Les tirs de mines se déroulent en semaine exclusivement entre 8 h et 16 h (du lundi au vendredi).

ARTICLE 2.3.4. LIMITES DE L'EXCAVATION

Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert seront tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Un plan d'échelle adapté à la superficie est établi sur lequel est reporté :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords sur la fouille ;
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;
- les zones de remise en état.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an, après la période d'exploitation.

ARTICLE 2.3.5. ÉPAISSEUR D'EXTRACTION

La profondeur maximale d'extraction est fixée à 50 mètres. La cote minimale NGF correspondante est de 176 m NGF pour le profil AB, 177 NGF pour le profil CD et 180 NGF pour le profil EF.
Toute extraction en dessous du niveau des berges du ruisseau du Magne est interdite.

Toutes les indications précitées sont indiquées dans le plan de l'annexe 7 de cet arrêté où les profils sont tracés.

ARTICLE 2.3.6. MODALITÉS D'EXTRACTION

L'extraction est réalisée par abattage à l'explosif et au moyen d'engins mécaniques. Elle est menée par gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres et par palier d'une largeur supérieure à 7 mètres.
Au vu des volumes prévus à extraire sur une période de 20 ans, deux tirs de mines en moyenne par semaine sont suffisants pour effectuer l'extraction.

Article 2.3.6.1. Tirs de mines

Les explosifs déjà préparés sont amenés par l'entreprise spécialisée disposant d'une autorisation préfectorale. Les forages et les tirs de mine sont réalisés par MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA).

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public. Une procédure définit notamment les consignes de sécurité à respecter, les conditions de surveillance du site et les conditions d'avertissement des tiers présents dans le périmètre de l'exploitation avant mise à feu.

Les tirs de mines, qui ont lieu uniquement les jours ouvrables (défini dans l'article 2.3.3), sont réalisés par les boutefeux de l'exploitant qui possèdent une certification de préposé au tir ou par une société spécialisée. Celle-ci assure l'approvisionnement, la préparation, ainsi que l'éventuelle évacuation des explosifs excédentaires.

Les plans de tirs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

ARTICLE 2.3.7. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté, ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable du préfet du département des Ardennes.

ARTICLE 2.3.8. STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES ET DES TERRES NON POLLUÉES

Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées qui résultent de l'activité, sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, établit un plan de gestion et topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

CHAPITRE 2.4 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que les produits absorbants.

CHAPITRE 2.5 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.5.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

ARTICLE 2.5.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant seront aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...).

CHAPITRE 2.6 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.
Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, ...), et convenablement nettoyées ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions tel que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Le site dispose d'une installation visant à laver les roues des véhicules sortant de l'établissement.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Pour limiter l'envol des poussières lié aux passages des engins, les pistes sont arrosées si nécessaire.
Un contrôle de l'empoussiérage est à réaliser au minimum tous les ans. La campagne de mesure devra être conduite pendant les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation en période sèche.

L'annexe 2 du présent arrêté indique le plan de localisation des plaquettes de poussière.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Caractéristique	Prélèvement maximal autorisé		
			Consommation annuelle en m³/an	Débit horaire en m³/h	Débit journalier en m³/j
Eau de surface	Aire de lavage centrale de grave traitée décrotteur	Ruisseau de la Magne Code hydrologique : B 4670300	36 000	38 soit 10,5 l/s	380 (260 j travaillés pour 10 h de pompage pointe maxi)

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAU

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.
Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Un relevé journalier des prélèvements d'eau par l'intermédiaire d'un compteur est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les valeurs maximales de prélèvement sont indiquées dans le tableau de l'article 4.1.1.

L'installation garantit que le prélèvement ne peut pas avoir lieu en dessous du débit réservé du ruisseau de la Magne pour une valeur de 52 l/s (soit 187,2 m3/h). Dans ce contexte, l'exploitant informe aussitôt l'inspection des installations classées et le service de la police de l'eau, de cet arrêt de prélèvement.

Afin de préserver le débit réserve sur le ruisseau de Magne, l'exploitant proposera sous un mois, au service de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées, des travaux permettant de garantir la préservation du débit de 52 l/s. Dès validation d'une des propositions d'aménagement, la réalisation des travaux sera effectuée dans un délai de 4 mois.

Afin de diminuer les prélèvements d'eau dans la Magne, l'exploitant agrandira de 50 m3 sous 3 mois son bassin de récupération des eaux de lavage et mettra en place un système de recyclage permettant une économie de prélèvement de l'eau dans le ruisseau du Magne de l'ordre de 20 %.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.3.1. Dispositif de disconnexion ou système équivalent

Le réseau d'eau potable est présent sur le site et est utilisé pour les besoins sanitaires uniquement. Pour le raccordement au réseau d'eau potable, un disconnecteur ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sera installé afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

ARTICLE 4.1.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

Le débit réservé du cours d'eau est de 52 l/s au lieu du prélèvement. A cette valeur, l'installation garantit qu'aucun prélèvement ne pourra avoir lieu. La pompe en place a un débit de 38 m^3/h soit 10,55 l/s, le pompage fonctionnera par intermittence pour un débit du cours d'eau oscillant de 62 à 53 l/s, ce qui constitue la plage d'alerte et de vigilance.
En dessous du débit réservé, la conception de l'installation empêchera tout pompage, l'exploitant avertira aussitôt l'inspection des installations classées et le service en charge de la police de l'eau.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.
A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre les risques spécifiques

Le stockage de liquides inflammables ou huiles doit être sur rétentions étanches et spécifiques, à l'abri des eaux pluviales.
Les tranchées de collecte seront imperméabilisées et remplies de calcaire.
En cas de crue du ruisseau de Magne, l'exploitant met en place une procédure d'évacuation et une organisation du travail adapté à une période de crue.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Nature de l'effluent	Provenance / Installations raccordées	Observation
Eaux pluviales	Sur le carreau de la carrière	Collectées par fossé et dirigées dans un bassin de décantation
Eaux pluviales	voirie / parking / aire de dépotage / toiture	Après traitement (déshuileur, débourbeur), point de rejet à contrôler 1 fois par mois et 2 fois par mois en période hivernale
Eaux domestiques	sanitaire, douche, cantine...	Travaux à proposer, à faire valider et contrôler par le SPANC (assainissement non collectif, compétence communauté de communes)

Le rejet des eaux sanitaires, des eaux de lavage des engins et des eaux d'égouttage de la plate-forme de rempotage des engins doivent être séparées, notamment les eaux sanitaires et les autres eaux. Une visite a été effectuée par le technicien du SPANC qui conclut à un assainissement non conforme. Notamment, son rapport indique une fosse trop petite et l'absence d'un ouvrage de traitement.
L'exploitant est tenu de mettre en conformité l'installation de traitement des eaux domestiques en lien avec le SPANC. Dès réalisation, la nouvelle installation fait l'objet d'un contrôle de conformité par ce dernier. Une copie du rapport du SPANC est transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.
La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.
Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.
Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant, si besoin, l'exploitation de la carrière.

Article 4.3.3.1. Aménagement

4.3.3.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).
Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.3.1.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.3.2. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 4.3.4. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Valeur limite en mg/l	Méthode de mesure	Fréquence
pH	Entre 5,5 et 8,5	Norme en vigueur	Mensuelle (si pas de rejet, prévenir l'inspection)
Potentiel Rédox	Suivi de l'évolution		
Température	< 30°C		
Conductivité	Suivi de l'évolution		
As	0,05		Mensuelle (si pas de rejet, prévenir l'inspection)
HCT	5		
MES	30		
DCO	125		
Couleur	100 mg pt/1		
DBO5	30		

Des mesures amont et aval seront effectuées dans le milieu récepteur au moins 1 fois par mois (sauf si pas de rejet).

Article 4.3.4.1. État « zéro »

L'exploitant réalisera des mesures dans le milieu tel que défini à l'article 4.3.1 et 4.3.4 ci-avant. Ces résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les analyses.

ARTICLE 4.3.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu d'effectuer sous 4 mois une étude hydrogéologique qui devra définir si une surveillance des eaux souterraines est pertinente. Si tel est le cas, elle fixe les moyens à mettre en place pour surveiller la qualité des eaux souterraines (emplacement et géométrie des piézomètres, liste des substances à surveiller, fréquence des analyses). Dans cette optique, le réseau de surveillance des eaux souterraines devra être réalisé et opérationnel sous 8 mois.

Une copie de cette étude est transmise et envoyée à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.6. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.
Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées et l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées).
Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R 541-45 du code de l'environnement.
Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchet	Code déchet [1]	Nature du déchet	Origine	Quantité annuelle maximale produite	Niveau de gestion
Déchet dangereux	13 01 00*	Huiles de vidange	Engins de chantier	2500 litres	Élimination ou recyclage
Déchet dangereux	13 02 00*	Huiles hydrauliques	Engins de chantier	500 litres	Élimination ou recyclage
Déchet non dangereux	13 05 01	Boues de décantation	Bassin de décantation	10 m3	Traitement physico-chimique ou élimination
Déchet non dangereux	01 01 02 01 04 99	Déchets et résidus métalliques	Pièces d'usure d'engins et résidus métalliques divers	3 à 5 m3	recyclage
Déchet non dangereux	16 01 03	Pneumatiques usagés	Engins de chantier	1,5 t	recyclage
Déchet non dangereux	19 12 04	Bandes transporteuses	Installation de traitement	2 à 3 t	recyclage
Déchet non dangereux	20 01 01 20 01 02 20 01 03 20 01 03 20 01 04 20 01 05 20 01 07 20 01 08	Déchets assimilés aux déchets ménagers	Restes de repas, emballage divers	500 kg	Élimination des ordures ménagères ou valorisation
Déchet non dangereux	20 03 04	Eaux usées	Sanitaires et douches	40 m3	Entreprise agréée

Remarque[1] : l'astérisque signifie que le déchet est dangereux

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.
Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, haut-parleur ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. LES ZONES D'ÉMERGENCE

Le niveau d'émergence en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 6.2.1.1. Définition des zones d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'établissement est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.
Les zones à émergence réglementée sont constituées :

- de l'intérieur des immeubles existant à la date du présent arrêté préfectoral, habités ou occupés par des tiers et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- des zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté préfectoral ;
- de l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté préfectoral dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	**6 dB(A)**	**4 dB(A)**
Supérieur à 45 dB(A)	**5 dB(A)**	**3 dB(A)**

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté et ensuite tous les ans.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulaires pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les monuments et les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine.
Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions.
Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié à chaque tir.
En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

CHAPITRE 6.4 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 6.4.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre aux installations.

CHAPITRE 6.5 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 6.5.1. EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

L'exploitation visée par le présent arrêté est soumise aux lois et règlements qui la concernent.

ARTICLE 6.5.2. ACCESSIBILITÉ

L'accès à la carrière est contrôlé. Ce dernier est condamné par un portail fermé à clé en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

ARTICLE 6.5.3. CLÔTURE

L'accès à l'ensemble du périmètre en exploitation, est interdit par une clôture efficace ou un dispositif équivalent.

ARTICLE 6.5.4. SIGNALISATION

Le danger sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées à des intervalles n'excédant pas 200 mètres. Des panneaux « chantier interdit au public » seront mis en place sur les voies d'accès.

ARTICLE 6.5.5. COMMUNICATION

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

ARTICLE 6.5.6. SÉCURITÉ

En dehors de la présence de personnel, les installations seront neutralisées et leur accessibilité interdite. Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement seront disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel. Il sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

TITRE 7 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 7.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE RÉALISÉ PAR L'EXPLOITANT

ARTICLE 7.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

CHAPITRE 7.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 7.2.1. NORMES EN VIGUEUR

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur lorsqu'elle existe.

ARTICLE 7.2.2. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 7.2.2.1. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les retombées de poussières tous les ans. La campagne est réalisée durant une période représentative et pendant l'exploitation conformément aux dispositions prévues par l'article 3.1.5 ci-avant.
L'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées d'un plan indiquant l'emplacement exact des stations de mesures (annexe 2).

ARTICLE 7.2.3. SURVEILLANCE DES EAUX ET DES EFFLUENTS AQUEUX GÉNÉRÉS

Article 7.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance des eaux pluviales et d'exhaure en continu avec enregistreur
Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre (en lien avec l'article 4.3.4 du présent arrêté) :

Point de prélèvement	Surveillance		Observation
	Paramètres	Périodicité de la mesure	
Sortie du fossé de rejet	**pH, Potentiel Rédox, Température, Conductivité,** *As, HCT, MES, DCO et DBO5*	1 fois par mois sur les tous les paramètres et 1 fois an sur l'ensemble des paramètres par un laboratoire agréé.	A réaliser pendant des périodes représentatives

ARTICLE 7.2.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 7.2.4.1. Fréquences et modalités de l'auto-surveillance des eaux souterraines
L'exploitant est tenu d'effectuer sous 4 mois une étude hydrogéologique qui permettra de déterminer ou non l'emplacement des futurs piézomètres dont la mise en place est effective sous 4 mois dès le rendu de cette étude. Une copie sera envoyée à l'inspection des installations classées.

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre (en lien avec l'article 4.3.5 du présent arrêté), si l'installation des piézomètres est confirmé par l'étude hydrogéologique :

Point de prélèvement	Surveillance	Point de prélèvement		Surveillance
		Périodicité de la mesure	Sur les	
Sur tous les Piézomètres du site	pH, Potentiel Rédox, Température, Conductivité, As, Cu, Zn, HCT, MES, DCO	tous les 6 mois (hautes et basses eaux)	Les Piézomètres (ScA, Sc2 et Sc1) du site	tous les 6 mois (hautes et basses eaux)

ARTICLE 7.2.5. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 7.2.5.1. Mesures périodiques
Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée.
Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté (faisant état notamment des divers points de mesures répertoriés), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Une mesure des vibrations sera effectuée à chaque tir de mine.

CHAPITRE 7.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 7.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 7.2 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 7.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE

En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 7.2 du présent arrêté sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. L'ensemble des analyses est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 7.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en particulier lorsque la surveillance environnementale fait apparaître une dérive de l'état initial de l'environnement. Il devra être constitué des résultats et de l'interprétation de ceux-ci par l'exploitant, qui, le cas échéant, devra proposer des mesures de gestion complémentaires visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages futurs.

ARTICLE 7.4.2. RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES À EFFECTUER ET DES ETUDES OU TRAVAUX A REALISER

L'exploitant doit réaliser les contrôles périodiques suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
4.1.2	Pour garantir le débit réservé sur le ruisseau du Magne, étude d'aménagement à proposer à la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.	Étude d'aménagement permettant de garantir le débit réservé sous 1 mois, dès validation de la proposition sous 4 mois construction de l'aménagement.
4.1.2	Agrandissement du bassin de récupération des eaux de lavage et mise en place d'un système de recyclage de l'eau permettant une diminution du prélèvement de l'eau dans le ruisseau du Magne de l'ordre de 20 %	Sous 3 mois, réalisation des travaux.
4.3.1	Les rejets concernant les eaux pluviales et d'exhaures	Selon périodicités définies par l'article 4.3.4
3.1.5	Contrôle des retombées de poussières	Tous les ans
6.2.2.2	Les niveaux sonores	Dans les 6 mois, plus tous les ans
4.3.5	Les eaux souterraines	Etude hydrogéologique à faire sous 4 mois.

ARTICLE 7.4.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.3	Acte de cautionnement dès notification	Dès notification de l'arrêté
1.5.4	Attestation de constitution de garanties financières	6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de l'indice TP01 base 2010
1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
7.4.1	Bilan et rapport annuel sur l'état environnemental	Annuel

TITRE 8 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-EXÉCUTION ET PUBLICITÉ-

CHAPITRE 8.1 DELAIS ET VOIES DE RECOURS - SANCTIONS

ARTICLE 8.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'art. R. 514-3-1. du code de l'environnement et sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, du même code, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 dudit code, peuvent être déférées à la juridiction administrative de Chalons en Champagne:

— par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

— par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 8.1.2 SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer au présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à la section 2 du chapitre 1, titre VII, livre 1er de la partie législative du code de l'environnement susvisé.

CHAPITRE 8.2 EXECUTION ET PUBLICITE

ARTICLE 8.2.1 :PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies de Douzy et Francheval pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture des Ardennes pour une durée identique.

Les maires de Douzy et Francheval feront connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture des Ardennes, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA).

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir Bazeilles, Brevilly, Daigny, Givonne, la Moncelle, Mairy, Pouru-aux-Bois, Pouru-Saint-Remy, Rubécourt-et-Lamécourt et Villers-Cernay dans le département des Ardennes.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication, sous forme d'avis, dans deux journaux locaux, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant. Faute de se conformer à l'obligation de publicité, il pourra être procédé à la consignation correspondant au montant de l'annonce légale.

ARTICLE 8.2.2 EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société MATERIAUX CONCASSES ARDENNAIS (MCA) et dont copie sera transmise, pour information, aux maires de Douzy et Francheval.

Fait à Charleville-Mézières, le 21 octobre 2015

Le préfet, Pour le préfet,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète du Sedan,

Julia CAPEL-DUNN

GLOSSAIRE

Élément chimique	Signification	Élément chimique	Signification	Élément chimique	Signification
As	Arsenic	DCO	Demande Chimique en Oxygène	DBO_5	Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours
HCT	Hydrocarbures totaux	O_2	Dioxygène	T°C	Température

Abréviations	Définition
AM	Arrêté Ministériel
CE	Code de l'Environnement
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
PEDMA	Plan d'Elimination des déchets ménagers et assimilés
PLU	Plan Local d'Urbanisme
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PREDD	Plan régional d'élimination des déchets dangereux
PREDIS	Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux
PRQA	Plan régional pour la qualité de l'air
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDC	Schéma des carrières
SID PC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
TPO1	Indice d'actualisation des prix correspondant à une catégorie de travaux publics (gros œuvre)
ZER	Zone à Émergence Réglementée

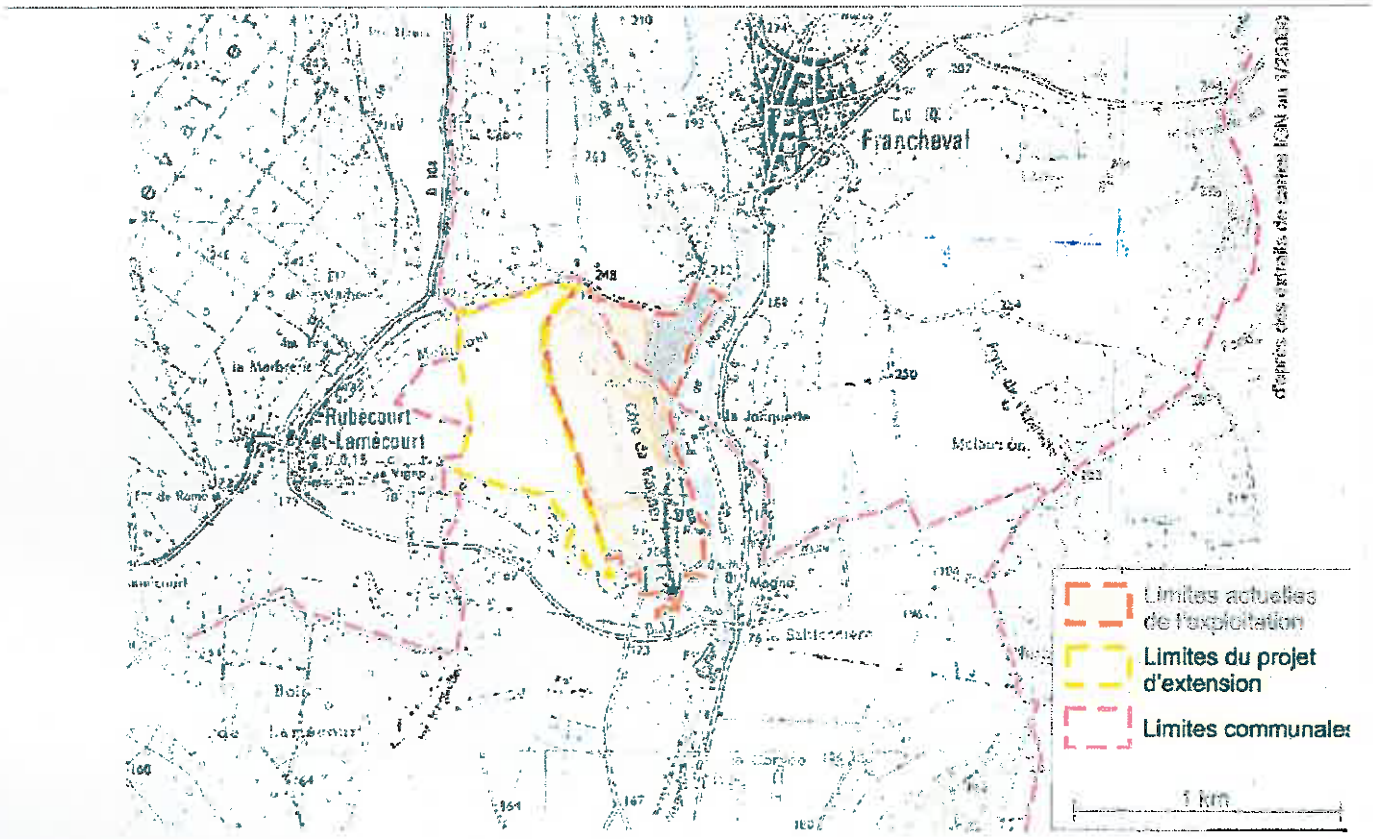
ANNEXES

Les annexes de ce présent arrêté comprennent :

- ANNEXE 1 : le plan de situation de l'établissement
- ANNEXE 2 : le plan de localisation de l'emplacement des plaquettes de retombées de poussières
- ANNEXE 3 : le plan de localisation des points de rejets des émissions aqueuses
- ANNEXE 4 : le plan de localisation des points de mesures relatifs aux analyses des nuisances sonores
- ANNEXE 5 : le plan des différentes phases d'exploitation
- ANNEXE 6 : le plan de remise en état
- ANNEXE 7 : le plan de profils fixant les cotes minimales d'extraction

ANNEXE 1 :

Le plan de situation de l'établissement



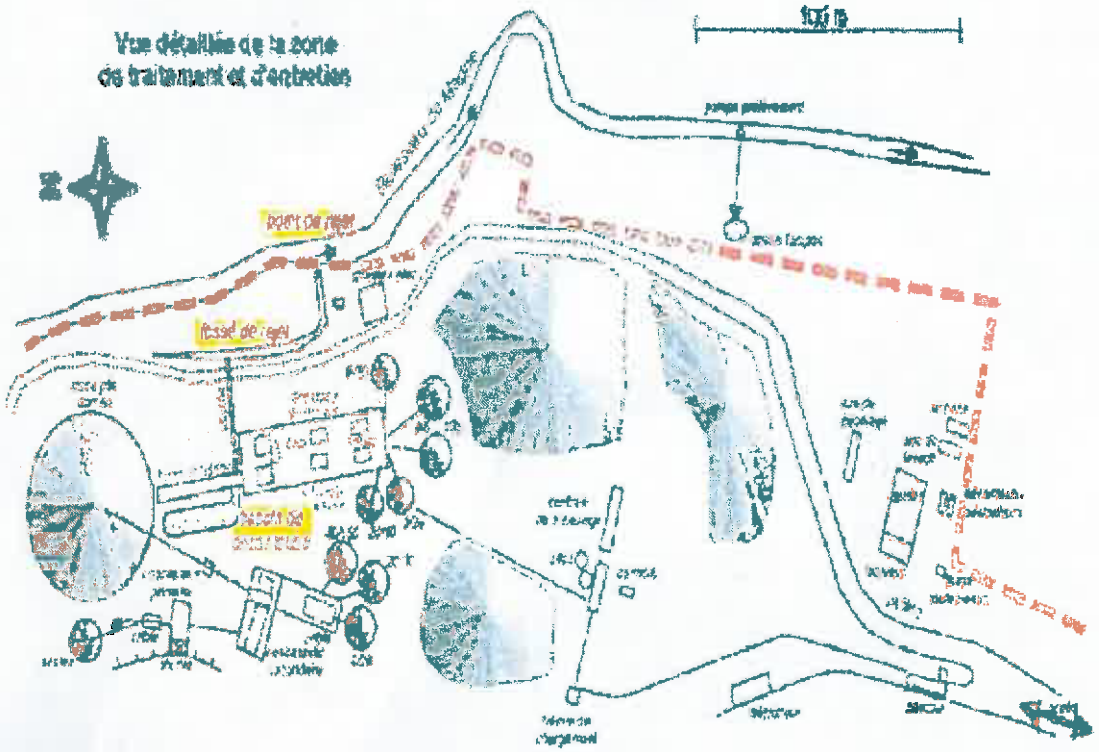
ANNEXE 2 :

Le plan de localisation de l'emplacement des plaquettes de retombées de poussières



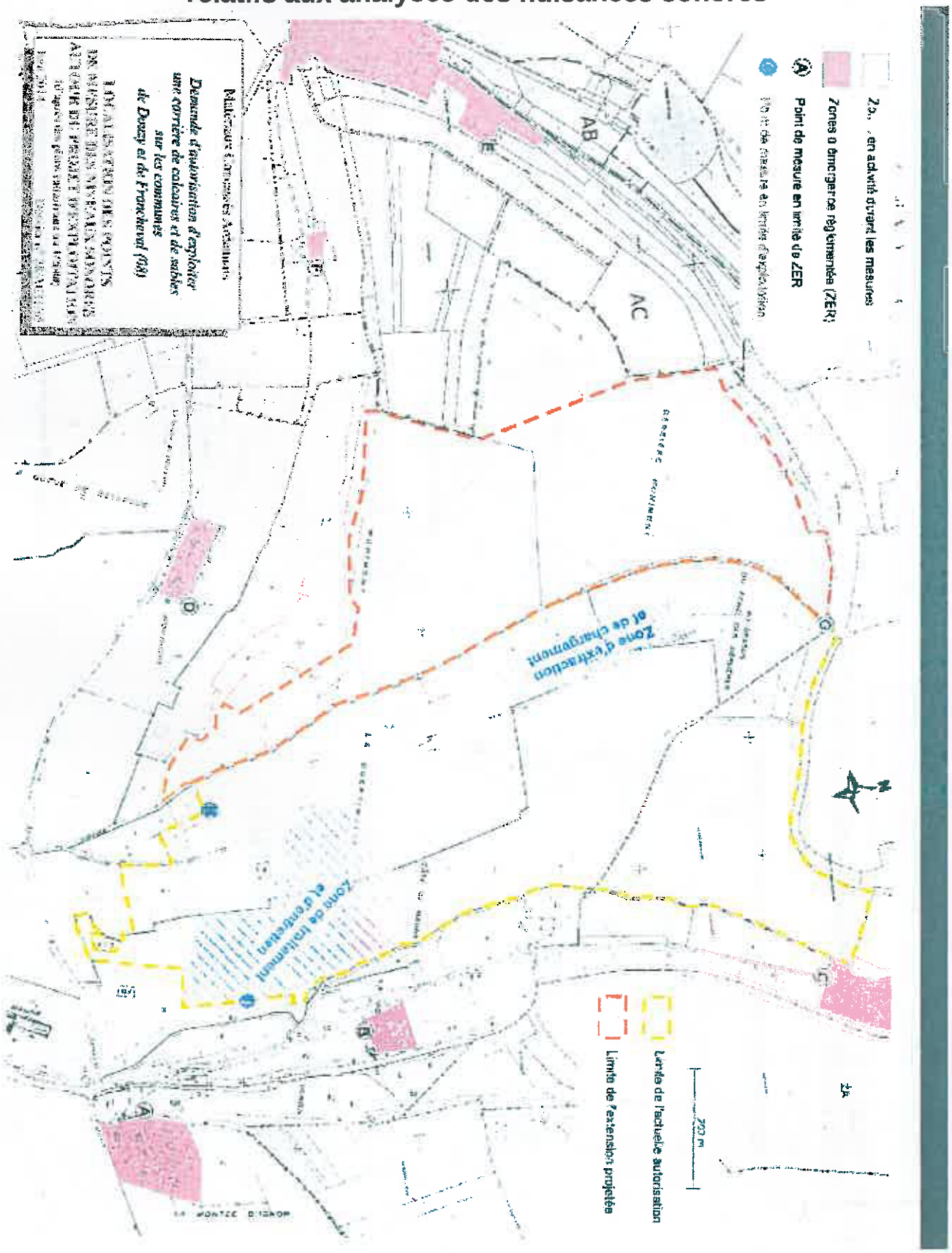
ANNEXE 3 :

Le plan de localisation des points de rejets des émissions aqueuses



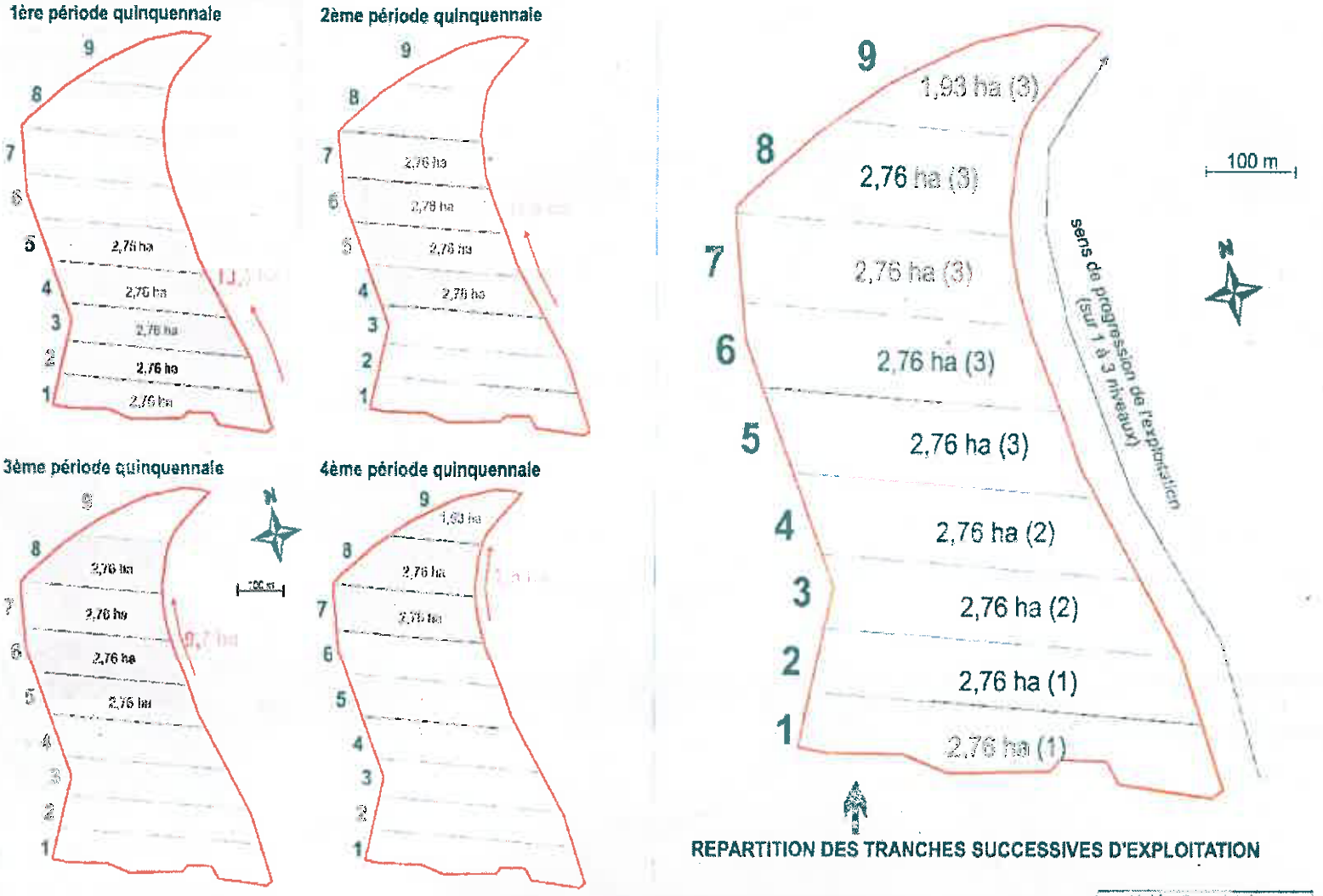
ANNEXE 4 :

Le plan de localisation des points de mesures relatifs aux analyses des nuisances sonores



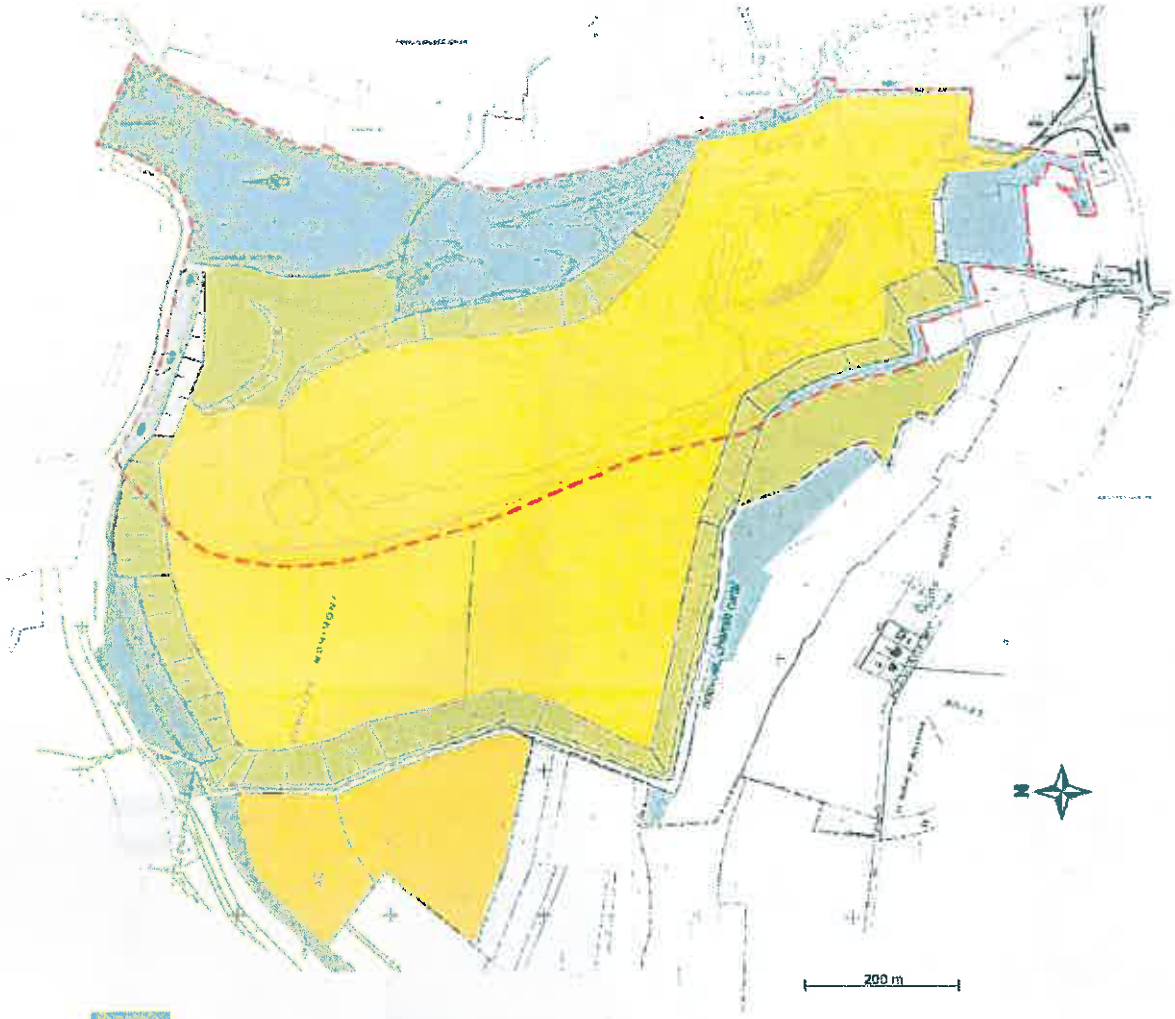
ANNEXE 5 :

Plan des différentes phase d'exploitation



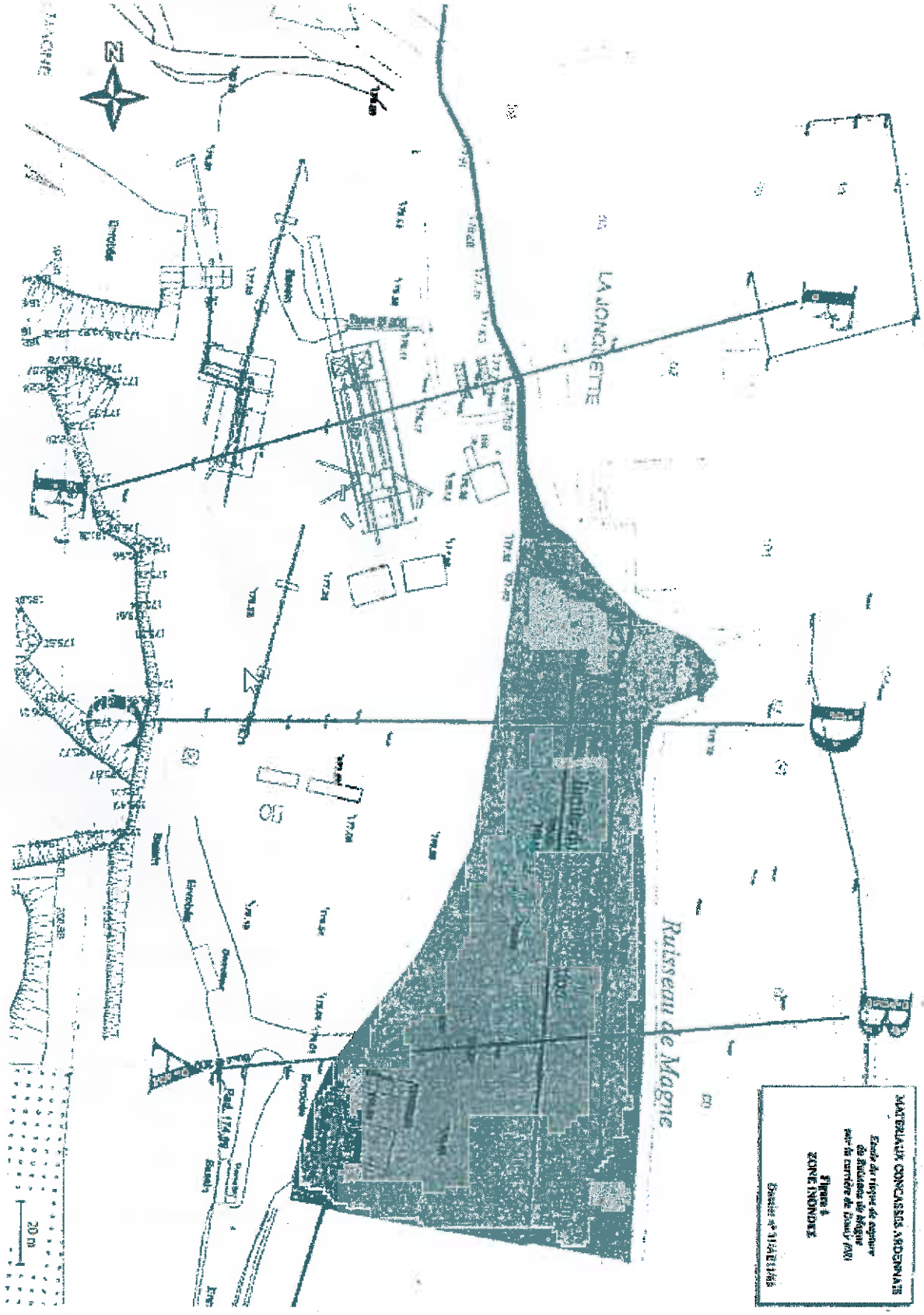
ANNEXE 6 :

Le plan de remise en état



ANNEXE 7 :

Le plan de profils fixant les cotes minimales d'extraction



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ARDENNES

direction de la coordination et de l'appui aux territoires

direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire
concernant la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA)
concernant l'exploitation d'une carrière
située sur le territoire des communes de Douzy (08140) et Francheval (08140)

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1 et R.181-45 ;

VU le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° I-4969 du 21 octobre 2015, délivré à l'entreprise Matériaux Concassés Ardennais pour exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable, sur le territoire des communes de Douzy et Francheval aux lieux-dits « Mohimont », « derrière Mohimont », « la Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon » pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-66 du 2 février 2018 portant délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

VU la plainte envoyée à M. le Préfet des Ardennes, le 26 avril 2017, indiquant que les camions sortant de la carrière de l'entreprise Matériaux Concassés Ardennais entraînent du sable, de la boue et de la poussière devant les entrées des immeubles, sur les murs de façade et sur les végétaux de leurs propriétés ;

VU la visite d'inspection réalisée le 2 juin 2017 par l'inspection des installations classées sur la carrière précitée ;

VU le rapport du 14 décembre 2017 de l'inspection des installations classées référencé Sai-FrK/JoL-n°17/444 établi à l'issue de la visite d'inspection du 2 juin 2017 ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté le 30 janvier 2018, à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations formulées par l'exploitant par courriel le 12 février 2018 ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites des Ardennes, formation spécialisée "carrière", lors de la séance du 20 février 2018 au cours de laquelle l'exploitant a été entendu ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté le 02 mars 2018 à la connaissance du demandeur et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que le site est soumis à la législation relative aux installations classées pour le protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la société Matériaux Concassées Ardennais est autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Douzy et de Francheval selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°I-4969 du 21 octobre 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise Matériaux Concassées Ardennais ne prend pas toutes les précautions en matière de transport de ses matériaux et que les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ou de boue sur les voies de circulation publique et notamment sur la RD4 ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 précité indique : *« l'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que le besoin, des dispositions plus contraignantes que celle prescrites ci-après » ;*

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il convient de prescrire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnées à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

L'entreprise Matériaux Concassés Ardennais, société en nom collectif (SNC), inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 319 292 751 00033, et dont le siège social est situé rue François Urano à Warcq (08000), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté sur le site de Douzy (08140) et Francheval (08140) sur les parcelles dûment autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 octobre 2015, selon les délais prévus dans le présent arrêté.

Article 2 : Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement....), et convenablement nettoyées ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par toute autre dispositif équivalent.

Le site dispose d'une installation visant à laver les roues des véhicules sortant de l'établissement.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

Articles 6 : Publicité

Un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies de Douzy et Francheval et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Douzy et Francheval pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des villes de Douzy et Francheval feront connaître par procès verbaux, adressés à la préfecture des Ardennes, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté sera publiée, pendant au moins un mois, sur le site internet de la Préfecture des Ardennes.

Articles 7 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture des Ardennes et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Matériaux Concassés Ardennais et dont copie sera adressée pour information aux maires de Douzy (08140) et de Francheval (08140).

Charleville-Mézières, le 23 MARS 2018

le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Frédéric CLOWEZ

PRÉFET
DES ARDENNES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'aménagement de l'environnement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023-092 relatif aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable exploitée par la Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) située sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08140)

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et en particulier les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° I-4969 du 21 octobre 2015, délivré à la Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) pour exploiter une carrière aux lieux-dits Mohimont, Derrière Mohimont, La Quertinotte, Cote de Magne, Le Bois Chardon 08140 DOUZY pour une durée de 20 ans ;

Vu le dossier de demande d'enregistrement déposé par la société Matériaux Concassés Ardennais, en date du 28 août 2020, dossier référencé Août 2020 Rapport final n°CARP170345/Enr/V1 - bureau d'étude Anteagroup ;

Vu le courrier préfectoral du 2 octobre 2020, notifiant à la Société Matériaux Concassés Ardennais que son dossier portant sur une demande d'enregistrement déposé le 28 août 2020 doit faire l'objet d'une demande d'examen préalable au cas par cas ;

Vu le dossier portant sur une demande de modification des conditions d'exploitation déposé par la société Matériaux Concassés Ardennais, en date du 19 mai 2021 dossier référencé Rapport n°110432/C – Mai 2021 - bureau d'étude Anteagroup ;

Vu la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (cerfa n° 14734*03) déposé par la Société Matériaux Concassés Ardennais en date du 19 mai 2021 ;

Vu la décision du 6 juillet 2021, relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, stipulant dans son article 2 que le projet de modification des conditions d'exploiter de la carrière implantée à Douzy et Francheval (08140), n'est pas assujetti à une demande d'autorisation ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand-Est ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Grand Est du 20 février 2023, référencé S1-OIL/JoL-n° 23/077 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire porté le 24 février 2023 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations présentées par l'exploitant par courriel du 24 février 2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. les installations exploitées par la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) situées sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08140) relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation compte tenu de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° I-4969 du 21 octobre 2015 susvisé ;
2. les modifications apportées aux conditions d'exploitation et de remise en état du site ont été jugées notables mais ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
3. il convient de modifier les prescriptions applicables au site précité, selon les dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
4. la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21à 32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) – formation carrière compétente ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet.

La société Matériaux Concassés Ardennais (MCA), dont le siège social est situé rue François URANO à Warcq (08000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIRET 319 292 751 00033, est tenue de respecter, pour les installations exploitées leux-dits Mohimont, Derrière Mohimont, la Quertinotte, Cote de Magne, le Bois Chardon à DOUZY (08140), les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau des activités autorisées à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n° I–4969 du 21 octobre 2015 est remplacé comme suit :

Rubrique		Régime[1]	Observations
N°	Intitulé		
2510-1.	Exploitation de carrière	A	Production moyenne = 620 000 t/an Production maximale = 1 000 000 t/an Quantité totale maximale de matériaux à extraire = 16 560 000 t sur 20 ans
2515-1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. a. La puissance installée des installations, étant supérieure à 550 kW.	E	Installation de traitement des matériaux (scalpage, concassage et criblage) et une centrale de graves. La puissance totale installée de l'ensemble des installations étant de 965 kW.
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant ; 1) supérieure à 30 000 m²	E	La somme des surfaces de stockage est de 62 000 m²
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	E	Déchets inertes issus de chantiers de Bâtiment et Travaux Public (BTP) V = 4 200 000 m³

Remarque [1] : les régimes définis sont :

- A = Autorisation - E = Enregistrement

Article 3 : Autorisation de remblaiement

La société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) est autorisée à remblayer la carrière implantée Lieux-dits Mohimont, Derrière Mohimont, La Quertinotte, Cote de Magne, Le Bois Chardon 08140 DOUZY) avec des déchets inertes dans les conditions fixées ci-dessous :

- le rythme annuel moyen de remblaiement est de 500 000 tonnes. La quantité totale autorisée de déchets inertes sur toute la durée de l'autorisation est fixée à 4 200 000 m^3 soit environ 7 140 000 tonnes ;
- les déchets qui seront accueillis seront des déchets inertes visés par l'article 3, et les annexes I et II, ainsi que par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Le remblaiement de la carrière est réalisé dans les conditions fixées dans le dossier de demande du 19 mai 2021, dossier référencé Rapport n°110432/C – Mai 2021 - bureau d'étude Anteagroup susvisé, avec notamment les valeurs définies dans le tableau annexé au présent arrêté, et conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 4 : Conditions d'admission des déchets

La provenance des déchets sera la suivante :

- environ 60 % de déchets en provenance des chantiers du Grand Paris et /ou de chantiers de la Région Parisienne ;
- environ 40 % de déchets en provenance de chantiers locaux (département des Ardennes et départements limitrophes).

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter les déchets dans l'installation. Il s'agit, notamment :

- de vérifier les caractéristiques générales des déchets ;
- de vérifier les caractéristiques spécifiques des déchets. Les déchets :
  - sont dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes,
  - font l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable,
  - ne proviennent pas de sites contaminés,
  - d'enrobés bitumineux (code 17 03 02) font l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante,
- de vérifier les valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes. Les valeurs limités ne pourront pas dépasser les valeurs seuils de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité :
  - d'un facteur 3 (sauf le carbone organique total (COT) sur éluat) sur les essais de lixiviation,
  - d'un facteur 2 pour le COT total.

Le résultat des tests de lixiviation aux déchets accueillis (soit par lot de déchets homogènes, soit par chantier) est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Un registre d'admission contenant les informations suivantes est tenu à jour pour chaque lot de matériaux acceptés sur le site :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe 2 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse du producteur de déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat des contrôles visuels et olfactifs et le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant le motif de refus d'admission ;
- la localisation du stockage des déchets.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de la procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Article 5 : Remise en état

Les activités autorisées à l'article 1.6.8. de l'arrêté préfectoral n° I–4969 du 21 octobre 2015 sont complétées comme suit :

Le stockage des déchets inertes est recouvert et remis en état afin de réaffecter le terrain à un usage agricole. Une fois l'exploitation terminée, l'installation est recouverte d'une couche de terre végétale de 30 cm. La couverture finale est réalisée de façon à être compatible avec l'usage ultérieur prévu et doit permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales.

Article 6 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Afin de s'assurer de l'absence d'impact de l'activité sur les eaux souterraines, un suivi bi-annuel de la nappe est mis en place (période de basses eaux et période de hautes eaux). Ce suivi est assuré sur la base de la pose de trois piézomètres supplémentaires en amont en aval de la zone de stockage de déchets.

Des analyses sur les eaux souterraines sont réalisées avant l'admission de déchets afin de déterminer l'état initial de la nappe.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est prolongée de trois années après les dernières opérations de remise en état.

Article 7 : Montant des garanties financières

Les montants des garanties financières définies à l'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral n° I–4969 du 21 octobre 2015 sont modifiés comme suit :

Le montant des garanties financières est de :

Période	Phase	Montant total TTC actualisé
N6 à N10	2	515 191 €
N11 à N15	3	500 892 €
N16 à N20	4	462 341 €

Article 8 : Envols de poussières

Les prescriptions définies à l'article 3.1.5. de l'arrêté préfectoral n° I-4969 du 21 octobre 2015 sont complétées comme suit :

Les mesures suivantes sont prises pour limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation sont limitées au strict nécessaires et aménagées ;
- les voies de circulation et de stationnement sont maintenues propres ;
- présence d'un système permettant le lavage des roues des camions quittant le site ;
- bâchage des camions ou aspersion des matériaux de fines granulométries avant sortie des camions du site.

Conformément à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des
installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques.

L'exploitant fournit à l'inspection de l'environnement les résultats de mesures de retombées de poussières totales (bilan des résultats, avec les commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures).

Article 9: Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse https://www.telerecours.fr/ :
1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fin de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 11 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera publiée, pendant au moins quatre mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société MCA et dont une copie sera transmise pour information aux maires de Douzy et Francheval.

Charleville-Mézières, le 01 MARS 2023

le préfet,

Alain BUCQUET

Annexe 1 : Critères d'acceptation des déchets

Paramètres	Facteur retenu par rapport à l'annexe II	Valeur limite à respecter (mg/kg)
Arsenic	1	0,5
Baryum	1,5	30
Cadmium	3	0,12
Chrome total	3	1,5
Cuivre	3	6
Mercure	3	0,03
Molybdène	3	1,5
Nickel	2	0,8
Plomb	1	0,5
Antimoine	3	0,18
Sélénium	3	0,3
Zinc	3	12
Chlorure (1)	3	2 400 ou sans limite si FS < 12000
Fluorure	3	30
Sulfate (1)	3	3 000 ou sans limite si FS < 12000
Indice phénol	3	3
COT sur éluât (carbone organique total) (3)	2	500
Fraction soluble (1)	-	2 000 ou sans limite si chlorure < 2 400 ET Sulfate < 3 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.
(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.
(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluât à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluât si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Paramètres	Valeur limite à respecter (mg/kg)
COT (carbone organique total)	60 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.
Pour le Carbone Organique Total dans les déchets secs, un facteur 2 est appliqué dans la mesure où la valeur sur éluat ne peut être augmentée (pas d'impact sur la nappe) - (cf article 6)

PRÉFET
DES ARDENNES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'aménagement de l'environnement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023-308 relatif aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable exploitée par la Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) située sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08140)

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et en particulier les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-359 du 7 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°I/4969 du 21 octobre 2015 complété, délivré à la Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) pour exploiter une carrière aux lieux-dits Mohimont, Derrière Mohimont, La Quertinotte, Cote de Magne, Le Bois Chardon 08140 DOUZY pour une durée de 20 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-092 du 1er mars 2023 relatif aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable exploitée par la Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) située sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08140) ;

Vu le dossier portant sur une demande de modification des conditions d'exploitation déposé par la société Matériaux Concassés Ardennais, en date du 15 mars 2022 et complété le 10 août 2022 ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand-Est ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E1-OIL/JoL-n° 23/21 du 5 juin 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 9 juin 2023 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations présentées par l'exploitant par courriel du 9 juin 2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. les installations exploitées par la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) situées sur le territoire des communes de Douzy et Francheval (08140) relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation compte tenu de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°I/4969 du 21 octobre 2015 complété susvisé ;
2. les modifications apportées aux conditions d'exploitation et de remise en état du site ont été jugées notables mais ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
3. il convient de modifier les prescriptions applicables au site précité, selon les dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
4. la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21à 32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) – formation carrière compétente ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société Matériaux Concassés Ardennais (MCA), dont le siège social est situé rue François Urano à Warcq (08000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIRET 319 292 751 00033, doit respecter, pour les installations qu'elle exploite dont les installations sont implantées lieux-dits Mohimont, Derrière Mohimont, La Quertinotte, Cote de Magne, Le Bois Chardon 08140 Douzy, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Situation de l'établissement
L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°I/4969 du 21 octobre 2015 est complété comme suit :

Les parcelles cadastrales ci-dessous sont rendues exploitables :

Parcelles	Commune	Lieux-dits	Surface exploitable
ZC150pp (ex ZC7pp)	Douzy	Côte de Magne	1 ha 77 a 79 ca
ZC127 (ex 21pp)			10 a 89 ca
ZC128 (ex 21 pp)			29 a 54 ca
ZC156 pp		Chemin dit de Mohimont	16 a 26 ca

Article 3 : Autres limites de l'autorisation
L'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°I/4969 du 21 octobre 2015 est modifié comme suit :

La superficie totale du site s'élève à : 78 ha 33 a 08 ca. **La surface exploitable de la carrière est de 26,4 ha.**

Article 4 : remise en état
L'article 1.6.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°I/4969 du 21 octobre 2015 est complété comme suit :

La remise en état de la zone définie à l'article 2 du présent arrêté se fera par remblaiement à l'aide des terres de décapage issues du site, des stériles de traitement et d'apports de matériaux inertes extérieurs. Les modalités d'accueil, de contrôle préalable ainsi que la qualité des matériaux d'apport acceptés sur cette partie du site devront cependant respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-092 du 1er mars 2023 susvisé.

Article 5 : phasage
L'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°I/4969 du 21 octobre 2015 est modifié comme suit :

Le phasage d'exploitation défini à l'annexe 1 du présent arrêté est scrupuleusement respecté.

Article 6 : Montant des garanties financières
Les montants des garanties financières définies à l'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral n°I/4969 du 21 octobre 2015 sont modifiés comme suit :

Le montant des garanties financières est de :

Périodes	Phases	Montant total TTC actualisé
N6 à N10	2	515 191 €
N11 à N15	3	500 892 €
N16 à N20	4	462 341 €

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse https://www.telerecours.fr/ :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de cet arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8 : Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fin de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 9 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera publiée, pendant au moins quatre mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 10 : Exécution

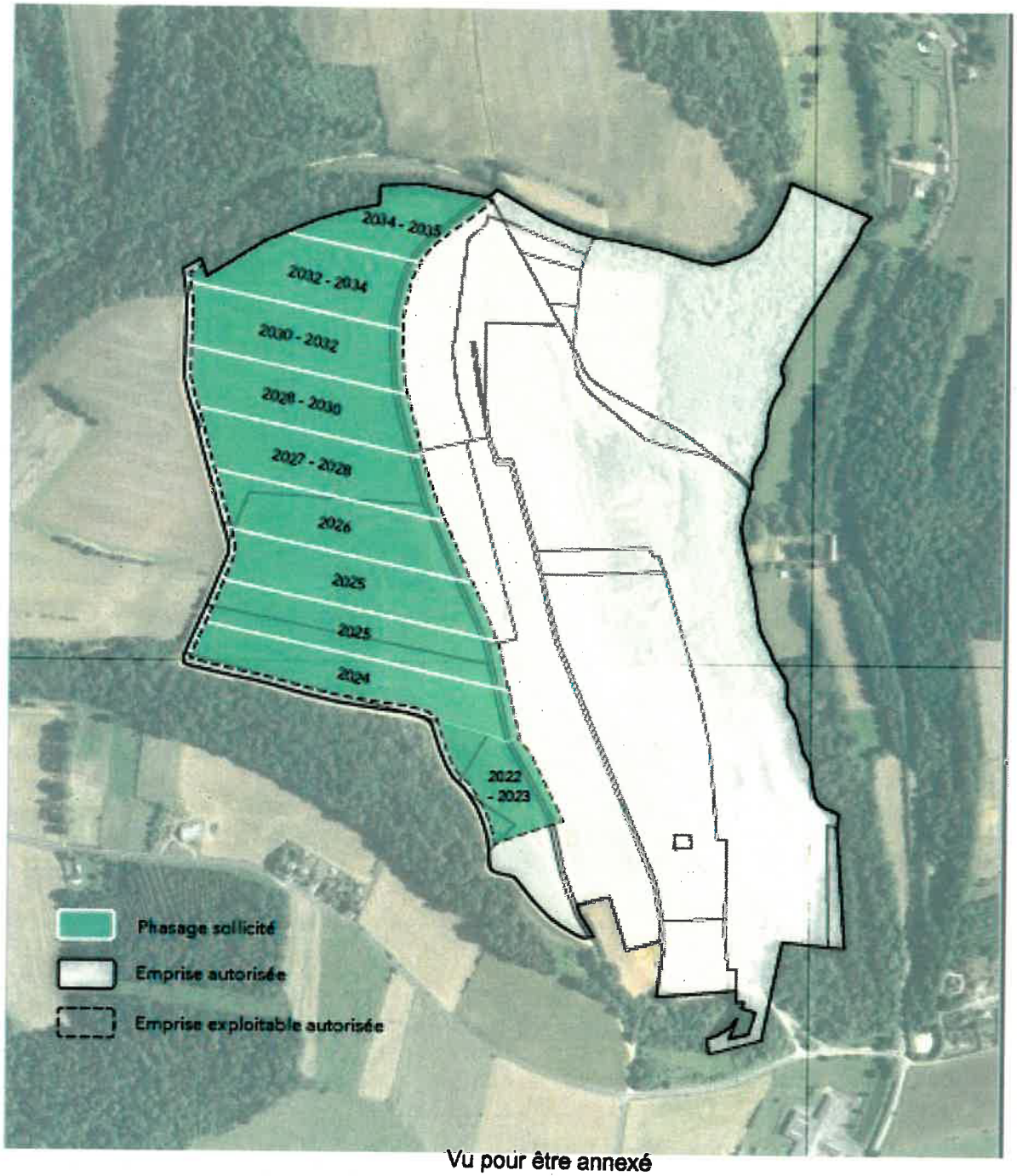
Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) et dont une copie sera transmise pour information au maire de Douzy.

Charleville-Mézières, le 13 JUIN 2023

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Christian VEDELAGO

Annexe 1 : phasage d'exploitation



Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour

Charleville-Mézières, le 13 JUIN 2023

P/Le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Christian VEDELAGO

PRÉFET
DES ARDENNES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination et de l'appui aux territoires
Bureau des procédures environnementales
Affaire suivie par : Virginie CHEVALARIAS
Tel : 03 24 59 68 05
@ : pref-icpe-ae@ardennes.gouv.fr
ref : DCAT/BPE/2025- 818

Charleville-Mézières, le 31 OCT. 2025

lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur le directeur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, sous ce pli, pour notification, une copie de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires applicables à la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) pour les installations exploitées sur le territoire des communes de Douzy et de Francheval.

L'inspection de l'environnement est à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Joël DUBREUIL

Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA)
à l'attention de M. Pascal URANO, directeur
Rue François Urano
08000 Warcq

Copie : Mme la sous-préfète de Sedan

PRÉFET
DES ARDENNES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°2025-744 portant prescriptions complémentaires applicables à la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) pour les installations exploitées sur le territoire des communes de Douzy (08140) et de Francheval (08140)

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et en particulier les articles R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°I-4969 du 21 octobre 2015 autorisant la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable sur le territoire des communes de Douzy et Francheval aux lieux-dits « Mohimont », « Derrière Mohimont », « La Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-092 du 1er mars 2023 concernant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-308 du 13 juin 2023 concernant l'extension du périmètre exploitable de la carrière sur une surface de 02 ha 34 a 46 ca ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est, approuvé par l'arrêté du 24 janvier 2020 ;

Vu le porté à connaissance déposé le 13 février 2024 par la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) relatif à une demande d'accueil de matériaux inertes transfrontaliers ;

Vu l'avis du Conseil régional en date du 4 avril 2024 ;

Vu le schéma régional des carrières de la région Grand Est, approuvé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E1-JoB/JoL-N°25/151, du 17 juillet 2025 ;

Vu la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée, le 17 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 août 2025 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations présentées par l'exploitant par courrier du 28 août 2025 et par courriel du 06 octobre 2025.

Considérant ce qui suit :

1. La Société Matériaux Concassés Ardennais (MCA) a porté à la connaissance du préfet une demande portant sur l'accueil de déchets inertes transfrontaliers pour être utilisés dans le cadre de la remise en état des terrains concernés par l'extension autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023 susvisé ;
2. Initialement, la remise en état de ce secteur était prévue au moyen de terres de décapage issues du site, de stériles de traitement et de déchets inertes extérieurs d'origine locale ;
3. Le projet présenté par l'exploitant ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas au regard de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
4. La modification apportée aux conditions de remise en état de ces terrains est jugée notable mais ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
5. Le vide de fouille à remblayer dans la zone d'extension est de 400 000 m^3, soit 720 000 tonnes de matériaux nécessaires en considérant une densité moyenne de 1,8 ;
   5.1. ce tonnage est inférieur à celui à extraire dans le cadre de l'extension tel qu'annoncé dans le porter à connaissance du 15 mars 2022 et complété le 10 août 2022 (800 000 tonnes),
   5.2. le remblaiement du vide de fouille est bien à considérer comme une remise en état des terrains exploités et non comme une installation de stockage de déchets inertes ;
6. Les déchets utilisés pour remblayer la zone font l'objet d'un tri préalable pour retirer les matériaux pouvant être destinés à du réemploi ou du recyclage et les déchets résiduels sont en grande majorité des terres et cailloux (17 05 04), les objectifs de réemploi et recyclage sont respectés ;
7. Le remblaiement d'une carrière par des déchets inertes constitue une opération de valorisation desdits déchets ;

8. Il existe des filières de recyclage et valorisation pour les déchets inertes autres que les terres et cailloux mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 ;
9. Ces filières apparaissent avant la valorisation par remblais en carrière dans la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie à l'article L. 541-1 du Code l'environnement ;
10. Il convient donc de limiter l'admission de déchets inertes aux terres et cailloux et terres et pierres relevant respectivement des codes 17 05 04 et 20 02 02 de la nomenclature des déchets ;
11. Le transport des déchets doit être organisé de manière à le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité, conformément à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
12. Le SRADDET est construit sur les principes de proximité, d'autosuffisance et d'échanges équilibrés avec les autres régions et territoires ;
13. Le solde entre les importations et les exportations de déchets inertes entre la région Grand-Est et les pays limitrophes est excédentaire de plus de 3 millions de tonnes/an. Le projet présenté par l'exploitant peut accentuer le déséquilibre des échanges transfrontaliers de matériaux déjà existant. Il parait donc nécessaire d'imposer des prescriptions visant à limiter l'augmentation de ce déséquilibre en :
    - 13.1. limitant les apports en déchets inertes étrangers dans le cadre de la remise en état des terrains concernés (remblaiement de la zone d'extension),
    - 13.2. limitant les admissions de déchets inertes provenant de l'étranger à 40 % des admissions totales de déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la zone d'extension (soit un maximum de 57 600 t/an de déchets étrangers sous réserve de recevoir 92 400t/an de déchets non étrangers) permettra de limiter l'augmentation du déséquilibre des échanges transfrontaliers ;
    - 13.3. s'assurant que les flux de déchets inertes étrangers nécessaires à la remise en état des terrains concernés soient associés à un contre flux équivalent de granulats ;
14. Les déchets inertes sont des matériaux pondéreux dont le transport génère des émissions de gaz à effet de serre. Le principe de proximité pour cette typologie de déchets est associé au bassin de vie local de l'installation. Le SRADDET Grand-Est mentionne 30 minutes soit 30 à 50 km. Le principe du double fret permet d'élargir cette zone de chalandise ;
15. En l'absence de double fret, la zone de chalandise doit donc être limitée à 50 km autour du site ;
16. Le double fret ne consiste pas nécessairement en des opérations chantier à chantier ;
17. Sur justificatif de double fret, la zone de chalandise peut être élargie à l'ensemble du département des Ardennes aux et aux départements limitrophes. L'origine des déchets transfrontaliers qui peuvent être réceptionnés sur site est constituée par :
    - 17.1. les bassins économiques de Namur, Liège et Charleroi en Wallonie pour la Belgique,
    - 17.2. la province du Brabant wallon n'est pas concernée par les bassins économiques sollicités,

17.3. le périmètre de la Wallonie, hors province du Brabant wallon et hors périmètres situés à l'ouest de l'axe Mons / Soignies dans la province du Hainaut apparaît suffisant pour que l'exploitant dispose d'un gisement de déchets suffisants tout en limitant la distance entre le lieu d'origine des déchets et leur lieu de valorisation via remblaiement de la carrière,

17.4. le Luxembourg dont le point le plus éloigné du pays étant situé à 110 km de la carrière ;

18. L'admission des déchets pour les opérations de remblayage n'étant pas limitée aux déchets inertes définis à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, il apparaît nécessaire de renforcer la surveillance des eaux souterraines ;

19. Néanmoins, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entrainer des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3, L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, afin de préserver ces intérêts et permettre l'accueil de déchets inertes transfrontaliers pour la remise en état des terrains concernés par l'extension précédemment autorisée ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1er : objet

La société Matériaux Concassés Ardennais (MCA), dont le siège social est situé rue François Urano à Warcq (08000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIREN 319 292 751, doit respecter, pour les installations qu'elle exploite aux lieux-dits « Mohimont », « Derrière Mohimont », « La Quertinotte », « Cote de Magne » et « Le Bois Chardon » sur les territoires des communes de Douzy et de Francheval (08140), les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 : remise en état et conditions d'admission des déchets

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La remise en état de la zone définie à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023 se fait par remblaiement à l'aide :

- des terres de décapage issues du site, et notamment celles provenant de l'extension de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023,
- des stériles de traitement issus du site, et notamment ceux provenant de l'extension de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023,
- de matériaux inertes extérieurs non valorisables provenant d'une zone de chalandise de 50 km autour du site. Seuls les matériaux ayant bénéficié d'un tri amont pour retirer la partie valorisable sont autorisés. Peuvent être admis les déchets suivants de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes :
    - 17 05 04 (terre et cailloux ne provenant pas de sites contaminés) tels que les stériles et les refus d'exploitation provenant de la carrière ou d'autres carrières

ou les matériaux naturels résultant des travaux publics tels que des terrassements et n'ayant fait l'objet d'une quelconque contamination ;
- 20 02 02 (terres et pierres provenant de jardins et de parcs) ;
- Les déchets relevant de ces deux codes mais ne répondant pas aux restrictions fixées à l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé, sous réserve du respect des valeurs fixées à l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé.

Sur présentation de justificatifs tenus sur site permettant de démontrer que les apports de déchets transfrontaliers s'inscrivent dans une boucle logistique intégrant la commercialisation de granulats à volume équivalent (double fret), cette zone de chalandise peut être élargie :
- à l'ensemble du département des Ardennes et aux départements limitrophes français,
- au territoire de la Wallonie, à l'exclusion de la province du Brabant wallon et des zones situées à l'ouest de l'axe Mons / Soignies dans la province du Hainaut ;
- au Grand-Duché du Luxembourg.

L'exploitant privilégie l'utilisation des déchets générés par l'activité du site pour les opérations de remblaiement.

La quantité totale de matériaux extérieurs inertes réceptionnés dans le cadre des opérations de remise en état de la zone définie à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023 est limitée à 150 000 tonnes par an.
La répartition de la provenance des déchets extérieurs est la suivante :
- 40% maximum des admissions totales de déchets inertes proviennent de l'étranger ;
- 60 % minimum des admissions totales de déchets inertes proviennent de chantiers locaux issu du département des Ardennes et des départements limitrophes.

L'apport de déchets inertes étrangers n'est possible que sous réserve de respecter l'équilibre annuel de cette répartition.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter les déchets dans l'installation. Il s'agit, notamment :
• de vérifier les caractéristiques générales des déchets ;
• de vérifier les caractéristiques spécifiques des déchets. Les déchets :
- cités précédemment,
- font l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable,
- ne proviennent pas de sites contaminés.

Un registre d'admission contenant les informations suivantes est tenu à jour pour chaque lot de matériaux acceptés sur le site :
• la date de réception du déchet ;
• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe 2 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
• la quantité du déchet entrant ;
• le nom et l'adresse du producteur de déchets ;
• le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;

• l'accusé d'acceptation des déchets ;
• le résultat des contrôles visuels et olfactifs et le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
• le cas échéant le motif de refus d'admission ;
• la localisation du stockage des déchets.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de la procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

En complément des modalités d'acceptation préalable et de traçabilité requises par l'arrêté ministériel du 12/12/2014, des analyses selon l'annexe II sont réalisées toutes les 3 000 tonnes pour les déchets relevant de l'annexe I et de l'annexe II de cet arrêté. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. ».

Article 3 : surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2015 et celles de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant fait inscrire les ouvrages existants de surveillance à la Banque du sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM, et transmet les éléments relatifs à cette inscription à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines à une fréquence semestrielle, en périodes de hautes eaux et de basses eaux.
Les analyses réalisées semestriellement portent sur les paramètres suivants : hauteur de la nappe, température, pH, conductivité, oxygène dissous, COT, indices phénols, chlorures, fluorures, sulfates, hydrocarbures, HAP, métaux lourds (arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, antimoine, sélénium et zinc).

Les analyses sont à confronter dans le temps afin d'étudier l'évolution de la qualité de la nappe et pas seulement les concentrations à un instant t, et les résultats sont comparés aux valeurs réglementaires, lorsqu'elles existent.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et si elle provient des installations, en supprimer la cause Dans ce cas, il entreprend tant que de besoin les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution des eaux souterraines.

Les résultats des analyses sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. ».

Article 4 : sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du Code de l'environnement.

Article 5 : délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse https://www.telerecours.fr/ :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à Mme le ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. En application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, en cas de recours administratif, le délai de recours contentieux ne commence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsque ces recours administratifs ont été rejetés.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fin de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 7 : publicité

En application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, pour l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies des communes de Douzy et de Francheval et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché dans les mairies des communes de Douzy et de Francheval pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de chacune de ces communes ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans les Ardennes, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et les maires de Douzy et de Francheval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Matériaux Concassés Ardennais (MCA).

Charleville-Mézières, le 31 OCT. 2025

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Joël DUBREUIL

Annexe 2. Procédure d'acceptation de déchets inertes (source : MCA)

Cette annexe contient 7 pages.

	Rédacteur	*Vérification*	*Approbateur*
Fonction	Environnement	Service exploitation	Service exploitation
Prénom – NOM	Antoine MARX	Laurent Simons	Laurent Simons
Signature			

Indice de révision	Date	Motif
0	05/03/2024	Création du document

TABLE DES MATIERES

1 OBJET 2

2 RESPONSABILITES 2

3 DESTINATAIRES 2

4 DECHETS ADMIS ET EXCLUS 2

4.1 DECHETS INERTES : 2
4.2 DECHETS ADMISSIBLES : 2
4.3 DECHETS INTERDITS 5

5 DETAIL DE LA PROCEDURE D'ACCEPTATION PREALALBE ET CONTROLE DES DECHETS 5

5.1 DOCUMENT PREALABLE 5
5.2 A L'ARRIVEE D'UN CAMION CHARGE DE MATERIAUX 5
5.3 1ER CONTROLE DU CHARGEMENT 5
5.4 2EME CONTROLE AU DECHARGEMENT 6
5.5 PESEE DU CAMION 6
5.6 REGISTRE D'ADMISSION ET DE REFUS DES MATERIAUX INERTES 6

1 OBJET

L'objet de cette procédure est de décrire les modalités prévues pour assurer le respect de la réglementation applicable en matière d'acception de déchets inertes sur le site de Douzy.

Le texte de référence est l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux modalités d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

2 RESPONSABILITES

	Pour information	**Pour application**
Direction	x	
Service Environnement		x
Tous les processus		x

3 DESTINATAIRES

Cette procédure est portée à la connaissance :

- Du personnel et disponible à la bascule sur le site de Douzy
- L'administration en charge des installations classées

4 DECHETS ADMIS ET EXCLUS

4.1 Déchets inertes :

Sont considérés comme déchets inertes les déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante : ils ne se décomposent pas, ne brûlent pas, et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. (Source : Directive 1999/31/CE du conseil du 26 avril 1999 - JOCE du 16 juillet 1999.

4.2 Déchets admissibles :

Les déchets admis sur la plateforme de transit de matériaux sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées tel que synthétisé dans le tableau suivant :

CODE DECHET[1]	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

Tableau 1 : Liste des déchets admis sur le site

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans les tableaux 1, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres ci-après. Ces essais de caractérisation sont à la charge du producteur du déchet (Maîtrise d'Ouvrage du chantier) et doivent être réalisés avant leur livraison sur la plateforme.
C'est le cas en particulier des déchets dits « 3+ » qui sont considérés comme inertes mais dépassent les valeurs seuils de base fixées par l'AM du 12 décembre 2014.
Ces matériaux seront enregistrés sous le **code déchet 17 05 04*** pour les distinguer des matériaux inertes 17 05 04 ne nécessitant pas d'analyses préalables.

Annexe 1 : Critères d'acceptation des déchets

Paramètres	Facteur retenu par rapport à l'annexe II	Valeur limite à respecter (mg/kg)
Arsenic	1	0,5
Baryum	1,5	30
Cadmium	3	0,12
Chrome total	3	1,5
Cuivre	3	6
Mercure	3	0,03
Molybdène	3	1,5
Nickel	2	0,8
Plomb	1	0,5
Antimoine	3	0,18
Sélénium	3	0,3
Zinc	3	12
Chlorure (1)	3	2 400 ou sans limite si FS < 12000
Fluorure	3	30
Sulfate (1)	3	3 000 ou sans limite si FS < 12000
Indice phénol	3	3
COT sur éluât (carbone organique total) (3)	2	500
Fraction soluble (1)	-	12000 ou sans limite si chlorure < 2 400 ET Sulfate < 3 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.
(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.
(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluât à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluât si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Paramètres	Valeur limite à respecter (mg/kg)
COT (carbone organique total)	60 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.
Pour le Carbone Organique Total dans les déchets secs, un facteur 2 est appliqué dans la mesure où la valeur sur éluat ne peut être augmentée (pas d'impact sur la nappe) - (cf article 6)

4.3 Déchets interdits

Les déchets interdits sont les déchets ne répondant pas au chapitre 4.2 Déchets inertes admissibles, notamment :

- Matériaux bitumineux contenant du goudron
- Déchets ménagers
- Déchets contenant de l'amiante
- Déchets contenant des végétaux ou de la matière organique
- Déchets non pelletables ou liquides
- Mâchefers d'incinération, Déchets de plâtre, Sables de fonderie

5 DETAIL DE LA PROCEDURE D'ACCEPTATION PREALALBE ET CONTROLE DES DECHETS

5.1 Document préalable

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même matériau inerte, le producteur (Maîtrise d'Ouvrage du chantier) ou à défaut l'entreprise exécutant les travaux, établit avec l'exploitant du site un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des matériaux.

Cette déclaration se fait via le formulaire en lien ci-dessous :

Formulaire de déclaration préalable - MCA Douzy

A réception de cette déclaration et des analyses de matériaux l'accompagnant si nécessaire, la déclaration est validée et un numéro de CAP est généré manuellement.

L'information de validation et le numéro de CAP est communiqué par mail au client (Entreprise de BTP).

Un fichier récapitulant les chantiers ayant fait l'objet d'une procédure de déclaration préalable ainsi que les numéros de CAP est communiqué à la carrière.

5.2 A l'arrivée d'un camion chargé de matériaux

Les déchets sont apportés par camions en provenance de chantiers du BTP ou de plateformes de tri/recyclage.

Le préposé bascule s'assure qu'une déclaration préalable a été établie et validée pour ce chantier en consultant le fichier partagé via One Drive (Registre - n°CAP – Douzy).

En cas d'absence de document préalable, le préposé bascule se met en relation avec Antoine MARX (06 23 01 95 55) ou à défaut Laurent SIMONS (06 23 01 95 60) qui contactera le client afin réaliser la procédure de déclaration préalable et informera le préposé bascule de la possibilité de laisser entrer ou non le camion.

5.3 1er contrôle du chargement

Au moment du passage du camion sur la bascule d'entrée, le préposé bascule assure un contrôle visuel du chargement dans la benne du camion.

- Si le matériau n'est pas conforme et ne rentre pas dans la catégorie des déchets autorisés : Il refuse l'entrée du camion et prévient le responsable d'exploitation qui fera le nécessaire auprès de l'entreprise extérieure pour que cela ne se reproduise pas. Le préposé bascule établit un bon de pesée (en utilisant le code produit « déchet refusé » et le remet au chauffeur.
- Si le matériau semble conforme : le préposé à la bascule laisse entrer le camion vers la zone de déchargement.
- L'enregistrement du bon vaut enregistrement du contrôle.

5.4 2ème contrôle au déchargement

Lors du déchargement, un deuxième contrôle visuel et olfactif est effectué.

- Si le matériau est conforme : mise en dépôt définitif dans la zone prévue à cet effet.
- Si le matériau est non-conforme ou suspect :
    - Le camion est encore sur le site : les matériaux sont rechargés dans le camion et le responsable du site est prévenu,
    - Le camion est déjà reparti ou impossibilité de recharger : mise à l'écart des matériaux et isolement en attendant l'arrivée d'un camion (du client ou affrété par MCA) pour retourner les matériaux au client à sa charge.

Lors du déchargement peuvent apparaître des déchets non inertes non dangereux (bois, plastique, ferraille en faible quantité). Ils sont enlevés et stockés dans des bennes prévues à cet effet pour être ensuite éliminés dans des filières adaptées.

5.5 Pesée du camion

Une fois les matériaux déchargés, le camion est pesé à vide sur la bascule de sortie avec établissement d'un bon de pesée valant acceptation de déchet.

5.6 Registre d'admission et de refus des matériaux inertes

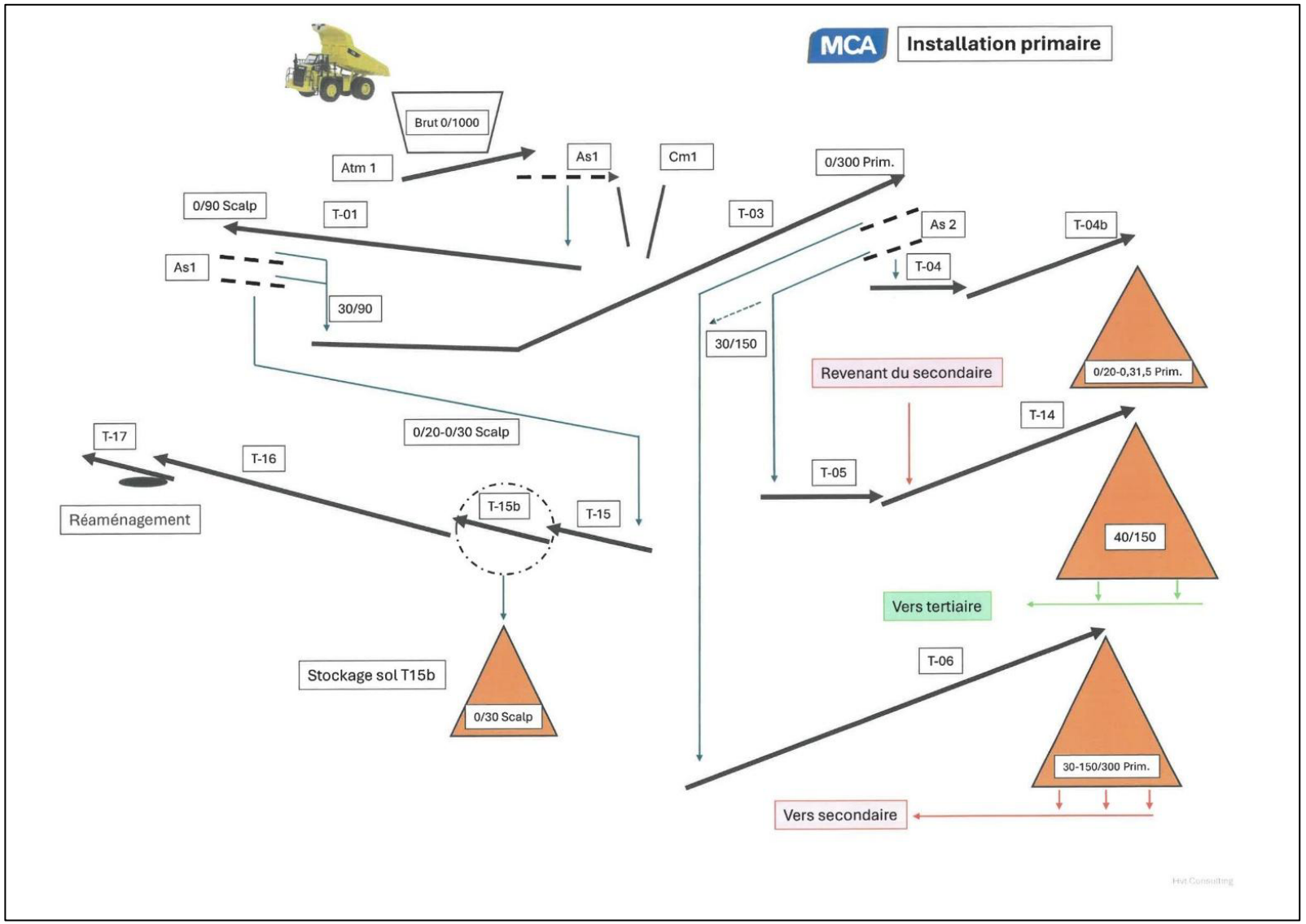
La SNC MCA tient à jour un registre d'admission et de refus conformément à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 complété par l'arrêté du 12 décembre 2014. Ce registre informatisé contient au moins pour chaque chargement de matériaux :

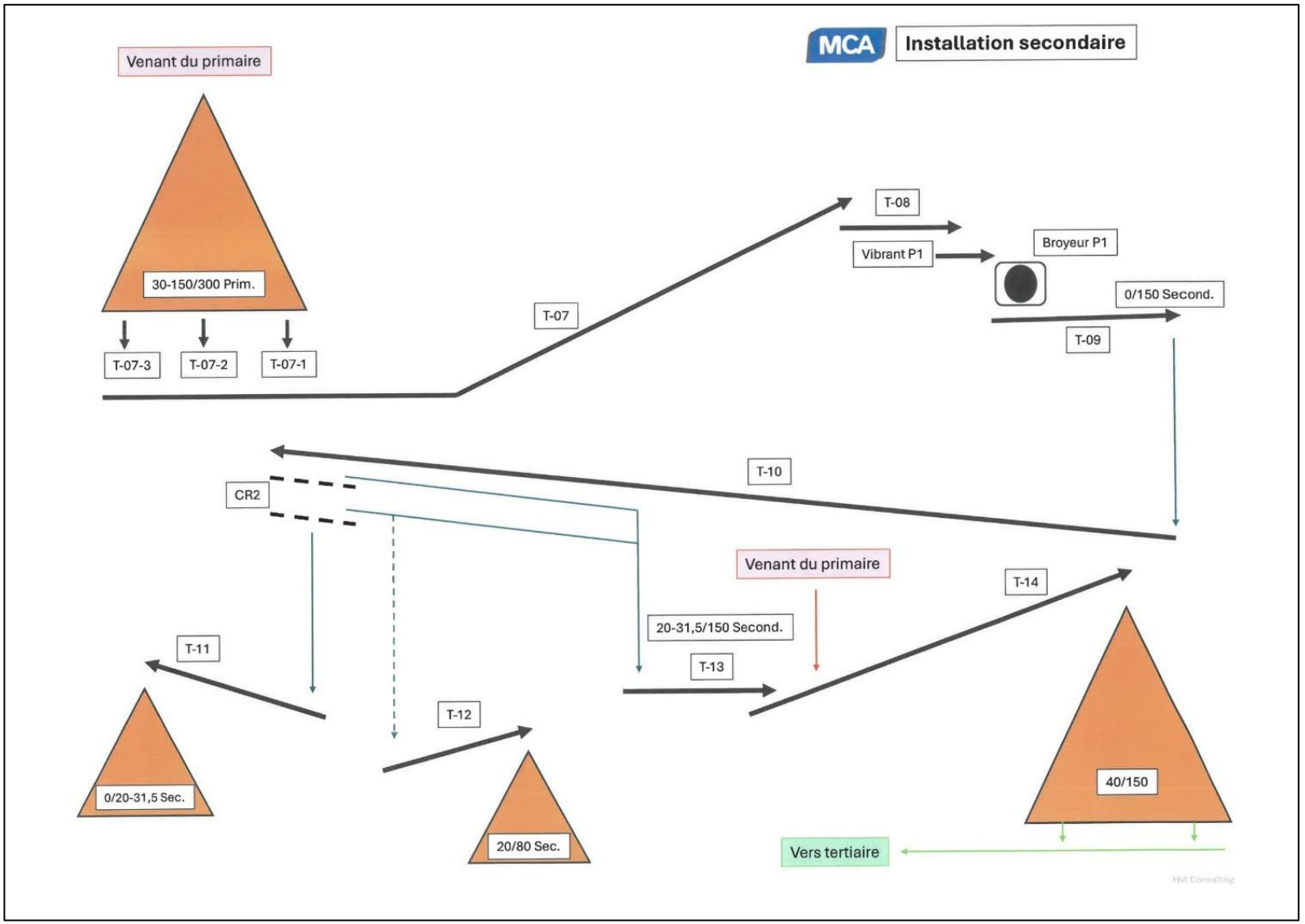
- La date de réception du matériau ;
- La nature du matériau entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R541 - 8 du Code de l'Environnement) ;
- La quantité de matériaux entrant ;
- Le nom et l'adresse du chantier d'où proviennent les matériaux inertes ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé [de déclaration] mentionné à l'article R541 - 53 du Code de l'Environnement (Article R541 - 50 du code de l'environnement II. - Sont exemptés de cette obligation de déclaration alinéa 3° : Les entreprises qui collectent ou transportent des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres) ;
- L'accusé d'acceptation des matériaux inertes ;
- Le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

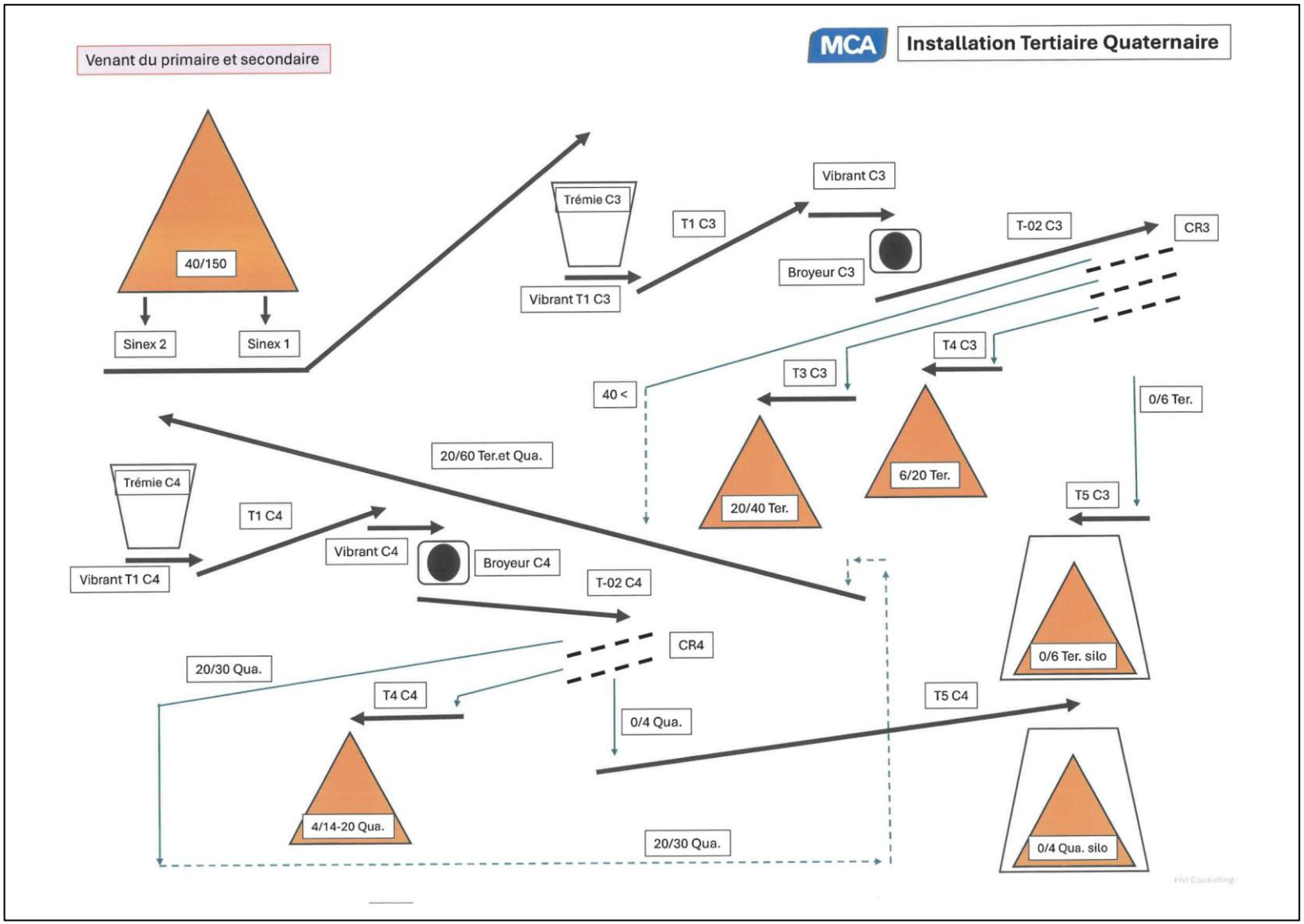
Les registres sont conservés pendant au moins 3 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

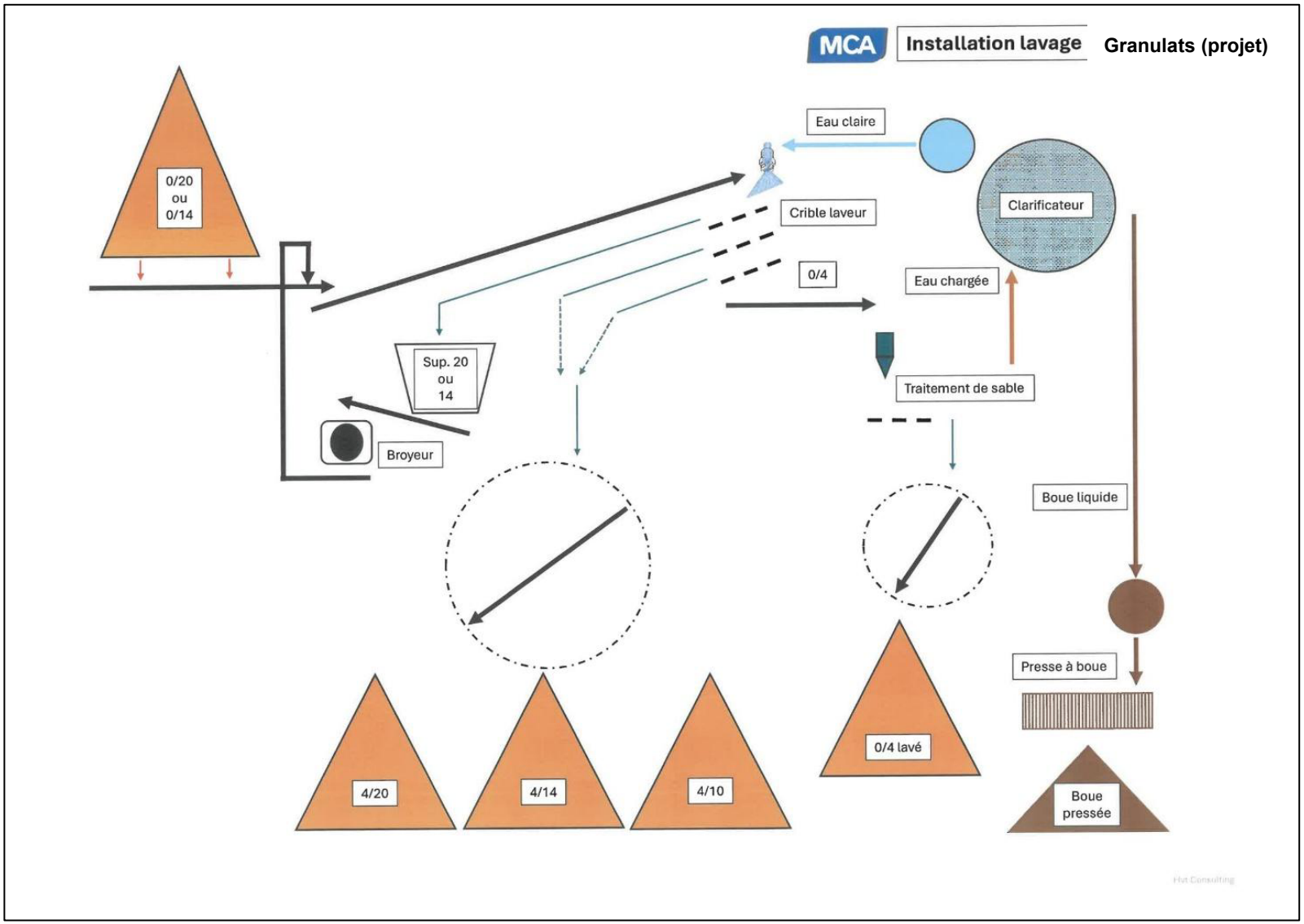
Annexe 3. Schémas et plan des installations de traitement actuelles et en projet

Cette annexe contient 5 pages.

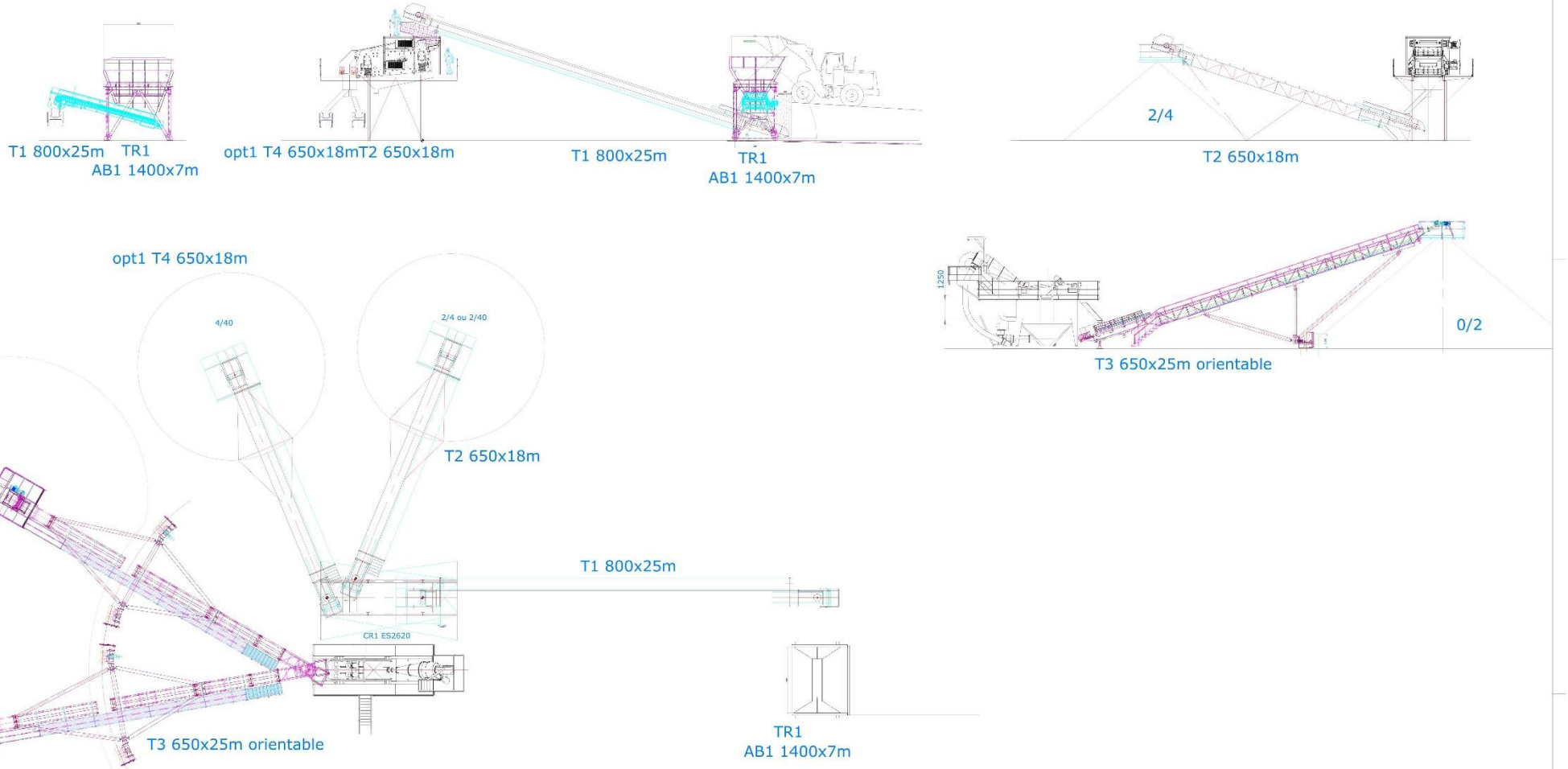

MCA
Installation primaire
Brut 0/1000
Atm 1
As1
Cm1
0/300 Prim.
0/90 Scalp
T-01
T-03
As 2
T-04b
As1
T-04
30/90
30/150
Revenant du secondaire
0/20-0,31,5 Prim.
T-14
0/20-0/30 Scalp
T-17
T-16
T-05
T-15b
T-15
Réaménagement
40/150
Vers tertiaire
T-06
Stockage sol T15b
0/30 Scalp
30-150/300 Prim.
Vers secondaire


MCA
Installation secondaire
Venant du primaire
30-150/300 Prim.
T-07-3
T-07-2
T-07-1
T-07
T-08
Vibrant P1
Broyeur P1
0/150 Second.
T-09
T-10
CR2
Venant du primaire
20-31,5/150 Second.
T-13
T-14
T-11
T-12
0/20-31,5 Sec.
20/80 Sec.
40/150
Vers tertiaire


MCA
Installation Tertiaire Quaternaire
Venant du primaire et secondaire
40/150
Sinex 2
Sinex 1
Trémie C3
Vibrant T1 C3
T1 C3
Vibrant C3
Broyeur C3
T-02 C3
CR3
T4 C3
T3 C3
40 <
0/6 Ter.
20/60 Ter.et Qua.
20/40 Ter.
6/20 Ter.
T5 C3
Trémie C4
T1 C4
Vibrant T1 C4
Vibrant C4
Broyeur C4
T-02 C4
CR4
0/6 Ter. silo
20/30 Qua.
T4 C4
0/4 Qua.
T5 C4
4/14-20 Qua.
20/30 Qua.
0/4 Qua. silo


MCA
Installation lavage
Granulats (projet)
0/20
ou
0/14
Eau claire
Clarificateur
Crible laveur
0/4
Eau chargée
Sup. 20
ou
14
Traitement de sable
Broyeur
Boue liquide
Presse à boue
4/20
4/14
4/10
0/4 lavé
Boue
pressée

Plan de l'unité lavage des stériles en projet (source : MCA)



Annexe 4. Procédure de gestion des déchets

Cette annexe contient 9 pages.

	Procédure de gestion des déchets	Réf : QSE-03-00-00-PR Indice : 1 Page : 1 sur 9

	Rédacteur	*Vérification*	*Approbateur*
Fonction	QSE	QSE	Directeur d'exploitation
Prénom – NOM	Lounès HALFAOUI Marie DE SALVADOR	Marie DE SALVADOR Noha EL MOULAT	Jérémy URANO Patrice PAQUOT
Signature			

Indice de révision	**Date**	**Motif**
0	23/06/2021	Création du document
1	18/01/2022	Prise en compte de Trackdéchets
2	30/12/2022	MAJ entité

TABLE DES MATIERES

OBJET **2**
RESPONSABILITES **2**
MISE EN ŒUVRE **2**
1. GENERALITES **2**
1.1. REGLEMENTATION 2
1.2. CATEGORIES DE DECHETS 3
1.3. COUTS D'ELIMINATION OU DE TRAITEMENT 3
2. TRI DES DECHETS **3**
2.1. DECHETS DITS « MENAGERS » OU « ADMINISTRATIFS » 3
2.2. DECHETS D'EXPLOITATION DU SITE DE WARCQ 4
2.3. DECHETS DE CHANTIER 4
3. SUIVI DES DECHETS PRODUITS **5**
3.1. EMISSION D'UN BON DE COLLECTE 5
3.1.1. Déchets non dangereux *5*
3.1.2. Déchets dangereux *5*
3.2. TRANSMISSION DES BONS / BORDEREAUX 5
3.3. REGISTRE DE SUIVI DES DECHETS 5
4. SYNTHESE PAR FAMILLE DE DECHETS **7**
5. ANNEXES **9**
5.1. FORMULAIRE DE BSD ET NOTICE D'UTILISATION 9
5.2. FORMULAIRE DE BSDA ET NOTICE D'UTILISATION 9

	Procédure de gestion des déchets	Réf : QSE-03-00-00-PR Indice : 1 Page : 2 sur 9

OBJET

Cette procédure décrit les modalités de gestion des déchets, depuis leur production jusqu'à leur acheminement en centre de traitement ou d'élimination.

RESPONSABILITES

	Pour information	Pour application
Direction	X	
Responsables de service		X
Service Achats		X
Service QSE		X

MISE EN ŒUVRE

1. GENERALITES

1.1. Réglementation

La réglementation relative à la production et à la gestion des déchets est la Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08. Elle est retranscrite dans le Code de l'Environnement Articles L541-1 à L542-14.

Art. L541-1 : Est considéré comme un déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

Art. L541-2 : Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Art L541-43 : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42, les transporteurs, les négociants, les exploitants des installations d'entreposage, de reconditionnement, de transformation ou de traitement, les personnes se livrant à la collecte de petites quantités de ces mêmes déchets ainsi que les exploitants d'installations destinataires de déchets autres que dangereux et radioactifs, à l'exception de celles qui réalisent une opération de valorisation de déchets inertes, tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets.

Les registres tenus par les transporteurs et par les exploitants d'installations effectuant le traitement de déchets non dangereux sont conservés pendant au moins 3 ans.

Les bordereaux de suivi des déchets dangereux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Décret n°2021-321 : Généralisation de Trackdéchets à tous les acteurs concernés par la traçabilité des déchets dangereux, dès le 1er Janvier 2022.

	Procédure de gestion des déchets	Réf : QSE-03-00-00-PR Indice : 1 Page : 3 sur 9

1.2. Catégories de déchets



Les **déchets inertes** sont des déchets qui pendant leur stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ils ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne sont pas biodégradables et ne dégradent pas les autres matières avec lesquelles ils entrent en contact.

- Terre non polluée
- Matériaux de terrassement
- Bétons
- Tuiles
- Parpaings
- Verre plat



Les **déchets non dangereux** (non inertes) sont des déchets qui ne présentent aucune caractéristique de dangerosité : non toxiques, non corrosifs, non explosifs…
Ce sont des déchets « banals » (ex DIB).

- Cartons
- Papiers
- Bois
- Plastiques
- Métaux



Les **déchets dangereux** sont les déchets issus de l'activité industrielle qui représentent un risque pour la santé ou l'environnement et qui nécessitent un traitement adapté.

- Peintures en solvant
- Hydrocarbures (y compris les sols pollués)
- Amiante
- Aérosols
- Boue de fosse septique
- Filtres à carburant et à gasoil

1.3. Coûts d'élimination ou de traitement

Pour maîtriser ces coûts, URANO doit privilégier le traitement de ses déchets selon cet ordre :

1. La préparation en vue de la réutilisation ;
2. Le recyclage et la valorisation des déchets organiques par retour au sol ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. L'élimination.

(Article 4 de la directive, article L.541-1 du Code de l'environnement).

2. TRI DES DECHETS

Le tri des déchets à la source doit être réalisé pour :

- Améliorer la part de valorisation pour nos déchets (réutilisation, recyclage…) ;
- Réduire les coûts liés à l'élimination ou au traitement.

2.1. Déchets dits « ménagers » ou « administratifs »

Type déchet	Destination	Où ?	Comment ?
Papier	Compactage au Magasin	Son propre bureau Bureau aveugle SEP	A stocker au bureau. Le magasinier passera à fréquence régulière pour faire le ramassage.
Carton	Compactage au Magasin	Son propre bureau Bureau aveugle SEP	A stocker au bureau. Le magasinier passera à fréquence régulière pour faire le ramassage.

Ordures ménagères	Poubelles noires	Devant bureaux Accueil (Bemaco, Truck, carrière Douzy) Devant laboratoire SEP Devant bureaux SEP Devant bureaux Accueil	A déposer dans les poubelles prévues / Ramassé par les femmes de ménage.

2.2. Déchets d'exploitation du site de Warcq et Douzy

Type déchet	Destination	Où ?	Comment ?
Acier	Benne « Acier »	Derrière le Garage / usine / carrière	A déposer dans la benne.
Aérosols	Bac étanche	Magasin/usine/carrière	A déposer dans les bacs.
Aluminium	Benne « Alu »	Derrière le Garage	A déposer dans la benne.
Bois	Benne « Bois »	A côté de la station-service/usine / carrière	A déposer dans la benne.
Boue de fosse septique	Fosse septique	Derrière la Laverie	Automatique
Carton / Papier	Compactage au Magasin	Magasin/usine /carrière	A déposer à côté du compacteur.
Contenant souillé (DIS)	Bac étanche	Garage/usine /carrière	A déposer dans les bacs.
DIB	Benne « Vrac »	A côté de la station-service/usine/carrière	A déposer dans la benne.
D3E	Bac étanche	Maintenance	A déposer dans la benne.
Huile usagée	Cuve à huile	Ancien Garage usine /carrière	Vider les fûts dans la cuve.

2.3. Déchets de chantier

Les déchets issus des chantiers ne sont pas tous produits par URANO. Nous distinguons 2 catégories de déchets de chantier :

- Les déchets d'exploitation de nos chantiers : palettes et suremballages lors de livraisons, bidons et aérosols vides, ordures ménagères, bois de coffrage, outillages et matériels usagés… → **Produits par URANO ou Bemaco**
- Les déchets du site en chantier, retirés ou déplacés par URANO : enrobés, terres, amiante... → **Produits par le maître d'ouvrage, non concernés par cette procédure.**

Les déchets issus des chantiers peuvent être :

- Entreposés sur chantier et acheminés directement vers les centres de stockage ou de traitement des déchets. Un bon sera alors édité : voir 3. Suivi des déchets produits.
- Ramenés au dépôt de Warcq et mis en déchets selon les points 2.1 et 2.2.

3. SUIVI DES DECHETS PRODUITS

3.1. Emission d'un bon de collecte

3.1.1. Déchets non dangereux

Lors de la collecte du déchet par le transporteur ou le centre d'élimination, un bon de collecte doit nous être remis. Ce bon doit préciser à minima :

- La date de collecte ;
- La nature des déchets ;
- La quantité (en kg) collectée ;
- L'entreprise en charge de la collecte ;
- La destination des déchets.

3.1.2. Déchets dangereux

Dans le cas des déchets dangereux, le bon de collecte prend la forme particulière du BSDD : Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux (formulaire Cerfa n°12571).

Il a pour objet d'assurer la traçabilité des déchets dangereux de leur production jusqu'à leur élimination. Le BSDD est renseigné et visé par chacun des intermédiaires (producteur, collecteur, transporteur et exploitant de l'installation adéquate), au moment de leur prise en charge respective des déchets.
Il comporte des indications sur la provenance des déchets, leurs caractéristiques, les modalités de collecte, de transport et d'entreposage, l'identité des entreprises concernées et la destination des déchets.

Note : dans le cas particulier de la collecte d'huile usagée (Garage), l'émission d'un BSDD est facultative. Un bon d'enlèvement simple suffit (cf. Arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées).

A compter du 01/01/2022, les bordereaux de suivi des déchets dangereux sont dématérialisés et intégralement gérés via la plateforme gouvernementale TRACKDECHETS.

3.2. Transmission des bons / bordereaux

Voici la procédure générale. Pour savoir si des cas particuliers existent, se référer au tableau en 4. Synthèse par famille de déchets.

1. Chaque personne ayant récupéré le bon / le BSDD doit l'envoyer à service.achat@urano.fr ou service.achat@bemaco.fr pour facturation. Pour les déchets issus des activités du Garage, les bons sont à envoyer à administration@trucklocation.fr.
2. Le service Achat associe les bons à la facture correspondante.
3. Le service Achat transmet les bons à service.prevention@urano.fr ou marie.desalvador@bemaco.fr

3.3. Registre de suivi des déchets

Le service QSE tient à jour le tableau « Registre des déchets » (Urano), Registre des déchet (Bemaco) et Registre des déchet (MCA)

Lors de la réception d'un bon / BSD, le service Prévention renseigne les colonnes correspondantes.

Les bons et BSD reçus sont enregistrés par le service Prévention dans le dossier « Bordereaux et bons ».

La colonne « Retour BSD » indique si le BSD a été récupéré par URANO une fois complété par l'installation de destination. Si la cellule apparaît de couleur **rouge**, le BSD n'a pas été récupéré :

	Procédure de gestion des déchets	Réf : QSE-03-00-00-PR Indice : 1 Page : 6 sur 9

1. Vérifier si la date du jour dépasse de 3 mois la date d'émission du BSD ;
2. Si oui, le service Prévention envoie un mail à l'installation de destination pour réclamer le BSD rempli. Le service Prévention joint à son mail le BSD incomplet.
3. Le mail envoyé est enregistré dans le dossier « Relances BSD ».

Le « Registre des déchets » répertorie les installations de destination pour chaque type de déchet, ainsi que la filière de traitement. Le registre permet également de suivre les quantités produites.

4. SYNTHESE PAR FAMILLE DE DECHETS

Famille	Lieu de production	Lieu d'entreposage avant collecte	Collecteur	Destinataire	Traitement	Mode de transmission des bons
Aérosols	Chantiers Petit atelier Usine Carrière	Magasin > bac étanche dédié	CHIMIREC	CHIMIREC	*Non défini*	Procédure générale
Aluminium	Petit atelier Garage	Garage > benne dédiée	LARNO	LARNO	Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques	Bons transmis par BEMACO tous les 2 mois à service.prevention@urano.fr
Amiante	Divers	Entreposage temporaire interdit	Divers	ARCAVI	Mise en décharge spécialement aménagée	Procédure générale
Batteries	Petit atelier Garage Usine Carrière	Garage > bac étanche dédié	LARNO	LARNO	Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques	Bons transmis par BEMACO tous les 2 mois à service.prevention@urano.fr
Bois	Chantiers Petit atelier Garage Magasin Usine Carrière	Garage > benne dédiée	TRUCK LOCATION	ARCAVI	Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie	Procédure générale
Boues	Laverie Usine Carrière	Derrière Station-service > cuve dédiée	SAPIAN	SOGEA EST	Stockage avant épandage agricole	Bons transmis par SAPIAN tous les 2 mois à service.prevention@urano.fr

	Procédure de gestion des déchets	Réf : QSE-03-00-00-PR Indice : 1 Page : 8 sur 9

Cartons et papiers	Chantiers Petit atelier Garage Magasin Bureaux	Magasin	BEMACO	ECOPAC	*Pate à papier*	
Contenant souillé	Chantiers Petit atelier Garage Magasin	Garage > bac étanche dédié Usine Carrière	CHIMIREC	CHIMIREC	Stockage avant valorisation	Procédure générale
DIND (DIB)	Chantiers Petit atelier Garage Magasin Bureaux Usine Carrière	Garage > benne dédiée Usine Carrière	TRUCK LOCATION	ARCAVI	*Non défini*	Procédure générale
Ferraille	Petit atelier Garage Usine Carrière	Garage > benne dédiée	LARNO	LARNO	Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques	Bons transmis par BEMACO tous les 2 mois à service.prevention@urano.fr
Huile usagée	Petit atelier Garage Usine Carrière	Garage > cuve dédiée	CHIMIREC	CHIMIREC	Stockage avant valorisation	Procédure générale
Ordures ménagères	Tous	Poubelles noires dans chaque bâtiment	ARDENNE METROPOLE		*Non défini*	*Non défini*

5. ANNEXES

5.1. Formulaire de BSD et notice d'utilisation

Formulaire de Bordereau de Suivi des Déchets disponible ici : https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_12571.do

Notice disponible ici :
https://www.formulaires.service-public.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=51448%2301&cerfaFormulaire=12571

5.2. Formulaire de BSDA et notice d'utilisation

Formulaire de Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés disponible ici : https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_11861.do

Notice disponible ici :
https://www.formulaires.service-public.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=50844%2303&cerfaFormulaire=11861